

BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

DECEMBRE 2000

N° 86



BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

DÉCEMBRE 2000

N° 86

BANK AL-MAGHRIB
Administration Centrale
277, Avenue Mohammed V
BP. 445 - R A B A T
Tél. (212 7) 70-26-26
Direction des Etudes
Fax. (212 7) 20-67-68
E-mail : de@bkam.gov.ma

Dépôt légal : 7/1998
ISSN : 1114-0828

Les études ne peuvent être reproduites totalement ou partiellement sans autorisation.

Les renseignements contenus dans ce bulletin d'information, quoique puisés aux meilleures sources, n'engagent pas la responsabilité de Bank Al-Maghrib.

SOMMAIRE

	Page
ÉTUDE	
. La loi de finances pour l'année 2001	7
RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE	41
CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB.....	61
. Circulaire relative à la publication des états de synthèse par les établissements de crédit	
. Circulaire relative aux modalités de transmission, à Bank Al-Maghrib, des états de synthèse et des documents complémentaires	
STATISTIQUES	
. Statistiques monétaires.....	81
. Liquidité bancaire et taux d'intérêt	97
. Sociétés de financement	111
. Etablissements financiers	115
. Marché des capitaux	123
. Finances publiques	129
. Indices des prix	135
. Production	143
. Commerce extérieur	151
. Balance des paiements avec l'étranger	165
. Cours de change	169
. Comptes de la Nation	175

Liste des signes, abréviations et sigles utilisés

Signes

-	: Nul ou insignifiant
*	: Renvoi
“	: Idem
...	: Non disponible

Abréviations

Max.	: Maximum
Min.	: Minimum
N.B.	: Nota Bene
N.C.A.	: Non Compris Ailleurs
N.R.	: Non Rémunéré
P.M.	: Pour Mémoire.
T.B.B.	: Taux de Base Bancaire
T.L.	: Taux Libre
T.P.	: Taux Plafonné
T.R.	: Taux de Référence

Sigles

A.T.	: Régime d'Admission Temporaire en douanes
B.A.M.	: Bank Al-Maghrib
B.N.D.E.	: Banque Nationale pour le Développement Économique
B.T.P.	: Bâtiment et Travaux Publics
C.A.F.	: Coût, Assurance et Fret
C.C.P.	: Comptes Chèques et Comptes Courants Postaux
C.D.G.	: Caisse de Dépôt et de Gestion
C.E.N.	: Caisse d'épargne nationale
C.I.H.	: Crédit Immobilier et Hôtelier
C.M.A.	: Coopératives Marocaines Agricoles
C.N.C.A.	: Caisse Nationale de Crédit Agricole
D.T.S.	: Droits de Tirages Spéciaux
F.E.C.	: Fonds d'Équipement Communal
F.M.A.	: Fonds Monétaire Arabe
F.M.I.	: Fonds Monétaire International
F.O.B.	: Free on Board
H.B.M.	: Habitat Bon Marché
M.R.E.	: Marocains Résidant à l'Étranger
O.F.S.	: Organismes Financiers Spécialisés
O.N.I.C.L.	: Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses
O.P.C.V.M.	: Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P.M.E.	: Petites et Moyennes Entreprises
P.M.I.	: Petites et Moyennes Industries
S.C.A.M.	: Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines
S.I.C.A.V.	: Sociétés d'Investissement à Capital Variable
U.E.B.L.	: Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
V.I.T.	: Valeur Immobilière Totale

ÉTUDE : La loi de finances pour l'année 2001

LA LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

L'élaboration de la loi de finances pour l'année 2001, qui consacre le retour à un exercice budgétaire couvrant l'année civile, s'est inscrite dans un contexte marqué par le double souci de consolidation des grands équilibres macro-économiques, en particulier par la maîtrise du déficit budgétaire, et d'impulsion de la croissance par l'investissement.

Au niveau du budget ordinaire, l'Etat devait faire face à une augmentation des charges liée aux mesures mises en œuvre dans le cadre du dialogue social, notamment la généralisation de la promotion des fonctionnaires, et à la compensation des prix. En regard, les ressources ordinaires, qui continuent de pâtir du processus de démantèlement tarifaire et du non-renouvellement de l'accord de pêche avec l'Union Européenne, ont été renforcées grâce aux recettes provenant de la cession d'une partie du capital de Maroc-Télécom au secteur privé.

De fait, l'excédent du budget ordinaire devrait permettre de contenir le déficit budgétaire dans la limite de 3% du PIB, après avoir assuré la couverture de plus de la moitié des dépenses d'investissement qui, en termes d'émissions incluant les actions financées par le Fonds Hassan II, seraient sensiblement accrues par rapport aux réalisations de la loi de finances 1999-2000.

La relance des investissements, conformément aux orientations du plan quinquennal 2000-2004, adopté par le parlement à la session du printemps 2000, devait prendre en considération la réduction des disparités régionales par le renforcement des équipements de base, notamment l'infrastructure routière, l'adduction d'eau potable et l'électrification. Une attention particulière a été par ailleurs accordée au développement social à travers les actions destinées à améliorer les conditions d'accès à l'éducation et à la santé, ainsi qu'à atténuer les effets de la sécheresse sur le monde rural.

La réalisation d'une croissance économique de 5% en moyenne annuelle sur la période quinquennale, à même de stimuler l'emploi, reposait en outre sur la dynamisation de l'effort fourni par l'ensemble des partenaires, à savoir l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics, le secteur privé ainsi que les opérateurs issus de la société civile.

Aussi et afin de promouvoir le secteur privé, en tant que vecteur essentiel de la création de valeur ajoutée et d'emplois, la présente loi de finances a-t-elle introduit une série de mesures d'ordre fiscal. Il s'agit notamment de l'abaissement du seuil des programmes d'investissement ouvrant droit à l'exonération totale des droits et taxes perçus à l'importation des biens d'équipement ainsi que de l'exonération de la TVA en faveur de secteurs sociaux, en particulier en matière de santé et d'édification de campus universitaires et de logements. Le secteur touristique a bénéficié, quant à lui, de nouvelles baisses en matière de TVA et de droits d'enregistrement, tandis que l'exonération du secteur agricole au titre des impôts sur le revenu a été reconduite jusqu'en l'an 2010. De même, un abattement sur l'IS a été accordé jusqu'en 2003 aux entreprises lors de leur introduction en bourse, à concurrence de 50% ou 25% selon qu'elle s'accompagne ou non d'une augmentation de capital. La pression fiscale diminuerait en conséquence, revenant de 22,6% à 21,1% parallèlement à la poursuite de l'harmonisation du système fiscal et la simplification des rapports entre l'administration fiscale et les contribuables.

1^{ère} PARTIE - L'EVOLUTION DES MASSES BUDGETAIRES (*)

Les charges et les ressources de la loi de finances 2001 sont estimées respectivement à 164,4 milliards et 164,9 milliards de dirhams, comme il ressort du tableau ci-après :

(*) Voir tableaux annexes I à X.

(En millions de dirhams)

	Ressources			Plafonds des charges		
	L.F. 1999-2000	L.F. 2° semestre 2000	L.F. 2001	L.F. 1999-2000	L.F. 2° semestre 2000	L.F. 2001
- Budget général	106.262	60.374	140.340	122.235	65.134	138.800
. Fonctionnement				63.438	33.617	74.879
. Dette publique				40.469	18.588	42.226
. Investissement				18.328	12.929	21.695
- Budgets annexes	1.314	731	1.603	1.314	731	1.603
- SEGMA	-	763	1.549	-	757	1.536
- Comptes spéciaux du Trésor	18.033	13.019	21.430	17.973	13.032	22.419
TOTAL	125.609	74.887	164.922	141.522	79.654	164.358

Les charges ordinaires du budget général sont arrêtées à 93,7 milliards, dont 18,8 milliards pour le service en intérêts de la dette publique. En regard, les recettes ordinaires s'établissent à 105,8 milliards, incluant un montant de 21,3 milliards au titre de la privatisation de Maroc Télécom. L'excédent ordinaire qui en résultera, et qui ressort à 12,1 milliards, devrait couvrir 56% des dépenses budgétaires d'investissement, retenues pour 21,7 milliards. Compte tenu des amortissements du capital de la dette à moyen et long termes, chiffrés à 23,4 milliards, le besoin de financement en ressources longues s'élèvera, comme dans le budget précédent, à près de 34 milliards. Pour sa couverture, le recours aux emprunts extérieurs est demeuré fixé à quelque 6,5 milliards de dirhams, tandis que les emprunts intérieurs à moyen et long termes devraient procurer 28 milliards, au lieu de 12 milliards dans la loi de finances 1999-2000. Les besoins de trésorerie à court terme devraient s'en trouver allégés d'autant et peser moins sur la création monétaire par le Trésor en 2001.

L'équilibre général de la loi de finances

(En millions de dirhams)

	Prévisions L.F 1999-2000	Prévisions L.F 2° semestre 2000	Prévisions L.F 2001
I- BUDGET GENERAL			
. Recettes ordinaires	87.662	49.882	105.823
. Dépenses ordinaires ⁽¹⁾	82.126	42.988	93.676
Solde budgétaire ordinaire	+5.536	+6.894	+12.147
Dépenses d'investissement	18.328	12.929	21.695
Déficit du budget général	-12.792	- 6.035	- 9.548
II- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX ET SEGMA	60	- 7	-976
III- DEFICIT BUDGETAIRE TOTAL	-12.732	- 6.042	-10.524
IV- AMORTISSEMENT DE LA DETTE A MOYEN ET LONG TERMES	21.781	9.217	23.429
Besoin de financement global (III+IV)	-34.513	-15.259	-33.953
Financement prévisionnel			
- Ressources d'emprunt	18.600	10.492	34.517
. Emprunts intérieurs à moyen et long termes	12.000	8.000	28.000
. Emprunts extérieurs autorisés	6.600	2.492	6.517
- Découvert (financé par des moyens de trésorerie non budgétés)	15.913	4.767	-564 ⁽²⁾
(1) Dépenses de fonctionnement et intérêts de la dette publique.			
(2) Le signe (-) correspond à un excédent de ressources sur les charges de la loi de finances.			

I- LE BUDGET GÉNÉRAL

A- Les charges du budget général

1) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont estimées à 74 ,9 milliards de dirhams.

Les dépenses de personnel, qui en représentent 65,4%, sont retenues pour un montant de 45,2 milliards auquel s'ajoutent 3,8 milliards inscrits au niveau du chapitre «dépenses imprévues et dotations provisionnelles» incluant les répercussions financières prises dans le cadre du dialogue social et la création de près de 17.000 emplois, dont 9.450 au sein du ministère de l'Education nationale et 3.350 en faveur du ministère de l'Intérieur. Par ailleurs, 4.000 agents temporaires ou occasionnels seront titularisés en 2001.

L'enveloppe prévue pour les «dépenses de matériel et diverses» s'élève à 12,8 milliards dont 3,3 milliards de dirhams au titre des transferts destinés aux établissements publics et aux services de l'Etat gérés de manière autonome. L'augmentation de l'enveloppe globale est attribuable à l'inscription des dotations relatives aux frais de déplacement pour la supervision des projets d'investissement, précédemment retenues au chapitre «investissement», ainsi que l'imputation de l'équivalent de 2% de la masse salariale des départements de l'Education à verser à la Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'Education - Formation. Quant à la relative stabilité des autres postes, elle traduit les efforts de réduction du train de vie de l'Administration.

Le montant des crédits ouverts au titre des charges communes passe à 11,2 milliards, au lieu de 8,2 milliards en 1999-2000. Cet accroissement s'explique par l'élargissement de la contribution patronale de l'Etat aux caisses de retraite et de prévoyance, fixée à 4,7 milliards, et par l'affectation d'un montant de 5,7 milliards de dirhams à la compensation des prix, dont 3 milliards au titre des produits pétroliers et 1,4 milliard pour le sucre.

La libéralisation de la filière des oléagineux intervenue à la fin de l'année 2000 s'est traduite par la suppression de la compensation des prix de ces produits qui, sur la base des accords conclus avec les opérateurs, devraient être maintenus à leur niveau actuel pendant deux ans. Une aide directe de 160 millions de dirhams est instituée en faveur des producteurs de graines.

L'enveloppe consacrée aux dépenses imprévues et aux dotations provisionnelles autres que celles relatives au personnel est chiffrée à 1,9 milliard. Ce montant sera réservé à l'apurement des arriérés de paiement de l'Etat et à la couverture des dépenses exceptionnelles non prévues qui peuvent apparaître en cours d'année.

2) Les dépenses de la dette

Les montants destinés à assurer le remboursement du capital et le règlement des intérêts et commissions au titre de la dette publique se chiffrent à 42,2 milliards de dirhams au lieu de 18,6 milliards auparavant. Cette évolution reflète l'alourdissement des débours relatifs à l'amortissement du capital fixé à 23,4 milliards comme il ressort du tableau ci-après :

(En millions de dirhams)

	L.F 1999-2000	L.F 2 ^o semestre 2000	L.F 2001
Dette extérieure	15.209	8.445	14.933
Capital	8.675	5.303	9.234
Intérêts	6.534	3.142	5.699
Dette intérieure	25.260	10.143	27.293
Capital	13.106	3.914	14.195
Intérêts	12.154	6.229	13.098
Charges en capital	21.781	9.217	23.429
Charges en intérêts	18.688	9.371	18.797
Charges totales de la dette publique	40.469	18.588	42.226

Le service de la dette extérieure devrait se réduire à 14,9 milliards par suite du rachat de la dette onéreuse et des conventions d'annulation ou de reconversion en investissements.

Dans le même temps, le service de la dette domestique devrait entraîner des décaissements de l'ordre de 27,3 milliards, consacrés pour plus de 13 milliards au règlement des intérêts.

3) Les dépenses d'investissement

Les crédits de paiement du budget d'équipement sont arrêtés à 21,7 milliards. Ils seront affectés à la couverture des dépenses relatives au renforcement des équipements d'infrastructure hydraulique, routière et portuaire, ainsi qu'aux actions visant l'amélioration des conditions de vie des populations (habitat social, santé et enseignement).

Il sera notamment procédé à l'exécution des chantiers suivants :

- Hydraulique : Barrages de Dchar El Ouad-Aït Messaoud, de Sidi Saïd, d'Aït M'Zal, d'Igouzoulane.
- Irrigation : Achèvement des travaux d'aménagement hydro-agricole dans les périmètres de Abda – Doukkala, du Haouz central, du Gharb et du Loukkos.
- Routes :
 - . Lancement des travaux des autoroutes Casablanca – El Jadida et Sidi El Yamani – Tanger.
 - . Continuation des travaux de la rocade méditerranéenne et du tronçon autoroutier Casablanca – Settat.
- Ports : Poursuite des travaux d'extension des ports à Al Hoceima, Larache, Saïdia, Sidi Ifni et Agadir.
- Formation :
 - . Extension du Centre de qualification professionnelle de Berrechid, de l'Institut de technologie appliquée de Tanger et de l'Institut supérieur de technologie appliquée de Laayoune.
 - . Lancement de la construction de l'Institut supérieur de génie mécanique à Casablanca.
- Enseignement :
 - . Extension du réseau des écoles en milieu rural.
 - . Lancement des travaux de construction d'internats et de cantines scolaires.
 - . Poursuite des travaux de construction des facultés de droit de Tanger et de Casablanca.
 - . Equipement des facultés de médecine de Fès et de Marrakech.
- Santé : Poursuite des travaux de construction d'établissements hospitaliers.
- Habitat :
 - . Poursuite du programme de lutte contre l'habitat insalubre.
 - . Construction de logements sociaux.
- Sport :
 - . Complexes sportifs à Tanger, Casablanca et Marrakech.
 - . Piscines couvertes à Fès, Kénitra et Marrakech.
- Tourisme : Aménagement de trois sites touristiques à Diabet (Essaouira), Haouzia (El Jadida) et Plage blanche (Guelmim).

Diverses autres actions seront également entreprises et concerneront le boisement et le reboisement de larges superficies, la construction de points de débarquement pour la pêche maritime et le développement de zones industrielles.

De même, le déblocage de la dernière tranche du programme de lutte contre les effets de la sécheresse permettra la poursuite des chantiers ruraux relatifs à la construction de pistes pour le désenclavement de certaines zones et de points d'eau ainsi qu'à l'extension de l'électrification rurale.

Par ailleurs, les subventions d'équipement de l'Etat au profit des entreprises publiques sont arrêtées à 7,2 milliards, dont 2,4 milliards bénéficieront aux entreprises sous tutelle du Ministère de l'agriculture (ORMVA, centres de travaux, INAV, INRA, SODEA, SOGETA, CNCA) et 1,9 milliard à celles relevant du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines, (OCP, ONE, Charbonnages du Maroc). Ces transferts sont destinés principalement à la restructuration et à l'assainissement de la situation financière de ces entités.

A ces crédits s'ajouteront les programmes d'investissement publics décentralisés des collectivités locales, pour un montant de 6 milliards de dirhams. Le Fonds Hassan II pour le développement économique et social interviendra, pour sa part, avec un montant de l'ordre de 4,5 milliards de dirhams. Il est à signaler que ce Fonds bénéficiera, jusqu'à concurrence de 50%, des recettes provenant des privatisations. Les diverses initiatives prévues pour ce fonds, qui doivent avoir un effet de levier, portent notamment sur l'aménagement de zones industrielles, l'appui à l'effort d'investissement public dans les secteurs des infrastructures, du tourisme et de l'habitat ainsi que sur le financement d'actions relevant du micro - crédit.

B- Les ressources du budget général

Les recettes du budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2001 devraient s'élever à 140,3 milliards de dirhams.

Les recettes ordinaires se chiffrent à 105,8 milliards de dirhams. Les recettes fiscales sont estimées à 77 milliards, et les autres recettes ordinaires atteignent 28,8 milliards, dont 21,3 milliards représentent le produit des privatisations, comme il ressort du tableau ci-après :

(En millions de dirhams)

	L.F 1999-2000	L.F 2° semestre 2000	L.F 2001
Recettes fiscales	72.569	35.509	76.993
Impôts directs	23.760	11.630	27.624
Droits de douane	13.564	6.177	13.356
Impôts indirects	31.172	16.033	31.587
Enregistrement et timbre	4.073	1.669	4.426
Recettes non fiscales	11.593	11.523	7.530
Monopole	10.120	10.367	5.638
Domaines	156	69	157
Recettes diverses	1.317	1.087	1.735
Recettes de privatisation	3.500	2.850	21.300
Ressources ordinaires totales	87.662	49.882	105.823

1) Impôts directs et taxes assimilées

Les recettes escomptées à ce titre s'élèvent à 27,6 milliards, dont 11,2 milliards au titre de l'impôt sur les sociétés (IS) et 15,6 milliards à celui de l'impôt général sur le revenu (IGR), au lieu de 10,7 milliards dans la loi de finances 1999-2000, par suite de l'inclusion dans l'IGR de la taxe sur les profits immobiliers (TPI) et des taxes sur les placements.

2) Droits de douane

Les droits de douane procurent un montant de l'ordre de 13,4 milliards, en baisse sensible par suite des mesures de démantèlement tarifaire. Ils intègrent, depuis la loi de finances pour le second semestre 2000, les droits d'importation proprement dits et le prélèvement fiscal à l'importation (PFI).

3) Impôts indirects

Les rentrées escomptées au titre de ce chapitre s'élèvent à 31,6 milliards de dirhams et sont constituées à hauteur de 15,2 milliards par les prélèvements relatifs à la TVA et de 16,4 milliards par les taxes intérieures de consommation, dont 9,4 milliards fournis par les taxes sur les produits énergétiques et près de 6 milliards par les tabacs.

4) Droits d'enregistrement et de timbre

Les droits à percevoir en contrepartie de ces opérations sont retenus pour 4,4 milliards, dont près de la moitié est procurée par les droits d'enregistrement. Les droits de timbre sont fixés à 1,2 milliard et la taxe spéciale sur les véhicules automobiles à un peu plus d'un milliard.

5) Recettes ordinaires non fiscales

Les produits à provenir de cette catégorie de recettes atteignent 28,8 milliards et sont représentés, dans une proportion de près des trois quarts, par les recettes des privatisations. Celles-ci sont inscrites pour un montant de 21,3 milliards qui correspond au prix minimum retenu par l'Organisme d'évaluation pour la cession de 35% du capital de Maroc Télécom. Les recettes de monopoles s'élèvent, pour leur part, à 5,6 milliards, dont 1,6 milliard de Bank Al-Maghrib.

6) Recettes d'emprunts

Les recettes d'emprunts s'établissent à 34,5 milliards de dirhams, dont 6,5 milliards de dirhams au titre des emprunts extérieurs et 28 milliards pour ce qui est des emprunts d'origine intérieure.

II- LES COMPTES EXTRA-BUDGÉTAIRES

1- Les budgets annexes

Les prévisions des charges des budgets annexes de la Radio télévision marocaine et de l'Administration de la Conservation foncière, du cadastre et de la cartographie s'élèvent à 1,6 milliard de dirhams.

Les dépenses de la RTM s'élèvent à 679 millions, dont 143 millions destinés à l'équipement. Les investissements prévus par la Conservation foncière sont fixés, quant à eux, à 124 millions de dirhams.

2- Les Services de l'Etat gérés de manière autonome - SEGMA

Les ressources et les emplois des SEGMA sont prévues respectivement pour 1.549 millions et 1.536 millions, et dégagent de la sorte un excédent de ressources de 13 millions de dirhams.

Les dépenses de fonctionnement se montent à 1.373 millions tandis qu'une enveloppe de 163 millions a été affectée à l'investissement.

3- Les comptes spéciaux du Trésor

Les Comptes spéciaux du Trésor laissent apparaître un alourdissement substantiel des charges au titre des «Comptes de prêts», passées de 513 millions en 1999-2000 à 1.452 millions en 2001 à la suite de l'octroi d'une avance pour la recapitalisation du Crédit immobilier et hôtelier, d'un montant d'un milliard de dirhams remboursable sur 6 ans.

En effet, alors que les ressources sont estimées à 21,4 milliards, les charges atteignent 22,4 milliards, générant ainsi un déficit de près d'un milliard de dirhams.

2^{ème} PARTIE - LES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LOI DE FINANCES 2001

Les mesures d'ordre fiscal inscrites dans la loi de finances 2001 tendent à asseoir un environnement favorable à l'éclosion d'une dynamique économique axée sur l'encouragement de l'investissement privé et la stimulation de l'épargne.

Les allègements de la fiscalité douanière, associés par ailleurs aux baisses du coût de l'électricité et à la viabilisation de zones industrielles à prix modéré, devraient renforcer la compétitivité des entreprises marocaines et stimuler les investissements étrangers. Pour les revenus agricoles, le délai d'exonération de tout impôt direct venu à expiration en décembre 2000 est prorogé jusqu'au 31 décembre 2010.

En outre, la recherche de l'harmonisation, de la simplification et de la modernisation du système fiscal sera poursuivie, conformément aux dispositions de la loi-cadre relative à la réforme fiscale et aux recommandations des Assises nationales sur la fiscalité tenues à la fin du mois de novembre 1999 à Rabat. Elle portera dans la présente loi de finances, en particulier, sur le réaménagement de l'imposition foncière et mobilière, de la taxe des patentes ainsi que sur la suppression de la participation à la solidarité nationale (PSN). Par ailleurs, une seule déclaration d'existence sera souscrite par le contribuable, pour tout type d'impôt, et ce dans un délai de 30 jours à compter de la date de constitution de l'entreprise ou du démarrage de l'activité professionnelle.

A- Droits de douane et impôts indirects

1) Droits de douane

Les décrets modifiant les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation, et adoptés au cours de l'exercice budgétaire écoulé, ont été ratifiés par le parlement, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Constitution qui en donne habilitation à l'autorité gouvernementale sous réserve d'approbation législative ultérieure.

Ces ratifications ont concerné notamment :

- l'application du droit d'importation minimum de 2,5% à certains biens d'équipement relevant des secteurs de l'audiovisuel, de la distribution automatique, du tourisme, du transport de marchandises et aérien, et ce en vue de permettre à ces activités de s'équiper à moindre coût ;

- l'allègement de la fiscalité douanière applicable aux intrants non produits localement et utilisés dans la fabrication de divers articles;

- la protection de la production nationale de produits laitiers, en augmentant les droits d'importation applicables au lait en poudre et au beurre et en réduisant simultanément le droit sur les matières premières entrant dans la production locale de ces produits ;

- la réforme de la fiscalité applicable aux matières premières, produits et résidus de la filière oléagineuse (graines oléagineuses et huiles brutes, tourteaux déshuilés, huiles raffinées) ;

- le réaménagement de la taxation supportée par les tracteurs et les moissonneuses batteuses importés d'occasion, par l'application de taux progressifs allant de 2,5% à 50% en fonction de l'âge des machines, et ce afin de décourager l'importation de celles ayant plus de 10 ans ;

- la réduction des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers utilisés pour la production d'énergie électrique d'une puissance supérieure à 10 MW destinée aux secteurs agricole et industriel.

2) Taxes intérieures de consommation

L'application de la taxe intérieure de consommation, fixée par la loi de finances 1998-99 à 377,6 DH/1000 m³ pour les gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux autres que les gaz liquéfiés, est reportée au 1^{er} janvier 2002.

3) Exonération de droits de douane

Les exportations de phosphates bruts ou transformés et les importations de matériels et de matières transformables opérées par la société Phosboucraâ continueront d'être exonérées jusqu'au 31 décembre 2001 du paiement, respectivement, de «la redevance sur l'exploitation des phosphates», fixée à 34 DH/tonne de phosphates bruts exportés, et des droits et taxes exigibles à l'importation.

La loi de finances de 1998-99 avait exonéré les entreprises qui s'engagent à réaliser un investissement égal ou supérieur à 500 millions de dirhams du paiement des droits et taxes exigibles à l'importation des biens d'équipement nécessaires à la réalisation de leurs projets. Ce montant étant apparu à la pratique insuffisamment attractif, en particulier pour les entreprises étrangères, décision est prise pour le ramener à 200 millions de dirhams.

Certains produits originaires des pays les moins avancés d'Afrique bénéficiaient, en vertu d'une disposition de la loi de finances pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000, d'une exonération totale ou partielle des droits et taxes perçus à l'importation. En application des engagements ultérieurs pris dans ce cadre par le Maroc, les produits de base de ces pays accéderont désormais au territoire national en franchise de tous droits et taxes de douane.

4) Taxe sur la valeur ajoutée

a- Exonération

- Prêts aux étudiants

L'exonération de la TVA sur les intérêts des prêts pour études accordés par les établissements bancaires aux étudiants de l'enseignement privé ou de la formation professionnelle est étendue à ces prêts lorsqu'ils sont alloués par les sociétés de financement.

- Construction de cités et campus universitaires

Afin d'alléger la charge pesant sur le budget de l'Etat, il a été décidé en guise de mesure d'encouragement, d'exonérer de la TVA, avec droit à déduction, les investissements effectués dans le domaine de l'édification des cités et campus universitaires.

- Soins de santé

Les prestations effectuées par les médecins et les autres auxiliaires de santé ne sont plus soumises à la TVA.

- Octroi de dons

L'exonération de la TVA, avec droit à déduction, limitée aux dons accordés par les gouvernements étrangers ou les organisations internationales, est étendue pour englober dorénavant, d'une part, toute personne physique ou morale, marocaine ou étrangère bienfaitrice et, d'autre part, les associations bénéficiaires reconnues d'utilité publique et oeuvrant pour le bien-être des personnes handicapées ou en situation précaire.

- Accords de l'UNESCO

Les importations de matériels éducatifs, scientifiques ou culturels entrant dans le cadre des accords de l'UNESCO sont effectuées en franchise des droits et taxes à l'importation. Pour faire bénéficier de cette mesure les entreprises marocaines, une exonération de TVA avec droit à déduction est accordée aux ventes locales desdits équipements.

- Organisations internationales

L'exonération de la TVA bénéficiant aux missions diplomatiques et à leurs membres est étendue, avec droit à restitution, aux organisations internationales et régionales ainsi qu'à leurs membres ayant le statut diplomatique.

b- Déduction

Afin de réduire les charges des transporteurs routiers, la TVA payée à l'achat du gazoil bénéficie de la déductibilité à hauteur d'un tiers par an ; celle-ci deviendra totale à compter du premier janvier 2003.

c- Réduction

En vue d'uniformiser le traitement fiscal réservé aux opérations de restauration, soumises à 3 taux de TVA (10% pour les ensembles touristiques, 20% pour les autres restaurants, 14% pour la restauration du personnel salarié des entreprises), il a été décidé de retenir le taux réduit de 10% pour ces opérations, quel qu'en soit le lieu de réalisation.

d- Déclaration tardive

A l'instar de ce qui est prévu en matière d'IGR et d'IS, le défaut de dépôt dans les délais des déclarations comportant un crédit de TVA ou ne comportant ni taxe à payer ni crédit de taxe est sanctionné par une amende s'élevant à 500 dirhams.

e- Constructions destinées à soi-même

Afin d'éviter les abus et de préserver les intérêts des contribuables, le barème établi par l'Administration et déterminant le coût des constructions destinées à soi-même, de superficie couverte supérieure à 240 m², sera désormais établi par arrêté du Ministre des finances. Ce coût servira de base pour le calcul de la TVA, en cas de non-présentation de pièces probantes.

B- Impôts directs et taxes assimilées

1) Impôt sur les sociétés (IS)

- Groupements d'intérêt économique (GIE)

Les GIE jouissent de la personnalité morale et, de ce fait, sont assujettis à l'IS. Or, ils ne réalisent pas de bénéfice pour eux-mêmes mais pour le compte de leurs membres. Aussi a-t-il été décidé de les exclure, en tant qu'entités juridiques, du champ d'application de l'IS et d'inclure leurs bénéfices ou leurs pertes dans le résultat fiscal de chaque membre, proportionnellement aux parts détenues.

- Banque européenne d'investissement (BEI)

Afin d'accompagner l'action de la BEI visant l'octroi de prêts d'une durée inférieure à 10 ans aux organismes privés marocains, il a été jugé opportun de ne pas faire supporter l'IS. aux intérêts perçus par cette banque sur cette catégorie de prêts, à l'instar des intérêts sur les prêts de durée supérieure.

- Taux forfaitaire applicable aux sociétés étrangères

Les sociétés étrangères adjudicataires au Maroc de marchés clé en main de travaux de construction ou de montage acquittent un taux libératoire de 12% sur le montant total des marchés, lorsqu'elles optent pour le régime de l'imposition forfaitaire. Du fait des réductions successives du taux de l'IS, ce taux forfaitaire s'est avéré pénalisant. Aussi, a-t-il été décidé de le ramener à 8%.

- Retenue à la source sur les produits bruts perçus par les personnes étrangères

Les produits bruts entrant dans le calcul de la retenue à la source s'entendent toutes taxes comprises. Pour ne pas aggraver indûment la charge fiscale des sociétés étrangères, l'impôt retenu à la source sera calculé sur les montants des produits nets de taxes.

- Suppression de la participation à la solidarité nationale (PSN) sur l'IS

Les sociétés exonérées temporairement de l'IS acquittent une PSN égale au quart de l'IS théorique. Afin d'alléger davantage leur charge fiscale et de réduire les catégories d'impôts, la PSN sur l'IS est supprimée.

- Introduction en bourse

Dans le but de drainer l'épargne vers les secteurs productifs, un abattement de l'IS est accordé aux sociétés qui introduisent leurs titres en bourse et les y maintiennent pendant une durée de 10 ans. Le taux de l'abattement est fixé à 25% en cas d'ouverture de capital au public et à 50% lorsque celle-ci s'accompagne d'une augmentation de capital d'au moins 20%.

La disposition est ouverte pour une période de trois ans qui court jusqu'au 31 décembre 2003. Elle s'applique à l'IS des trois exercices qui suivent celui de l'inscription à la cote. Cette mesure ne bénéficie pas aux établissements de crédit, aux entreprises d'assurances et assimilées, aux sociétés concessionnaires de services publics, ni aux sociétés dont l'Etat est actionnaire et aux sociétés dont le capital est détenu à hauteur d'au moins 50% par une collectivité publique.

- Rémunération des membres du conseil d'administration

Afin d'éviter leur double imposition, les allocations spéciales, les remboursements forfaitaires de frais et toutes autres rémunérations allouées aux membres des conseils d'administration des sociétés ne sont plus soumis à l'impôt au taux de 10%, retenu à la source, mais uniquement à l'IS.

- Cotisation minimale

Afin d'uniformiser les dispositions fiscales et comptables, le montant des produits d'exploitation sur lequel est basée la cotisation minimale versée par les sociétés quel que soit leur résultat fiscal devra dorénavant être pris hors taxes.

- Cession de valeurs mobilières

Dans un but d'harmonisation fiscale, les bénéfices résultant des cessions de titres effectuées par les entreprises financières de gestion de portefeuilles constituent des produits d'exploitation et devront, à ce titre, être passibles de l'impôt sur les sociétés au taux normal, au lieu du taux réduit libératoire de 15%.

- Retrait ou cession de valeurs mobilières

Pour une durée d'une année courant à compter du premier janvier 2001, les plus-values et profits réalisés par les sociétés à l'occasion de retrait ou de cession, en cours d'exploitation, de titres de participation faisant partie des immobilisations financières bénéficient d'un abattement exceptionnel de 35%, au lieu de 25% précédemment.

- Déclarations incomplètes

Les déclarations comportant des éléments manquants ou discordants, ayant une incidence sur la base de l'impôt, sont alignées en matière de sanctions sur les déclarations non fournies ou déposées tardivement. Elles devront, en conséquence, supporter une majoration de 15% de l'IS avec un droit de perception minimum de 500 dirhams.

2) Impôt général sur le revenu (IGR)

- Insertion de la TPI et de la TPCVM dans l'IGR

Par souci de simplification du système fiscal et de réduction du nombre de taxes et impôts, sont désormais incorporées dans la loi régissant l'IGR les dispositions relatives à :

- . la taxe sur les profits immobiliers (TPI),
- . et à la taxe sur les profits de cession de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créances (TPCVM).

Ces insertions sont opérées à droit constant et ne devront par conséquent pas entraîner d'alourdissement de la charge fiscale puisque demeurent en vigueur les mêmes dispositions légales qu'auparavant, particulièrement en matière de détermination de la base imposable, du taux de l'impôt et des formalités de déclaration et de règlement.

Il est à relever, cependant, que les cessions à titre gratuit ou de donation de valeurs mobilières et de biens immeubles ou de droits réels s'y rattachant ne sont exonérées de l'impôt que lorsqu'elles sont effectuées entre ascendants, descendants, époux, frères et sœurs.

- Rémunérations des membres du conseil d'administration

Ces rémunérations étaient considérées comme des revenus mobiliers, imposables en conséquence au taux de 10%. Désormais, une distinction doit être faite entre les personnes physiques membres du Conseil d'Administration.

Pour le «salarié» de la société, les allocations spéciales, les remboursements forfaitaires de frais et autres rémunérations doivent être soumis aux taux du barème retenu pour les traitements et salaires.

Pour le «non-salarié» de la société, le taux applicable est celui de 30% réservé aux personnes ne faisant pas partie du personnel permanent de la société.

Quant aux rémunérations perçues par les personnes morales membres des conseils d'administration des sociétés n'ayant pas opté pour l'IS, elles sont soumises à l'IGR.

- «Stock-options»

Dans le but d'intéresser les salariés au développement de leur société, l'abondement, défini comme une remise sur le prix de l'action supportée par la société, est exonéré de l'IGR lorsqu'il n'excède pas 10% de la valeur de l'action à la date de l'attribution de l'option.

Le bénéfice de ce traitement est assorti d'une interdiction de cession des actions ainsi acquises par le salarié avant l'expiration d'une période d'indisponibilité de cinq ans à compter de la date d'attribution de l'option de souscription ou de trois ans à partir de la date de la levée de l'option.

- Défaut de déclaration

- Le défaut de déclaration d'existence est désormais passible d'une sanction s'élevant à 1.000 dirhams.

- Une sanction de 500 dirhams est également instaurée pour tout défaut de déclaration de changement de lieu d'imposition.

- Retenue à la source

Les personnes physiques ou morales qui n'ont pas versé au Trésor dans les délais impartis les sommes provenant des retenues à la source qu'elles effectuent sur les produits désormais retenus hors taxes sont passibles d'une amende égale à 10% des sommes non versées.

- Cotisation minimale

Afin d'harmoniser les dispositions fiscales et comptables, la contribution minimale mise à la charge des personnes disposant de revenus professionnels déterminés d'après le régime du résultat net réel ou de celui du résultat net simplifié est désormais calculée sur une base hors taxes.

- Contribution sur les revenus professionnels

Les contribuables disposant de revenus professionnels exonérés en totalité de l'IGR ne sont plus soumis au versement de la contribution égale à 25% du montant de l'impôt normalement exigible.

3) Impôt des patentes et Taxe urbaine

- Il a été jugé opportun d'harmoniser la détermination de la valeur locative des bâtiments, agencements, matériel et outillage servant au calcul de l'impôt des patentes avec celle de la taxe urbaine, en la fixant à 4% du prix de revient des équipements en question, au lieu de 7% auparavant.

- Le plafonnement de la valeur locative à 50 millions de dirhams bénéficiant aux établissements de production de biens devra dorénavant profiter également aux entreprises prestataires de services.

C- Droits d'enregistrement

- En vue de promouvoir les investissements dans le secteur touristique, le taux de l'enregistrement appliqué aux cessions de fonds de commerce d'hôtels, de restaurants, de débits de boissons alcoolisées ou alcooliques et de salles de cinémas est dorénavant aligné sur le taux normal de 5% supporté par les autres catégories de fonds de commerce, au lieu du taux majoré de 10% auparavant.

- Pour rendre plus attrayantes les opérations de crédit des sociétés financières, il a été décidé de limiter à 300 dirhams le droit fixe d'enregistrement des contrats de crédits, de constitution et de mainlevée d'hypothèque ainsi que de nantissement de fonds de commerce.

D- Dispositions diverses

1) Privatisations – Fonds Hassan II

Les recettes à provenir du transfert des entreprises publiques au secteur privé seront affectées jusqu'à concurrence de 50% au Fonds Hassan II pour le développement économique et social, et ce afin de préserver la pérennité de ses moyens financiers.

2) Promotion immobilière

- Construction de campus

Les promoteurs immobiliers qui s'engagent, par convention passée avec l'Etat, à réaliser, à l'intérieur d'une période de trois années courant à partir de l'obtention de l'autorisation de construire, des campus universitaires comptant au moins un millier de lits, bénéficient, à l'instar des promoteurs immobiliers réalisant des logements sociaux, de l'exonération des taxes et impôts ci-après :

- droits d'enregistrement,
- droits de conservation foncière,
- taxe urbaine,
- taxe sur la valeur ajoutée,
- impôt des patentes,
- et tous impôts, taxes, redevances et contributions locales.

Ils bénéficient de plus, et pour une période de 5 ans à compter de la date de délivrance du permis d'habiter, d'une réduction de 50% au titre de l'IGR ou de l'IS relatifs aux revenus provenant de la location de ces ensembles immobiliers.

- Logements sociaux

Le bénéfice des dispositions de l'article 19 de la loi de finances 1999-2000 relatives à la construction de logements sociaux est dorénavant acquis lorsque le programme de construction porte sur 2.500 logements sociaux, au lieu des 3.500 exigés initialement.

3) Avance de l'Etat au profit des fonctionnaires

Le montant de l'avance de l'Etat destinée à permettre à ses fonctionnaires et agents d'acquérir un logement social pour l'habitation personnelle est porté de 20.000 à 25.000 dirhams.

4) Budgets annexes

La suppression du budget annexe de la Conservation foncière, du cadastre et de la cartographie est prise en conformité avec les dispositions de la loi organique des finances. Elle prendra effet à compter de la date d'érection de cette administration en établissement public.

5) Services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA)

Les SEGMA ci-après ont été créés :

. SEGMA intitulé «Division des opérations bancaires» auprès du ministère chargé des finances ;

. SEGMA intitulé «Parc national Souss-Massa» auprès du ministère chargé des eaux et forêts ;

. SEGMA intitulé «Complexe Moulay Rachid de la jeunesse et de l'enfance» auprès du ministère chargé de la jeunesse et des sports ;

. SEGMA intitulé «Imprimerie Dar Al Manahil» auprès du ministère chargé de la culture.

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

En millions de dirhams

	Ressources			Plafonds des charges		
	L.F. 1999-2000	L.F. 2e semest. 2000	L.F 2001	L.F. 1999-2000	L.F. 2e semest. 2000	L.F 2001
- Budget général	106.262	60.374	140.340	122.235	65.134	138.800
. Fonctionnement				63.438	33.617	74.879
. Dette publique				40.469	18.588	42.226
. Investissement				18.328	12.929	21.695
- Budgets annexes	1.314	731	1.603	1.314	731	1.603
- SEGMA	-	763	1.549	-	757	1.536
- Comptes spéciaux du Trésor	18.033	13.019	21.430	17.973	13.032	22.419
Total	125.609	74.887	164.922	141.522	79.654	164.358

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

DEPENSES DU BUDGET GENERAL

En millions de dirhams

	L.F. 1999-2000	L.F. 2e semest. 2000	L.F. 2001
Fonctionnement	63.438	33.617	74.879
. Personnel	42.111	21.927	45.219
. Matériel et interventions	10.857	5.680	12.770
. Charges communes	8.200	3.540	11.200
. Dotations provisionnelles	2.270	2.470	5.690
Dettes publiques	40.469	18.588	42.226
. Intérêts	18.688	9.371	18.797
. Capital	21.781	9.217	23.429
Budget ordinaire (*)	82.126	42.988	93.676
Budget d'équipement	18.328	12.929	21.695
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	122.235	65.134	138.800
(*) Total des dépenses de fonctionnement et des intérêts de la dette publique			

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

En millions de dirhams

	L.F 1999-2000	L.F. 2e semest. 2000	L.F 2001
BUDGET ORDINAIRE	87.662	49.882	105.823
Recettes fiscales	72.569	35.509	76.993
. Impôts directs et taxes assimilées	23.760	11.630	27.624
. Droits de douane	13.564	6.177	13.356
. Impôts indirects	31.172	16.033	31.587
. Enregistrement et timbre	4.073	1.669	4.426
Recettes non fiscales	15.093	14.373	28.830
. Monopoles	1.0120	10.367	5.638
. Domaines	156	69	157
. Autres recettes	1.317	1.087	1.735
. Privatisation	3.500	2.850	21.300
RECETTES D'EMPRUNT	18.600	10.492	34.517
. Emprunts extérieurs	6.600	2.492	6.517
. Emprunts intérieurs	12.000	8.000	28.000
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	106.262	60.374	140.340

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

RECETTES DU BUDGET GENERAL

En millions de dirhams

Désignation des recettes	L.F. 1999-2000	L.F. 2e semest. 2000	L.F. 2001
- Impôts directs et taxes assimilées	23.760	11.630	27.624
. Impôt agricole	-	-	-
. Impôt des patentes	371	90	280
. Impôt sur les sociétés	8.162	4.150	11.212
. Impôt général sur le revenu	10.696	5.200	15.587
. Taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés	520	280	-
. Taxe sur les profits immobiliers	562	233	-
. Taxe sur les produits des placements à revenu fixe	2.810	1.350	-
. Participation à la solidarité nationale	200	85	45
. Autres	439	242	500
- Droits de douane	13.564	6.177	13.356
. Droits d'importation	6.728	3.053	12.736
. Prélèvement fiscal à l'importation	6.520	2.902	-
. Autres	316	222	620
- Impôts indirects	31.172	16.033	31.587
. Taxes intérieures de consommation	15.864	8.591	16.382
. sur les produits pétroliers	9.419	5.125	9.400
. sur les tabacs	5.466	2.998	5.977
. Autres	979	468	1.005
. T.V.A.	15.308	7.442	15.205
- Droits d'enregistrement et de timbre	4.073	1.669	4.426
. Enregistrement	1.981	966	2.131
. Droits de timbre	1.085	608	1.244
. Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles	1.007	95	1.051
- Produits et revenus du domaine	156	69	157
- Produits des monopoles et participations de l'Etat	10.120	10.367	5.638
. Bank Al-Maghrib	1.260	200	1.575
. C.D.G.	400	400	400
. Opérateurs de télécommunications	4.554	8.800	424
. Autres	3.906	967	3.239
- Produits divers	1.097	547	1.014
- Recettes en atténuation de dépenses	220	540	721
- Recettes de privatisation	3.500	2.850	21.300
- Recettes d'emprunt	18.600	10.492	34.517
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	106.262	60.374	140.340

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU
BUDGET GENERAL

En millions de dirhams

	Personnel			Matériel			Total		
	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem. 2000	L.F 2001	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem. 2000	L.F 2001	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem. 2000	L.F 2001
Liste civile et Cour Royale	536	287	571	1.354	715	1.411	1.890	1.002	1.982
Parlement et relations parlement	326	168	337	57	30	62	383	198	399
Premier Ministre (*)	90	54	123	59	29	50	149	83	173
Fonction publique - SG	69	33	64	16	8	18	85	41	82
Justice - Droits de l'Homme	1.314	613	1.241	314	167	354	1.628	780	1.595
Affaires étrangères – Coopération	857	426	855	459	279	521	1.316	705	1.376
Défense nationale	9.736	5.169	10.322	2.549	1.420	3.121	12.285	6.589	13.443
Intérieur	5.039	2.473	5.161	905	495	1.103	5.944	2.968	6.264
Communication	45	22	45	262	153	314	307	175	359
Finances - Privatisation et Plan	1.245	611	1.259	281	143	327	1.526	754	1.586
Equipement	571	288	589	68	34	119	639	322	708
Transports	124	63	126	38	19	38	162	82	164
Mines et Energie	84	44	93	69	36	84	153	80	177
Industrie, Commerce, Artisanat et Tourisme	231	118	239	131	68	169	362	186	408
Agriculture, Forêt et Pêche	828	427	992	803	423	907	1.631	850	1.899
Poste et télécommunications	15	7	13	3	2	5	18	9	18
Enseignement	17.071	9.381	19.318	1.976	867	2.466	19.047	10.248	21.784
Jeunesse et sports	262	143	287	80	45	87	342	188	374
Habitat-Environnement	155	86	175	251	140	304	406	226	479
Emploi	123	63	136	276	139	284	399	202	420
Santé publique	3.270	1.382	3.128	778	404	883	4.048	1.786	4.011
Habous - Culture	120	68	145	128	65	143	248	133	288
Total	42.111	21.926	45.219	10.857	5.681	12.770	52.968	27.607	57.989
Dépenses imprévues et dotations provisionnelles							2.270	2.470	5.690
Charges communes							8.200	3.540	11.200
Total des dépenses de fonctionnement							63.438	33.617	74.879
(*) Premier ministre, Affaires générales, Cour des comptes et Haut commissariat aux anciens résistants.									

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'EQUIPEMENT
DU BUDGET GENERAL

En millions de dirhams

	Fonctionnement			Equipement			Total		
	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem 2000	L.F 2001	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem 2000	L.F 2001	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem 2000	L.F 2001
Services administratifs et Sécurité									
Liste civile et Cour Royale	1.890	1.002	1.982	222	111	222	2.112	1.113	2.204
Parlement et relations parlement	383	198	399	100	94	91	483	292	490
Premier Ministre (*)	149	83	173	13	1.207	33	162	1.290	206
Fonction publique - SG	85	41	82	7	6	1.207	92	47	95
Justice - Droits de l'Homme	1.628	780	1.595	261	155	33	1.889	935	1.901
Affaires étrangères - Coopération	1.316	705	1.376	65	48	13	1.381	753	1.458
Défense nationale	12.285	6.589	13.443	1.940	1.283	2.200	14.225	7.872	15.643
Intérieur	5.944	2.968	6.264	869	500	1.020	6.813	3.468	7.284
Communication	307	175	359	84	69	164	391	244	523
Total I	23.987	12.541	25.673	3.561	3.473	4.131	27.548	16.014	29.804
Ministères économiques									
Finances (**), Privatisation et Plan	9.726	4.294	12.786	4.819	3.357	7.524	14.545	7.651	20.310
Equipement	639	322	708	2.380	1.378	2.515	3.019	1.700	3.223
Transports	162	82	164	716	360	41	878	442	205
Mines et Energie	153	80	177	309	167	228	462	247	405
Industrie, Commerce, Artisanat et Tourisme	362	186	408	264	186	369	626	372	777
Agriculture, Forêt et Pêche	1.631	850	1.899	2.422	1.247	2.446	4.053	2.097	4.345
Poste et Télécommunications	18	9	18	5	8	6	23	17	24
Total II	12.691	5.823	16.160	10.915	6.703	13.129	23.606	12.526	29.289
Ministères sociaux									
Enseignement	19.047	10.248	21.784	1.934	1.331	1.992	20.921	11.579	23.776
Jeunesse et sports	342	188	374	131	145	254	473	333	628
Habitat - Environnement	406	226	479	340	404	573	746	630	1.052
Emploi	399	202	420	438	322	603	837	524	1.023
Santé publique	4.048	1.786	4.011	925	516	943	4.973	2.302	4.954
Habous - culture	248	133	288	84	35	70	332	168	358
Total III	24.490	12.783	27.356	3.852	2.753	4.435	28.342	15.536	31.791
Dépenses imprévues IV	2.270	2.470	5.690	-	-	-	2.270	2.470	5.690
TOTAL GENERAL (I+II+III)	63.438	33.617	74.879	18.328	12.929	21.695	81.766	46.546	96.574
(*) Premier ministre, Affaires générales, Cour des comptes et Haut commissariat aux anciens résistants.									
(**) Y compris les charges communes.									

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES

En millions de dirhams

	Loi de Finances 1999-2000			Loi de Finances 2e semestre 2000			Loi de Finances 2001		
	Exploi- tation	Investis- - sement	Total	Exploi- tation	Investis- - sement	Total	Exploi- tation	Investis- - sement	Total
R.T.M.	535	72	607	260	58	318	536	143	679
Conservation foncière, cadastre et cartographie	600	107	707	360	53	413	800	124	924
TOTAL	1.135	179	1.314	620	111	731	1.336	267	1.603

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En millions de dirhams

	Ressources			Charges		
	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem 2000	L.F. 2001	L.F. 1999- 2000	L.F. 2e sem 2000	L.F. 2001
Comptes d'affectation spéciale	14.782	10.681	16.520	14.712	10.680	16.520
Comptes d'adhésion aux organismes internationaux	-	-	-	52	4	51
Comptes d'opérations monétaires	-	5	5	5	5	5
Comptes de prêts	557	287	511	513	297	1.452
Comptes d'avances	3	-	3	-	-	-
Comptes de dépenses sur dotations	2.691	2.046	4.391	2.691	2.046	4.391
Total des comptes spéciaux du Trésor	18.033	13.019	21.430	17.973	13.032	22.419

LOI DE FINANCES POUR L'ANNE 2001

RECETTES ET DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES
DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME (SEGMA)

En millions de dirhams

Département de rattachement	Loi de finances 2e semestre 2000		Loi de finances 2001	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Premier Ministre (*)	10	10	22	22
Fonction publique - SG	6	6	14	14
Justice - Droits de l'Homme	4	4	6	6
Défense nationale	95	95	49	49
Communication	77	77	169	169
Finances - Privatisation et Plan	27	27	69	69
Equipement	63	51	125	113
Transports	25	8	2	27
Mines et Energie	3	3	6	6
Industrie, Commerce, Artisanat et Tourisme	42	42	94	91
Agriculture, Forêt et Pêche	52	52	104	104
Enseignement	124	124	289	289
Jeunesse et sports	15	15	30	30
Habitat - Environnement	1	1	5	5
Santé publique	171	171	365	365
Habous - Culture	-	-	14	14
Total	715	686	1.413	1.373

LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2001

RECETTES ET DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES
DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME (SEGMA)

En millions de dirhams

Département de rattachement	Loi de finances 2e semestre 2000		Loi de finances 2001	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Premier Ministre (*)	-	-	-	1
Fonction publique - SG	2	2	1	1
Justice - Droits de l'Homme	-	-	1	-
Défense nationale	2	2	2	2
Communication	10	10	3	3
Finances - Privatisation et Plan	13	13	96	96
Equipement	-	6	-	9
Transports	1	18	1	16
Mines et Energie	-	-	1	1
Industrie, Commerce, Artisanat et Tourisme	4	4	9	12
Agriculture, Forêt et Pêche	14	14	18	18
Enseignement	-	-	-	-
Jeunesse et sports	-	-	-	-
Habitat - Environnement	2	2	4	4
Santé publique	-	-	-	-
Habous - Culture	-	-	-	-
Total	48	71	136	163

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE (*)

AGRICULTURE

Semences : prix subventionnés de rétrocession

Arrêté conjoint du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes et du ministre de l'économie et des finances n° 1078-00 du 17 août 2000 fixant les prix subventionnés de rétrocession des semences céréalières aux agriculteurs par les sociétés semencières. **(B.O. n° 4836 du 5 octobre 2000)**

Les semences certifiées de production nationale commercialisées par les sociétés semencières agréées bénéficieront d'une subvention unitaire de 65 DH/ql pour le blé tendre, le blé dur et l'orge au cours de la campagne agricole 2000-2001, au lieu de 50, de 45 et de 30 DH/ql respectivement durant la campagne 1999-2000⁽¹⁾.

La subvention sera versée directement aux sociétés semencières agréées qui commercialiseront les semences certifiées aux prix maxima figurant dans le tableau suivant :

Espèces	Prix maxima subventionnés de rétrocession des semences céréalières certifiées (DH/ql)				
	Campagne 1999-2000		Campagne 2000-2001		
	Première Production	Deuxième Production	Première Production	Deuxième Production	Génération ultérieure à la 2 ^{ème} production
Blé tendre (toutes variétés)	385	375	360	350	310
Blé dur (toutes variétés)	405	395	400	390	355
Orge (toutes variétés)	305	295	285	275	-

(1) Les semences certifiées qui sont importées bénéficieront d'une subvention de 280 DH/ql pour le blé dur et de 240 DH/ql pour l'orge.

(*) Sélection des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs aux domaines économique et financier parus au cours de la période sous revue.

ASSURANCES

Assurances, réassurances et capitalisation

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 160-00 du 28 juillet 2000 modifiant l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 369-95 du 10 juin 1996 relatif aux garanties financières et aux documents et comptes rendus exigibles des entreprises d'assurances, de réassurances et de capitalisation. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Les modifications introduites par cet arrêté concernent, d'une part, les modalités d'évaluation des risques et, d'autre part, celles relatives à la constitution des réserves techniques concernant ces risques.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 161-00 du 28 juillet 2000 modifiant l'arrêté du ministre des finances n° 646-88 du 2 janvier 1989 relatif aux conditions de constitution des entreprises d'assurances, de réassurances et de capitalisation. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Les entreprises créées sous forme de sociétés anonymes à capital fixe doivent constituer un capital social d'un montant minimum, non compris les apports en nature, de 50 millions de dirhams entièrement versés. Toutefois, pour les entreprises dont l'agrément porte exclusivement sur la catégorie d'opérations d'assistance, le capital minimum est ramené à 12 millions de dirhams.

Ce capital doit être porté au terme du troisième exercice d'activité de l'entreprise à 20% au moins du chiffre d'affaires réalisé au titre dudit exercice si le capital social souscrit n'atteint pas ce montant.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Code des douanes et impôts indirects

Décret n° 2-00-673 du 5 septembre 2000 modifiant le décret n° 2-77-862 du 9 octobre 1977 pris pour l'application du code des douanes ainsi que des impôts indirects. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1059-00 du 24 août 2000 modifiant la liste des marchandises éligibles au régime du drawback. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

Les combustibles solides et gazeux, le fuel et l'électricité consommés au cours de la fabrication des produits industriels (parmi lesquels figurent désormais le plomb, l'argent et le cuivre) ont été ajoutés au tableau des marchandises pouvant bénéficier du régime du drawback.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1067-00 du 24 août 2000 fixant les conditions de saisine et de fonctionnement des commissions consultatives en matière douanière. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

Les commissions consultatives en matière douanière sont appelées à donner des avis sur les contestations ou litiges en matière douanière. Leurs compétences s'étendent, notamment, aux matières douanières suivantes :

- la valeur en douane ;
- l'espèce tarifaire ;
- l'origine des marchandises ;
- l'appréciation de la validité et/ou de l'authenticité des documents présentés ;
- l'examen de résultats contradictoires d'analyses réalisées sur des marchandises ;
- l'appréciation des déficits et des excédents par rapport aux éléments quantitatifs constatés.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1068-00 du 24 août 2000 fixant le délai au-delà duquel la déclaration sommaire, déposée par anticipation, est annulée par l'administration. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

Les déclarations sommaires déposées par anticipation et reprenant des marchandises devant être débarquées de navires et d'aéronefs non encore arrivés dans le territoire assujetti sont annulées par l'administration à l'expiration des délais ci-après :

- trente jours pour les marchandises transportées par voie maritime.
- cinq jours pour les marchandises transportées par voie aérienne.

Les délais ci-dessus sont calculés à compter de la date d'enregistrement de la déclaration sommaire par anticipation.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1072-00 du 24 août 2000 fixant la valeur des matériels et outillages usagés à importer, en franchise des droits et taxes, par les marocains résidant à l'étranger à l'occasion de leur retour définitif. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

La valeur de ces matériels et outillages est fixée à quatre-vingt-quinze mille dirhams (95.000 DH).

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1073-00 du 24 août 2000 fixant la proportion des produits compensateurs pouvant être mise à la consommation en suite du régime de l'entrepôt industriel franc. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

La mise à la consommation, en suite du régime de l'entrepôt industriel franc, des produits compensateurs est autorisée dans une proportion maximale de 15% du chiffre d'affaires annuel à l'exportation réalisé par l'entreprise durant l'année précédente.

Il est à rappeler que l'entrepôt industriel franc est un régime permettant aux entreprises, placées sous le contrôle de l'administration, d'importer ou d'acquérir en suspension des droits et taxes :

- des matériels, des équipements, et leurs parties et pièces détachées ;
- les marchandises destinées à être mises en œuvre par lesdits matériels et équipements ainsi que les marchandises, dont la liste est établie par arrêté du ministre chargé des finances après avis du (ou des) ministre(s) intéressé(s), qui ne se retrouvent pas dans les produits compensateurs, mais qui permettent l'obtention de ces produits, même si ces marchandises disparaissent totalement ou partiellement au cours de leur utilisation.

Il s'agit d'un régime qui est le fruit de la combinaison des avantages des régimes suspensifs de l'admission temporaire pour perfectionnement actif, de l'admission temporaire et de l'entrepôt, constituant ainsi, au plan douanier, une quasi-zone franche d'exportation.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1074-00 du 24 août 2000 accordant la dispense de caution pour certaines opérations sous régimes économiques suspensifs. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

En application des dispositions de l'article 116-3° b du code des douanes et impôts indirects, les opérations d'importation sous régimes économiques en douane de matières premières, fournitures, accessoires et articles de conditionnement restant propriété étrangère, souscrites par les entreprises exportatrices travaillant pour le compte de donneurs d'ordres étrangers, sont dispensées, dans les conditions fixées par le directeur de l'Administration des douanes et impôts indirects, de la production de caution prévue par l'article 116-2 du code des douanes et impôts indirects.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1075-00 du 24 août 2000 fixant le délai pour déclarer les éléments quantitatifs relatifs à la déclaration provisionnelle. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

Les éléments quantitatifs relatifs à des importations ou des exportations ayant fait l'objet de déclarations provisionnelles (déclarations provisoires) doivent être déclarés à l'administration dans un délai n'excédant pas un mois. Ce délai court à compter de la date d'enregistrement de la déclaration provisionnelle.

Arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat n° 1124-00 du 24 août 2000 fixant la liste des marchandises admissibles sous les régimes de l'entrepôt industriel franc et de l'admission temporaire pour perfectionnement actif et qui ne se retrouvent pas ou qui ne se retrouvent que partiellement dans les produits compensateurs. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

Toutefois, en vue de répondre aux besoins des différents secteurs industriels, l'administration peut admettre sous les régimes de l'entrepôt industriel franc et de l'admission temporaire pour perfectionnement actif des marchandises autres que celles prévues par cette liste.

Quotités des droits de douane applicables à l'importation de certains produits

Décrets n°^s 2-00-687, 2-00-710, 2-00-829, 2-00-831 et 2-00-851 du 19 octobre 2000 portant modification des quotités des droits de douane applicables à l'importation de certains produits. **(B.O. n° 4840 du 19 octobre 2000)**

Parmi les principales modifications introduites par ces textes dans le domaine de la fiscalité douanière, il convient de citer :

- l'extension à de nouveaux biens d'équipement du bénéfice du taux minimum, soit 2,5%, prévu par la Charte d'investissement. Il s'agit notamment des machines à compter les pièces de monnaie, de machines automatiques de vente de boissons et de semi-remorques et fourgons.

- l'abaissement à 2,5% des droits de douane sur les achats de graines oléagineuses et d'huiles brutes et à 25% de ceux applicables aux importations de tourteaux et d'huiles raffinées.

- la mise en application des engagements du pays dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visant la baisse annuelle de 2,4% des droits d'importation sur les produits agricoles.

- et le relèvement des quotités applicables au matériel agricole usagé, en fonction de son âge.

Conditions sanitaires d'importation des animaux vivants et de produits d'origine animale

Arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n° 1063-00 du 25 août 2000 complétant l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la mise en valeur agricole n° 2927-95 du 23 janvier 1996 relatif aux conditions sanitaires d'importation de certains animaux vivants et de certains produits d'origine animale. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

Pour toute opération d'importation de poussins « d'un jour » et des « œufs à couver », l'importateur doit disposer de locaux agréés par l'autorité sanitaire vétérinaire centrale. Cet agrément est attribué après une visite des lieux d'élevage par les services vétérinaires désignés par ladite autorité.

Levée de la Déclaration préalable d'importation pour le lait en poudre

La circulaire de l'Office des changes n° 1673 du 10 novembre 2000 a pour objet d'informer les importateurs qu'au terme de la durée fixée pour l'application de la Déclaration préalable d'importation pour le lait en poudre, instituée le 19 juin 2000, l'importation de ce produit n'est plus soumise à cette mesure.

Importation de pommes de terre de semence

La circulaire de l'Office des changes n° 1675 du 30 novembre 2000 a pour objet d'informer les banques intermédiaires agréées que l'importation de pommes de terre de semence dans le cadre des contingents tarifaires prévus par l'accord d'association signé le 26 février 1996 entre le Maroc et les Communautés européennes est soumise à une demande de franchise douanière.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Convention fiscale avec la République de Corée

Dahir n° 1-00-03 du 11 juillet 2000 portant publication de la convention faite à Rabat le 27 janvier 1999 entre le Royaume du Maroc et la République de Corée en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

Conventions fiscales avec le Portugal et les Emirats arabes unis

Dahir n° 1-99-321 du 1^{er} août 2000 portant publication de la convention faite à Rabat le 29 septembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la République du Portugal tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu. **(B.O. n° 4836 du 5 octobre 2000)**

Dahir n° 1-00-09 du 11 juillet 2000 portant publication de la convention, faite à Doubaï le 9 février 1999, entre le Royaume du Maroc et l'Etat des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et le capital. **(B.O. n° 4840 du 19 octobre 2000)**

Garantie d'un prêt accordé par le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe

Décret n° 2-00-833 du 19 septembre 2000 approuvant la convention conclue le 19 juin 2000 entre le Royaume du Maroc et le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe pour la garantie d'un prêt de 9 millions de dinars koweïtiens, consenti par ledit fonds à l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukous en vue de la participation au financement du projet d'irrigation «d'Almarja» dans la région du Loukous. **(B.O. n° 4836 du 5 octobre 2000)**

Accord relatif aux transports routiers avec le gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

Dahir n° 1-00-221 du 1^{er} septembre 2000 portant publication de l'accord relatif aux transports routiers internationaux de marchandises et du protocole établi en vertu de l'article 19 dudit accord faits à Marrakech le 15 avril 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. **(B.O. n° 4844 du 2 novembre 2000)**

Accord commercial avec la Hongrie

Dahir n°1-00-224 du 1^{er} septembre 2000 portant publication de l'accord commercial fait à Budapest le 23 novembre 1989 entre le Royaume du Maroc et la République de Hongrie. **(B.O. n° 4848 du 16 novembre 2000)**

Ainsi, les Parties contractantes sont décidées de créer des conditions aussi favorables que possible et à prendre toutes les mesures appropriées pour favoriser la diversification et le développement continu et régulier du commerce des biens et services entre les deux pays.

Convention fiscale avec la Hongrie

Dahir n° 1-98-133 du 1er septembre 2000 portant publication de la convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu faite à Rabat le 12 décembre 1991. **(B.O. n° 4858 du 21 décembre 2000)**

Convention de sécurité sociale avec le Canada

Dahir n° 1-00-214 du 1er septembre 2000 portant publication de la convention de sécurité sociale faite à Rabat le 1er juillet 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Canada. **(B.O. n° 4858 du 21 décembre 2000)**

Accord commercial avec le Soudan

Dahir n° 1-00-212 du 17 octobre 2000 portant publication de l'accord commercial fait à Rabat le 9 septembre 1998 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan. **(B.O. n° 4858 du 21 décembre 2000)**

Coopération économique, commerciale et technique avec le Koweït

Dahir n° 1-00-285 du 17 octobre 2000 portant publication de la convention de coopération économique, commerciale et technique faite à Rabat le 26 mai 1989 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Koweït. **(B.O. n° 4858 du 21 décembre 2000)**

FINANCES PUBLIQUES

Taxes intérieures de consommation applicables à certains produits pétroliers

Décret n°2-00-830 du 19 octobre 2000 modifiant les quotités des taxes intérieures de consommation applicables à certains produits pétroliers figurant au tableau C de l'article 9 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 9 octobre 1977. **(B.O. n° 4840 du 19 octobre 2000)**

Les quotités des taxes intérieures de consommation applicables à un certain nombre de produits combustibles destinés à la production d'électricité ont été revues à la baisse. Cette diminution s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la décision de réduire de 17% le prix de l'électricité en faveur des secteurs industriel et agricole et ce, à partir du mois d'octobre 2000.

Comptabilité publique

- **Décret n° 2-00-644 du 1^{er} novembre 2000** modifiant et complétant le décret royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de comptabilité publique. **(B.O. n° 4848 du 16 novembre 2000)**

De droit, les ministres sont également ordonnateurs des recettes et des dépenses des Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome (SEGMA). Comptable supérieur du Royaume, le trésorier général centralise aussi l'exécution comptable du budget général de ces services.

Les opérations des services de l'Etat gérés de manière autonome sont décrites par un comptable public nommé désormais par le ministre des finances.

Conseil national de la comptabilité

Décret n° 2-00-682 du 1^{er} novembre 2000 complétant le décret n° 2-88-19 du 16 novembre 1989 instituant le Conseil national de la comptabilité. **(B.O. n° 4848 du 16 novembre 2000)**

Le ministre de l'Intérieur ou son représentant, ainsi qu'un responsable du Conseil déontologique des valeurs mobilières et deux représentants des comptables agréés par le Premier ministre sur proposition des organisations professionnelles les plus représentatives, ont été ajoutés à la liste des membres du Conseil national de la comptabilité.

MARCHÉ DES CAPITAUX

Emprunt marocain 4,5% de 1952

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 932-00 du 18 juillet 2000 fixant la valeur de reprise des titres de l'emprunt marocain 4,5% de 1952 à capital garanti. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

La valeur de reprise de l'obligation de l'emprunt 4,5% 1952 à capital garanti admise en paiement des droits de mutations est fixée, entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2000, à cent-trente-quatre mille neuf cent deux dirhams et cinquante centimes (134.902,50 DH).

Conseil déontologique des valeurs mobilières

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 690-00 du 28 juillet 2000 modifiant l'arrêté du ministre des finances et des investissements n° 2894-94 du 24 octobre 1994 fixant le taux de la commission accompagnant toute note d'information présentée au visa du Conseil déontologique des valeurs mobilières. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Le taux maximum de la commission est fixé comme suit :

- 0,05% du montant de l'émission lorsque celle-ci porte sur des titres de capital ;

- 0,025% du montant de l'émission lorsque celle-ci porte sur des titres de créances.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 691-00 du 28 juillet 2000 modifiant l'arrêté du ministre des finances et des investissements n° 2895-94 du 24 octobre 1994 fixant le taux de la commission annuelle devant être acquittée par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières au profit du Conseil déontologique des valeurs mobilières. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Le taux de la commission est fixé à 0,035% de l'actif net constaté au 31 décembre de chaque année (au lieu de 0,5 pour mille précédemment).

Titres de créances négociables

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 692-00 du 28 juillet 2000 modifiant l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 2560-95 du 9 octobre 1995 relatif à certains titres de créances négociables. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Le taux de la commission devant être réglée au Conseil déontologique des valeurs mobilières par les émetteurs de billets de trésorerie est fixé à 0,025% du plafond de l'encours des titres de créances négociables prévu pour l'année (au lieu de un pour mille précédemment.)

Bourse des valeurs

Dahir n° 1-00-265 du 1^{er} septembre 2000 portant promulgation de la loi n° 29-00 modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des valeurs. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Les modifications introduites par cette loi visent à permettre aux sociétés concessionnaires ou gérantes d'un service public d'être cotées sur le premier compartiment.

Elles prévoient également la création d'un troisième compartiment dont l'accès est assujéti à des conditions plus souples en ce qui concerne le montant minimum du capital. L'admission à ce troisième compartiment est limitée aux titres de capital émis par les personnes morales répondant, notamment, aux conditions suivantes :

- avoir un capital libéré d'au moins 5 millions de dirhams au moment de la demande d'admission à la cote;

- réaliser une augmentation du capital portant sur un montant minimum de 3 millions de dirhams au moment de l'introduction en Bourse ;

- diffuser dans le public, au plus tard le jour de l'introduction en bourse, 40% des actions représentant le capital social, dont la moitié au moins doit provenir de l'augmentation de capital.

Les 60% du capital détenus encore par les actionnaires dirigeants doivent être conservés pendant une période de 5 ans à compter de la date de la première cotation. Les actions doivent être inscrites en compte bloqué auprès d'une société de bourse ou d'un établissement affilié.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 795-00 du 28 juillet 2000 relatif aux cotisations que les sociétés de bourse sont tenues de verser au Fonds de garantie institué par l'article 66. du dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des valeurs. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Les cotisations considérées sont calculées sur la base de la position en espèces et en titres des clients.

Pour les espèces, la cotisation est égale à 0,2% de la moyenne semestrielle des positions de fins de journées des espèces conservées par chaque société de bourse pour le compte de ses clients.

Pour les titres, la cotisation est obtenue en appliquant, à la moyenne semestrielle des positions de fin de trimestre des titres conservés par chaque société de bourse pour le compte de ses clients, les pourcentages ci-après :

- jusqu'à 10.000.000 de DH 0,04% ;
- plus de 10.000.000 de DH à 100.000.000 de DH 0,03% ;
- plus de 100.000.000 de DH à 1.000.000.000 de DH 0,02% ;
- plus de 1.000.000.000 de DH 0,01% .

L'évaluation des titres conservés par les sociétés de bourse se fait au dernier cours coté en bourse pour les titres cotés et à la valeur nominale pour les titres non cotés.

Emissions de bons du Trésor

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 948-00 du 25 juillet 2000 relatif à l'émission de bons du Trésor à six mois. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Cette émission est ouverte durant l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000 auprès de toutes personnes physiques ou morales à l'exception des établissements de crédit, des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), des sociétés de bourse, des sociétés de financement, des sociétés d'investissement et des sociétés d'assurances, de réassurances et de capitalisation.

Les bons porteront intérêts au taux de 5,50% l'an. Ils seront remboursés à dater de leur échéance mais peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé trois mois révolus après la date d'émission.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 949-00 du 25 juillet 2000 relatif à l'émission de bons du Trésor à cinq ans concernant les comptes convertibles à terme. Une émission de bons à cinq ans aura lieu durant l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000 et sera réalisée en plusieurs tranches et close sans préavis. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

La souscription à ces bons sera réservée aux personnes physiques et morales résidant habituellement à l'étranger et possédant dans une banque inscrite au Maroc des disponibilités en dirhams non transférables au regard de la réglementation des changes

Les bons d'une valeur nominale de mille dirhams seront émis au pair et porteront intérêts au taux de 6,50% l'an. Les intérêts seront payables annuellement et, pour la première fois, une année après la date de jouissance. Les bons sont librement négociables entre non résidents.

MONNAIE, CRÉDIT ET BANQUE

Adjudication des bons du trésor

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 950-00 du 25 juillet 2000 relatif à l'émission de bons du Trésor par voie d'adjudication et **circulaire de Bank Al-Maghrib n° 11/G/00 du 4 septembre 2000** ayant pour objet de fixer les modalités d'application de cet arrêté. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Les modifications introduites portent sur :

- l'introduction des bons d'une maturité de 20 ans ;
- l'inscription des bons en compte auprès du Dépositaire central au nom des établissements admis à présenter les soumissions et affiliés à cet organisme ;
- l'application d'intérêts précomptés sur le court terme.

Sociétés de financement

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 955-00 du 27 juillet 2000 portant agrément de la société «BMCI-Salaf» pour continuer à exercer son activité en qualité de société de financement après le changement du lieu de son siège social. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 992-00 du 1^{er} août 2000 portant agrément de la société « BMCI Factor » dont le siège social est sis à Casablanca en qualité de société de financement pour effectuer des opérations d'affacturage. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 993-00 du 1^{er} août 2000 portant agrément de la société «Salaf Al-Hanaa pour le financement» pour continuer à exercer son activité en qualité de société de financement après le changement du lieu de son siège social. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

Crédit Immobilier et Hôtelier - garantie de l'Etat

Décret n° 2-00-784 du 5 septembre 2000 accordant la garantie de l'Etat aux bons du Crédit immobilier et hôtelier souscrits par les banques à concurrence d'un montant de trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH). **(B.O. n° 4832 du 21 septembre 2000)**

La garantie de l'Etat porte sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts et reste attachée aux bons précités en quelques mains qu'ils passent.

Société «Maghrebail»

Arrêté du ministre de l'Economie et des finances n° 954-00 du 27 juillet 2000 portant nouvel agrément de la société «Maghrebail» après la restructuration de son capital suite au rachat par la BMCE-Bank et sa filiale INTERFINA de nouvelles parts du capital de Maghrebail. **(B.O. n° 4836 du 5 octobre 2000)**

La quote-part du groupe BMCE-Bank dans cette société est ainsi portée de 39% à 50,85%.

Société générale marocaine de banques

Arrêté du ministre de l'Economie et des finances n° 1060-00 du 17 août 2000 portant nouvel agrément de la Société générale marocaine de banques suite à la restructuration de son capital après le rachat par la Société générale des parts d'«Al Watania». **(B.O. n° 4836 du 5 octobre 2000)**

Réforme du Crédit populaire du Maroc

Dahir n° 1-00-70 du 17 octobre 2000 portant promulgation de la loi n° 12-96 portant réforme du Crédit populaire du Maroc. **(B.O. n° 4840 du 19 octobre 2000)**

En vertu de cette loi, la Banque centrale populaire, instituée par le dahir n° 1-60-232 du 2 février 1961 portant réforme du Crédit populaire est transformée en une société anonyme à conseil d'administration et à capital fixe.

Le crédit populaire du Maroc est constitué par la Banque centrale populaire et les Banques populaires régionales. Ce groupement de banques est placé sous la tutelle d'un Comité directeur, chargé de définir les orientations de la banque et d'exercer un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion de la Banque centrale populaire et des Banques populaires régionales.

Le capital social de la Banque centrale populaire est détenu à hauteur d'au moins 51% par l'Etat et les Banques populaires régionales. Tout autre personne physique ou morale ne peut en détenir, directement ou indirectement, une part supérieure à 5%.

Mise en circulation d'une pièce de monnaie commémorative

Décret n° 2-00-884 du 16 octobre 2000 approuvant la mise en circulation d'une pièce commémorative en argent de 250 dirhams à l'occasion du 25^e anniversaire de la marche Verte. **(B.O. n° 4844 du 2 novembre 2000)**

Le pouvoir libératoire de la nouvelle pièce entre particuliers est fixé à 2500 dirhams.

Convention de crédit avec la BMCE - Bank, Paris

Décret n° 2-00-1006 du 1er décembre 2000 approuvant la convention de crédit d'un montant en Euros équivalent à 25.100.000 dirhams conclue le 8 novembre 2000 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et la B.M.C.E. - Bank, Paris. **(B.O. n° 4858 du 21 décembre 2000)**

Coefficient maximum de division des risques

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1438-00 du 6 octobre 2000 modifiant l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 174-97 du 22 janvier 1997 relatif au coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit. **(B.O. n° 4854 du 7 décembre 2000)**

Le coefficient maximum de division des risques des établissements de crédit est fixé à 20 %, au lieu de 10 % auparavant. Ce coefficient doit être calculé par tout établissement de crédit à partir de ses documents comptables établis, sur une base individuelle et consolidée.

Coefficient minimum de solvabilité

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1439-00 du 6 octobre 2000 complétant l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n° 175-97 du 22 janvier 1997 relatif au coefficient minimum de solvabilité des établissements de crédit. **(B.O. n° 4854 du 7 décembre 2000)**

Le coefficient minimum de solvabilité qui demeure fixé à 8% doit être calculé par tout établissement de crédit à partir de ses documents comptables établis sur une base individuelle et consolidée.

Coefficient de liquidité

Arrêté du ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n° 1440-00 du 6 octobre 2000 fixant le coefficient de liquidité des établissements de crédit. **(B.O. n° 4854 du 7 décembre 2000)**

Les établissements de crédit sont tenus de respecter de façon permanente un rapport, dit coefficient de liquidité, égal au minimum à 100 %, au lieu de 60 % précédemment et ce, entre :

- d'une part, leurs éléments d'actif disponibles et réalisables à court terme et leurs engagements par signature reçus ;

- et d'autre part, leurs exigibilités à vue ou à court terme et leurs engagements par signature donnés.

PLANIFICATION

Plan de développement économique et social

Dahir n° 1-00-267 du 1^{er} septembre 2000 portant promulgation de la loi n° 37-00 approuvant le Plan de développement économique et social 2000-2004. **(B.O. n° 4828 du 7 septembre 2000)**

PRISE DE PARTICIPATION

Caisse de dépôt et de gestion - autorisation de souscrire une participation

Décret n° 2-00-939 du 14 novembre 2000 autorisant la Caisse de dépôt et de gestion à souscrire une participation de 10 millions de dirhams dans le capital du fonds d'investissement «Uplines Technologies». **(B.O. n° 4854 du 7 décembre 2000)**

Capital du fonds sera de 70 millions de dirhams, détenus par Upline international (21,43%), Propaco (21,43 %), MAMDA/MCMA (21,43%), le Groupe Berrada (21,43%) et la CDG (14,29%).

Le projet vise à financer des entreprises à fort potentiel de croissance opérant dans le secteur des technologies de l'information et des télécommunications.

PRIX

Libéralisation des prix des huiles alimentaires

Arrêté du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du gouvernement n° 1517-00 du 20 octobre 2000, abrogeant, à compter du 1^{er} novembre 2000, l'arrêté n° 721-89 du 31 mai 1989 fixant les conditions d'établissement des prix des huiles alimentaires raffinées et les marges bénéficiaires de cette denrée à tous les stades de sa commercialisation. **(B.O. n° 4844 du 2 novembre 2000)**

Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n°1520-00 du 20 octobre 2000 abrogeant, à compter du 1^{er} novembre 2000, l'arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 304-96 du 6 février 1996 relatif aux stocks de sécurité des huiles alimentaires de graines. **(B.O. n° 4844 du 2 novembre 2000)**

Réglementation et contrôle des prix

Arrêté du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du gouvernement n°1518-00 du 20 octobre 2000 modifiant l'arrêté n° 3-334-71 du 4 février 1972 fixant la liste des produits et services dont les prix peuvent être réglementés. **(B.O. n° 4844 du 2 novembre 2000)**

A compter du 1^{er} novembre 2000, les huiles et les graines oléagineuses sont supprimées de la liste des produits et services dont les prix peuvent être réglementés.

Arrêté du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du gouvernement n° 1519-00 du 20 octobre 2000 modifiant l'arrêté du Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires économiques et de la coopération n° 3-171-72 du 13 juin 1972 classant en listes « A » « B » et « C » les marchandises, produits et services dont les prix peuvent être réglementés. **(B.O. n° 4844 du 2 novembre 2000)**

A compter du 1^{er} novembre 2000, les huiles et les graines oléagineuses sont supprimées de la liste « A » annexée à l'arrêté n° 3-171-72 du 13 juin 1972.

Tarifs de vente de l'eau potable

Arrêté du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du gouvernement n° 1475-00 et 1476-00 du 31 octobre 2000 fixant les tarifs de vente de l'eau potable respectivement à la production et à la distribution. **(B.O. n° 4848 du 16 novembre 2000)**

Tarifs de vente de l'énergie électrique

Arrêtés du ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du gouvernement n° 1522-00 et 1523-00 du 20 octobre 2000 fixant et réglementant respectivement les structures tarifaires et les tarifs de vente de l'énergie électrique fournie par l'Office national de l'électricité (ONE) aux clients distributeurs, d'une part, et aux clients consommateurs, d'autre part. **(B.O. n° 4848 du 16 novembre 2000)**

Les tarifs de vente de l'énergie électrique fournie par l'Office national de l'électricité aux clients distributeurs et aux clients consommateurs ont été revus à la baisse.

Tarifs de l'énergie électrique fournie par l'ONE aux clients distributeurs

	Prime fixe DH/kVA/an	Heures pleines (7h à 22h)			Heures creuses (22h à 7h)		
	(inchangée)	Ancien tarif	Nouveau tarif	Var. en %	Ancien tarif	Nouveau tarif	Var. en %
Très haute tension (225 kw)	108	0,8397	0,7864	-6,3	0,6245	0,4824	-22,8
Haute tension (60 kw)	108	0,8499	0,7883	-7,2	0,6268	0,4824	-23,0
Moyenne tension (22 kw et 5,5 kw)	108	0,8619	0,8024	-6,9	0,6314	0,4837	-23,4

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Attribution de licences d'établissement et d'exploitation du réseau public de télécommunications par satellites

Décrets n° 2-00-688 et 2-00-689 du 31 octobre 2000 portant attribution de la licence d'établissement et d'exploitation du réseau public de télécommunications par satellites de type GMPCS à la société TESAM Maroc, et de type GMPCS pour la messagerie et la localisation à la société ORBCOMM Maghreb. **(B.O. n° 4844 du 2 novembre 2000)**

SYSTEME JUDICIAIRE

Organisation judiciaire

Dahir n° 1-00-328 du 24 novembre 2000 portant promulgation de la loi n° 16-00 modifiant et complétant le dahir portant loi n° 1-74-338 du 15 juillet 1974 fixant l'organisation judiciaire du Royaume. **(B.O. n° 4858 du 21 décembre 2000)**

Tribunaux administratifs

Dahir n° 1-00-329 du 24 novembre 2000 portant promulgation de la loi n° 68-00 complétant la loi n° 41-90 instituant des tribunaux administratifs. **(B.O. n° 4858 du 21 décembre 2000)**

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Attributions du ministre de la Pêche

Décret n° 2-00-875 du 6 octobre 2000 relatif aux attributions du ministre de la Pêche maritime. **(B.O. n° 4840 du 19 octobre 2000)**

CIRCULAIRES DE BANK AL-MAGHRIB

- **Circulaire relative à la publication des états de synthèse par les établissements de crédit**
- **Circulaire relative aux modalités de transmission, à Bank Al-Maghrib, des états de synthèse et des documents complémentaires**

**Circulaire relative à la publication des états
de synthèse par les établissements de crédit**

Les dispositions des articles 2, 8 et 10 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 29 jomada I 1421 (30 août 2000) relatif à la publication des états de synthèse par les établissements de crédit stipulent ce qui suit :

Article 2

« Les établissements de crédit sont tenus de publier, dans un journal d'annonces légales, leurs états de synthèse annuels qui comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires, établis sous forme individuelle et consolidée conformément aux dispositions du document annexé à l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 1331-99 du 11 jomada I 1420 (23 août 1999) fixant le cadre comptable et le modèle des états de synthèse des établissements de crédit ».

Article 8

« Les établissements de crédit habilités à recevoir des fonds du public doivent publier dans un journal d'annonces légales, sous forme individuelle et consolidée, le bilan, l'état des soldes de gestion et l'état des informations complémentaires arrêtés à la fin du premier semestre de chaque exercice comptable ».

Article 10

« Les éléments de l'état des informations complémentaires mentionnés aux articles 2 et 8 ci-dessus sont fixés par Bank Al-Maghrib ».

.../...

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application des prescriptions susvisées.

Article premier

L'état des informations complémentaires annuel, que les établissements de crédit sont tenus de publier, sous forme individuelle, dans un journal d'annonces légales, doit comporter au moins les éléments énumérés ci-après, établis conformément aux dispositions du chapitre 3 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit :

A – Principes et méthodes comptables

A. 1 - Etat des principes et méthodes d'évaluation appliqués

A. 2 - Etat des dérogations

A. 3 - Etat des changements de méthodes

B – Compléments d'informations au bilan et au compte de produits et charges

B. 1 - Créances sur les établissements de crédit et assimilés

B. 2 - Créances sur la clientèle

B. 3 - Ventilation des titres de transaction et de placement et des titres d'investissement par catégorie d'émetteur

B. 5 - Détail des autres actifs

B. 6 - Titres de participation et emplois assimilés

B. 7 - Créances subordonnées

B. 8 - Immobilisations données en crédit-bail et en location

B. 9 - Immobilisations incorporelles et corporelles

B.10 - Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

B.11 - Dépôts de la clientèle

B.12 - Titres de créance émis

B.13 - Détail des autres passifs

B.14 - Provisions

B.15 - Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie

B.16 - Dettes subordonnées

B.17 - Capitaux propres

B.18 - Engagements de financement et de garantie

B.19 - Engagements sur titres

.../...

- B.20 - Opérations de change à terme et engagements sur produits dérivés
- B.21 - Valeurs et sûretés reçues et données en garantie
- B.24 - Ventilation du total de l'actif, du passif et de l'hors bilan en monnaies étrangères
- B.25 - Marge d'intérêt
- B.26 - Produits sur titres de propriété
- B.27 - Commissions
- B.28 - Résultat des opérations de marché
- B.29 - Charges générales d'exploitation
- B.30 - Autres produits et charges

C – Autres informations

- C. 4 - Datation et événements postérieurs.

Article 2

L'état des informations complémentaires annuel, que les établissements de crédit sont tenus de publier, sous forme consolidée, dans un journal d'annonces légales, doit comporter au moins les éléments énumérés ci-après, établis conformément aux dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit :

A – Informations relatives au périmètre de consolidation

- A.1 - Liste des entreprises consolidées
- A.2 - Liste des entreprises entrées et des entreprises sorties du périmètre de consolidation au cours de l'exercice
- A.3 - Liste des entreprises laissées en dehors de la consolidation

B – Principes et modalités de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation

- B.1 - Principes et modalités de consolidation
- B.2 - Principes comptables et méthodes d'évaluation
- B.3 - Comparabilité des comptes

C – Compléments d'informations au bilan et au compte de produits et charges

- C.1 - Eléments du point « B » de l'ETIC individuel, cités à l'article 1 ci-dessus, donnés sous forme consolidée
- C.3 - Titres mis en équivalence
- C.5 - Ecart d'acquisition
- C.7 - Impôts sur les résultats.

.../...

Article 3

L'état des informations complémentaires semestriel, que les établissements de crédit sont tenus de publier, sous forme individuelle et consolidée, dans un journal d'annonces légales, doit comporter une description de tous événements ou opérations survenus depuis la publication des états de synthèse du dernier exercice comptable et qui s'avèrent importants pour l'appréciation de leurs situations financières, de leurs résultats et des risques qu'ils assument.

Article 4

Les établissements de crédit publient dans le rapport de gestion du Conseil d'administration ou du Directoire, leurs états de synthèse annuels établis, sous forme individuelle et consolidée, conformément aux dispositions des chapitres 3 et 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Article 5

Les éléments de l'état des informations complémentaires publiés doivent revêtir une importance significative par rapport aux données fournies par les autres états de synthèse et compte tenu des particularités de l'activité de chaque établissement de crédit.

Article 6

Les états de synthèse semestriels, établis sous forme individuelle et consolidée, doivent comporter les chiffres arrêtés à la fin du premier semestre de l'exercice comptable précédent.

Article 7

A titre exceptionnel et dérogatoire les établissements de crédit ne sont pas tenus de faire ressortir, dans leurs états de synthèse semestriels et annuels publiés pour la première fois, les chiffres arrêtés, respectivement, à fin juin et à fin décembre 1999.

Article 8

Les établissements de crédit doivent veiller à ce que les états de synthèse publiés soient clairs et d'une lecture aisée.

Signé: M. SEQAT

BANK AL-MAGHRIB

LE GOUVERNEUR

Circ. n°14/G/2000

Rabat, le 19 Chaâbane 1421
16 Novembre 2000

**Circulaire relative aux modalités de transmission,
à Bank Al-Maghrib, des états de synthèse
et des documents complémentaires**

Les dispositions des articles 35 et 46 du dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle stipulent respectivement ce qui suit :

Article 35

« A la clôture de l'exercice comptable dont la date est fixée par arrêté du Ministre des Finances, tous les établissements de crédit doivent établir, sous forme individuelle et consolidée, les états de synthèse relatifs à cet exercice, comportant le bilan, le compte de résultat, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires comprenant notamment les engagements par signature reçus et donnés.

Les établissements de crédit habilités à recevoir des fonds du public doivent, en outre, dresser ces mêmes documents à la fin du premier semestre de chaque exercice social.

Ces comptes annuels et semestriels doivent être certifiés conformes aux écritures par deux commissaires aux comptes choisis sur la liste des experts comptables et transmis à Bank Al-Maghrib aux dates fixées par elle ».

.../...

Article 46

« Bank Al-Maghrib peut demander aux organismes soumis à son contrôle la communication de tous documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle en détermine la liste, le modèle et les délais de transmission ».

*
* *

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités de transmission à la Direction du Contrôle des Etablissements de Crédit (D.C.E.C.) de Bank Al-Maghrib des états de synthèse et des documents qui leur sont complémentaires.

Article premier

Les états de synthèse, qui comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC), doivent être établis, sous forme individuelle et consolidée, conformément aux dispositions des Chapitres 3 et 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie doivent être présentés selon les modèles prévus par le Recueil des Etats Périodiques annexé à la circulaire n°13/G/99 du 3 décembre 1999 relative aux modalités d'élaboration et de transmission à Bank Al-Maghrib de la balance des comptes et de la situation comptable et ses états annexes.

Article 2

Les documents complémentaires aux états de synthèse visés à l'article premier doivent être présentés conformément aux modèles prévus par le Recueil des Etats Périodiques précité.

Article 3

Les états de synthèse et les documents qui leur sont complémentaires doivent être arrêtés le dernier jour du semestre ou de l'année, selon leur périodicité.

.../...

Article 4

Les montants figurant sur les états de synthèse et sur les documents qui leur sont complémentaires sont exprimés en milliers de dirhams, arrondis au millier de dirhams le plus proche.

Article 5

Les documents visés à l'article 2 ci-dessus doivent faire l'objet de contrôles inter-documents préalablement à leur transmission à la D.C.E.C.

Article 6

Les documents que chaque catégorie d'établissements de crédit est tenue de communiquer à la D.C.E.C., leur périodicité, leur support de transmission ainsi que la date limite de leur remise sont précisés dans le tableau ci-joint dénommé « Modalités de transmission des états de synthèse et des documents complémentaires ».

Article 7

Les établissements de crédit sont tenus d'adresser à la D.C.E.C., sur support papier et sur support magnétique, un bilan provisoire arrêté à fin décembre, au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant.

Article 8

Les états de synthèse, transmis sur support papier, doivent être datés et revêtus de la signature du président du conseil d'administration ou du directoire ou, le cas échéant, de celle d'un autre membre de ces instances habilité à cet effet.

Ces états doivent être accompagnés de l'attestation des commissaires aux comptes établie conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 30 août 2000 relatif à la publication des états de synthèse par les établissements de crédit.

.../...

Article 9

La transmission des documents sur support magnétique doit être effectuée dans les conditions fixées par la « Notice technique relative au support magnétique des états périodiques » jointe à la circulaire n°4/DCEC/99 du 14 décembre 1999.

Article 10

Les documents transmis aussi bien sur support magnétique que sur support papier doivent être accompagnés d'une lettre de remise signée par la (les) personne (s) préalablement accréditée (s) à cet effet auprès de la D.C.E.C.

Article 11

Les établissements de crédit remettent à la D.C.E.C., dès l'approbation des comptes annuels par l'instance compétente et au plus tard le 31 mai, les documents suivants :

- le rapport de gestion établi annuellement par le conseil d'administration ou le directoire et comprenant l'état des informations complémentaires (ETIC) visé à l'article premier ci-dessus ;
- les observations du conseil de surveillance sur le rapport du directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice, le cas échéant ;
- le rapport des commissaires aux comptes ;
- le texte des résolutions adoptées.

Article 12

Les établissements de crédit notifient à la D.C.E.C., dans les meilleurs délais, tout changement affectant la répartition de leur capital social, la composition de leur conseil d'administration ou conseil de surveillance, et de leur direction générale ou directoire.

.../...

Article 13

Les établissements de crédit communiquent à la D.C.E.C., au plus tard le 30 juin, les états de synthèse arrêtés à la fin de chaque exercice comptable et relatifs aux sociétés, autres que les établissements de crédit, sur lesquelles ils exercent un contrôle exclusif ou conjoint ou une influence notable au sens des dispositions du Chapitre 4 du PCEC, ainsi qu'un état donnant la composition du conseil d'administration ou celle du conseil de surveillance et du directoire de ces sociétés.

Les états de synthèse susvisés doivent comprendre notamment :

- le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau de financement, accompagnés de l'attestation du ou des commissaires aux comptes ;
- l'état de répartition du capital social ;
- le tableau des titres de participation.

Article 14

Les organes de direction des établissements de crédit doivent veiller à la communication, à la D.C.E.C., des documents requis par la présente circulaire au plus tard dans les délais impartis.

Article 15

Les dispositions de la présente circulaire annulent et remplacent celles de l'instruction du 30 décembre 1981 relative aux renseignements et documents que les Banques Inscrites et les Organismes de Crédit Populaire doivent adresser à la Banque du Maroc.

Signé : M. SEQAT

MODALITES DE TRANSMISSION DES ETATS DE SYNTHESE ET DES DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

I - ETATS DE SYNTHESE

Code document	Appellation du document	Etablissements remettants	Périodicité de transmission	Support de transmission	Date limite de remise du document	
					pour l'arrêté annuel de fin décembre	pour l'arrêté semestriel de fin juin
040	Bilan	Banques Sociétés de financement	Semestrielle	Support magnétique et support papier	31 mai	30 septembre (1)
041	Compte de produits et charges	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique et support papier	31 mai	
042	Etat des soldes de gestion	Banques Sociétés de financement	Semestrielle	Support magnétique et support papier	31 mai	30 septembre (1)
043	Tableau des flux de trésorerie	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique et support papier	31 mai	
044	Bilan consolidé	Banques consolidantes Sociétés de financement consolidantes	Semestrielle	Support magnétique et support papier	31 mai	30 septembre (1)
045	Compte de produits et charges consolidé	Banques consolidantes Sociétés de financement consolidantes	Annuelle	Support magnétique et support papier	31 mai	
046	Etat des soldes de gestion consolidé	Banques consolidantes Sociétés de financement consolidantes	Semestrielle	Support magnétique et support papier	31 mai	30 septembre (1)
047	Tableau des flux de trésorerie consolidé	Banques consolidantes Sociétés de financement consolidantes	Annuelle	Support magnétique et support papier	31 mai	

(1) Les sociétés de financement non habilitées à recevoir des fonds du public ne sont pas tenues d'établir et de transmettre à la DCEC les états de synthèse, établis sous forme individuelle et consolidée, arrêtés à fin juin.

MODALITES DE TRANSMISSION DES ETATS DE SYNTHESE ET DES DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

II - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Code document	Appellation du document	Etablissements remettants	Périodicité de transmission	Support de transmission	Date limite de remise du document	
					pour l'arrêté annuel de fin décembre	pour l'arrêté semestriel de fin juin
050	Compte de produits et charges détaillé	Banques Sociétés de financement	Semestrielle	Support magnétique et support papier	31 mars	31 août (2)
051	Immobilisations incorporelles et corporelles	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique	10 avril	
052	Cession des immobilisations incorporelles et corporelles	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	10 avril	
053	Immobilisations données en crédit-bail, en location avec option d'achat et en location simple	Sociétés de crédit-bail Autres établissements de crédit qui exercent l'activité de crédit-bail de façon significative	Semestrielle	Support magnétique	10 avril	31 août
054	Détail des titres de placement (titres de propriété)	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	10 avril	
055	Détail des titres de participation et emplois assimilés	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	10 avril	
056	Cession des titres de placement, des titres d'investissement, des titres de participation et emplois assimilés	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	10 avril	
057	Valeur du portefeuille titres suivant différentes méthodes d'évaluation de ces titres	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique	10 avril	
058	Détail des créances en souffrance (Activité Maroc)	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique	30 avril	
059	Détail des créances en souffrance (Activité à l'étranger)	Filiales bancaires, succursales et agences d'établissements de crédit de droit marocain implantées à l'étranger	Annuelle	Support magnétique	30 avril	
060	Fiche individuelle des créances compromises égales ou supérieures à 5 000 000 dirhams	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	30 avril	
061	Détail des pertes sur créances irrécouvrables	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique	30 avril	
062	Détail des reprises de provisions pour créances en souffrance	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique	30 avril	
063	Détail des provisions	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique	10 avril	

(2) Les sociétés de financement non habilitées à recevoir des fonds du public ne sont pas tenues d'établir et de transmettre à la DCEC le document code 050 .

II - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Code document	Appellation du document	Etablissements remettants	Périodicité de transmission	Support de transmission	Date limite de remise du document	
					pour l'arrêté annuel de fin décembre	pour l'arrêté semestriel de fin juin
064	Répartition du capital social	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
065	Financement de la consommation des particuliers	Sociétés de crédit à la consommation Autres établissements de crédit qui exercent l'activité de crédit à la consommation de façon significative	Semestrielle	Support magnétique ou support papier	10 avril	31 août
081	Ventilation, par catégorie de clientèle et par montant unitaire, des dépôts à terme	Banques	Annuelle	Support magnétique	30 avril	
082	Ventilation, par guichet et par nature, des comptes de dépôt	Banques	Annuelle	Support magnétique	30 avril	
083	Opérations sur cartes bancaires émises ou gérées par l'établissement	Etablissements de crédit émettant ou gérant des moyens de paiement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
084	Opérations sur cartes bancaires émises par des organismes étrangers et utilisées au Maroc	Etablissements de crédit gérant des moyens de paiement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
085	Liste des guichets permanents et périodiques	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
086	Liste des guichets touristiques	Banques	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
087	Liste des guichets automatiques de banque	Banques	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
088	Liste des distributeurs automatiques des billets	Banques	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
089	Liste des succursales, agences et bureaux de représentation à l'étranger	Banques	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
090	Répartition, par classe, nationalité, sexe et âge, du personnel	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
091	Composition du conseil d'administration	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
092	Composition du conseil de surveillance	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
093	Liste des membres et des agents de direction	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	
094	Liste des membres du directoire	Banques Sociétés de financement	Annuelle	Support magnétique ou support papier	31 janvier	

STATISTIQUES

SOMMAIRE

	Page
I. STATISTIQUES MONÉTAIRES	81
1. Avoirs de Bank Al-Maghrib.....	83
2. Engagements de Bank Al-Maghrib	84
3. Avoirs des banques	85
4. Engagements des banques	86
5. Agrégats de monnaie	87
6. Agrégats de placements liquides	88
7. Contreparties de M 3	89
8. Avoirs extérieurs nets	90
9. Créances sur l'État.....	91
10. Concours à l'économie	92
11. Agrégats de monnaie et de placements liquides (1982 - 1999).....	93
12. Contreparties de M 3 (1982 - 1999).....	94
13. Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib	95
14. Mouvements des chambres de compensation.....	96
II. LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT	97
1. Évolution de la liquidité bancaire.....	99
2. Avances de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	100
3. Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	102
4. Taux du marché monétaire interbancaire	103
5. 1 Taux des dépôts chez les banques	104
5. 2 Taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale	104
5. 3 Taux des bons du Trésor émis dans le public	104
5. 4 Taux créditeur moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an	105
5. 5 Taux moyen pondéré des bons du Trésor émis par adjudication	106
5. 6 Taux des bons et obligations émis sur le marché obligataire	106
5. 7 Taux d'intérêt offerts sur les titres de créances négociables	107
6. 1 Taux de base bancaires	108
6. 2 Taux débiteurs bancaires minimums et maximums	109
6. 3 Taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit	110
7. Taux des concours de Bank Al-Maghrib à l'État	110
III. SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	111
1. Emplois et ressources des sociétés de crédit à la consommation	113
2. Emplois et ressources des sociétés de crédit-bail	114
IV. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	115
1. Indicateurs d'activité des OPCVM	117
2. Emplois consolidés du "groupe C.D.G."	118
3. Ressources consolidées du "groupe C.D.G."	119
4. Évolution des dépôts à la Caisse d'épargne nationale.....	120
5. Bilan des entreprises d'assurance et de réassurance.....	121

V. MARCHÉ DES CAPITAUX	123
1. Prêts et emprunts sur le marché monétaire interbancaire	125
2. Encours des titres de créances négociables	126
3. Indicateurs boursiers	127
VI. FINANCES PUBLIQUES	129
1. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor.....	131
2. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor par nature d'opérations	132
3. Encours de la dette publique directe.....	134
VII. INDICES DES PRIX	135
1. Indice des prix à la production : Industries manufacturières	137
2. Indice des prix à la production : Industries extractives.....	138
3. Indice des prix à la production : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.....	139
4. Indice des prix de gros.....	140
5. Indice du coût de la vie (385 articles).....	141
VIII. PRODUCTION	143
1. Indice de la production : Mines et énergie.....	145
2. Indice de la production : Industries de transformation.....	146
3. Production minière	147
4. Production énergétique.....	147
5. Balance énergétique.....	147
6. Production de céréales et superficies cultivées	148
7. Production d'autres produits agricoles.....	148
8. Pêches maritimes.....	148
7. L'activité touristique.....	149
IX. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	151
1. Balance commerciale.....	153
2. Importations par groupes de produits	154
3. Importations par principaux produits	155
4. Exportations par groupes de produits	158
5. Exportations par principaux produits	159
6. Répartition géographique des échanges.....	163
X. BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER	165
XI. COURS DE CHANGE	169
1. Cours de change des devises cotées par Bank Al-Maghrib.....	171
2. Cours indicatifs des monnaies de la zone euro.....	173
XII. COMPTES DE LA NATION	175
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix constants)	177
2. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix courants).....	177
3. Compte de biens et services (prix courants)	178
4. Revenu national brut disponible et son affectation (prix courants).....	179
5. Compte de capital de la Nation (prix courants).....	179

I - STATISTIQUES MONÉTAIRES

I - 1 - AVOIRS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs (1)	Concours financiers à l'État			Total	Comptes courants postaux	Opérations de crédit					Total (I+II)	Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Emploi du capital et des réserves	Divers	Total général
		Avances conventionnelles	Facilités de caisse	Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées			Avances			Effets en cours de recouvrement (II)	dont : Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte					
							Avances aux banques	Autres avances	Total (I)							
1998 Déc.	43 435	9 691	8 583	-	18 274	28	3 381	7 390	10 771	1 881	1 767	12 652	-	2 542	1 099	78 030
1999 Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273	-	2 540	1 742	86 514
2000 Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	-	2 678	1 817	89 592
1999 Janv.	42 986	8 805	8 583	-	17 388	42	4 837	7 400	12 237	2 249	2 180	14 486	-	2 542	1 029	78 473
Fév.	42 722	9 628	8 583	-	18 211	104	2 722	7 222	9 944	1 955	1 897	11 899	-	2 557	1 235	76 728
Mars	42 456	11 133	8 583	-	19 716	28	1 423	7 236	8 659	2 455	2 395	11 114	-	2 562	2 001	77 877
Avril	43 977	9 940	8 583	-	18 523	28	3 717	7 258	10 975	1 657	1 602	12 632	-	2 436	823	78 419
Mai	44 859	9 920	8 583	-	18 503	27	1 852	7 379	9 231	1 489	1 428	10 720	-	2 441	795	77 345
Juin	48 276	5 500	7 145	-	12 645	105	2 003	7 397	9 400	1 596	1 544	10 996	5 000	2 456	942	80 420
Juil.	53 111	5 500	7 724	-	13 224	94	8	7 046	7 054	972	880	8 026	4 250	2 468	919	82 092
Août	60 775	5 500	1 917	-	7 417	29	701	7 062	7 763	944	885	8 707	4 282	2 470	920	84 600
Sept.	60 285	5 500	4 509	-	10 009	28	1	7 034	7 035	1 112	1 068	8 147	2 350	2 475	1 060	84 354
Oct.	60 353	5 500	8 095	-	13 595	30	96	7 062	7 158	1 051	1 006	8 209	2 350	2 480	1 066	88 083
Nov.	59 800	5 500	8 493	-	13 993	49	3	7 103	7 106	1 087	1 040	8 193	-	2 494	1 084	85 613
Déc.	59 710	5 500	7 722	-	13 222	27	1 346	7 192	8 538	735	688	9 273	-	2 540	1 742	86 514
2000 Janv.	57 856	5 500	3 934	-	9 434	30	3 291	7 201	10 492	1 233	1 139	11 725	-	2 540	2 166	83 751
Fév.	57 230	5 500	6 288	-	11 788	31	2 252	7 338	9 590	986	933	10 576	-	2 554	1 537	83 716
Mars	55 802	5 500	8 084	-	13 584	49	60	7 522	7 582	1 312	1 269	8 894	-	2 570	1 829	82 728
Avril	55 917	5 500	8 490	-	13 990	68	1 549	7 548	9 097	492	446	9 589	-	2 470	1 080	83 114
Mai	53 675	5 500	9 379	120	14 999	39	592	7 607	8 199	627	580	8 826	-	2 481	999	81 019
Juin	53 138	5 500	9 379	205	15 084	33	1 508	7 591	9 099	2 561	2 490	11 660	-	2 496	1 164	83 575
Juil.	52 316	5 500	9 143	-	14 643	27	6 102	7 578	13 680	994	913	14 674	-	2 498	1 155	85 313
Août	53 965	5 500	9 926	571	15 997	2 #	4 806	7 365	12 171	669	605	12 840	499	2 506	1 101	86 910
Sept.	56 081	5 500	9 926	927	16 353	96	3 244	7 424	10 668	1 164	1 093	11 832	499	2 507	1 257	88 625
Oct.	53 923	5 500	9 678	-	15 178	25	2 600	7 452	10 052	554	493	10 606	239	2 654	1 226	83 851
Nov.	52 258	5 500	8 609	-	14 109	25	4 809	7 435	12 244	1 283	1 225	13 527	1 108	2 665	1 284	84 976
Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	1 606	2 678	1 817	89 592

(1) Avoirs en or, droits de tirage spéciaux, devises convertibles et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrif.

I - 2 - ENGAGEMENTS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

Date	Monnaie "Banque centrale"						Engagements en devises			Allocations de droits de tirage spéciaux	Capital et réserves	Autres éléments	Total général
	Billets et monnaies détenus par les entreprises et les particuliers	Encaisses des banques et des comptables publics	Comptes des banques	Comptes de reprise de liquidités	Dépôts des particuliers auprès de Bank Al-Maghrib	Total	Engagements envers l'étranger ⁽¹⁾	Comptes des dépôts en devises des banques	Total				
1998 Déc.	50 644	2 603	11 451		2 384	67 082	725	742	1 467	434	4 791	4 256	78 030
1999 Déc.	56 713	3 354	11 064	-	2 989	74 120	826	2 323	3 149	434	4 891	3 920	86 514
2000 Déc.	58 169	3 275	13 766	-	1 789	76 999	893	2 162	3 055	434	5 021	4 083	89 592
1999 Janv.	51 074	2 634	11 564		2 250	67 522	751	750	1 501	434	4 791	4 225	78 473
Fév.	50 337	2 666	10 451		2 263	65 717	729	858	1 587	434	4 791	4 199	76 728
Mars	52 954	2 859	8 171		2 471	66 455	706	1 324	2 030	434	4 791	4 167	77 877
Avril	51 755	2 189	11 371		2 526	67 841	689	1 762	2 451	434	4 891	2 802	78 419
Mai	51 067	2 464	11 068		2 215	66 814	752	1 559	2 311	434	4 891	2 895	77 345
Juin	51 789	2 551	12 091		2 456	68 887	780	2 311	3 091	434	4 891	3 117	80 420
Juil.	54 504	2 693	9 835		3 450	70 482	795	2 706	3 501	434	4 891	2 784	82 092
Août	54 747	3 013	12 411		3 174	73 345	737	2 435	3 172	434	4 891	2 758	84 600
Sept.	53 277	2 704	14 494		2 823	73 298	775	1 974	2 749	434	4 891	2 982	84 354
Oct.	53 312	2 690	11 123	6 739	2 894	76 758	723	2 311	3 034	434	4 891	2 966	88 083
Nov.	52 669	2 679	11 059	4 895	2 952	74 254	731	2 236	2 967	434	4 891	3 067	85 613
Déc.	56 713	3 354	11 064	-	2 989	74 120	826	2 323	3 149	434	4 891	3 920	86 514
2000 Janv.	54 607	2 570	11 542	-	3 037	71 756	771	1 987	2 758	434	4 891	3 912	83 751
Fév.	53 504	2 792	11 432	910	2 806	71 444	784	2 123	2 907	434	4 891	4 040	83 716
Mars	54 982	2 911	11 147	270	2 784	72 094	1 157	368	1 525	434	4 891	3 784	82 728
Avril	54 575	2 793	11 087	1 780	2 543	72 778	1 873	317	2 190	434	5 021	2 691	83 114
Mai	53 982	2 786	11 461	-	2 277	70 506	874	999	1 873	434	5 021	3 185	81 019
Juin	54 746	2 928	13 404	-	2 346	73 424	1 027	1 233	2 260	434	5 021	2 436	83 575
Juil.	57 276	3 200	12 167	-	2 068	74 711	923	1 795	2 718	434	5 021	2 429	85 313
Août	58 126	3 294	12 650	-	2 528	76 598	888	1 775	2 663	434	5 021	2 194	86 910
Sept.	56 834	2 948	14 625	-	2 027	76 434	1 794	2 669	4 463	434	5 021	2 273	88 625
Oct.	56 317	3 051	11 630	-	1 746	72 744	899	2 626	3 525	434	5 021	2 127	83 851
Nov.	56 167	3 123	12 318	-	1 758	73 366	1 027	2 572	3 599	434	5 021	2 556	84 976
Déc.	58 169	3 275	13 766	-	1 789	76 999	893	2 162	3 055	434	5 021	4 083	89 592

(1) Engagements en devises convertibles, comptes des organismes internationaux et accords de paiement.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 3 - AVOIRS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Valeurs en caisse et avoirs liquides				Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	Correspondants étrangers et assimilés	Portefeuille de bons du Trésor et fonds d'État	Crédits à l'économie	Portefeuille de titres de placement autres que les fonds d'État					Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	Immobilisations	Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	Total
	dont :								dont :								
	Billets étrangers et chèques en devises	Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux						Certificats de dépôts acquis par les banques	Titres émis par les entreprises non bancaires	Bons et obligations souscrits par les banques ⁽¹⁾	Bons des sociétés de financement détenus par les banques					
1998 Déc.	13 937	(377)	(10 682)	(180)	3 896	4 215	58 434	167 602	8 345	(2 075)	(893)			8 216	9 377	-	274 022
1999 Déc.	17 558	(343)	(11 858)	(115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 241)	(5 044)	(133)	10 110	9 779	-	293 377
2000 Déc.	19 698	(582)	(13 506)	(96)	5 461	5 773	61 633	204 008	8 452	(1 751)	(977)	(5 286)	(438)	10 605	10 272	-	325 902
1999 Janv.	14 746	(384)	(11 298)	(203)	4 289	6 019	59 471	165 723	8 380	(1 939)	(1 011)			8 173	9 346	-	276 147
Fév.	13 535	(305)	(10 374)	(137)	3 588	5 309	58 620	164 906	9 522	(2 404)	(1 660)			8 019	9 187	-	272 686
Mars	12 095	(395)	(8 013)	(107)	3 100	5 157	57 650	166 646	8 824	(1 960)	(1 331)			7 950	9 213	-	270 635
Avril	15 350	(324)	(11 437)	(138)	2 298	4 975	56 790	168 643	8 684	(1 864)	(1 398)			8 055	9 106	-	273 901
Mai	15 158	(345)	(11 096)	(116)	3 125	4 703	55 953	168 752	8 323	(1 244)	(1 669)			8 129	9 177	-	273 320
Juin	16 775	(334)	(11 942)	(77)	4 344	4 519	56 424	172 925	8 822	(1 405)	(2 035)			9 121	9 135	-	282 065
Juil.	15 642	(727)	(9 799)	(121)	5 672	6 458	56 768	177 495	8 743	(1 516)	(1 812)			9 283	9 299	-	289 360
Août	17 851	(595)	(12 223)	(83)	4 638	4 530	52 931	177 421	9 180	(1 904)	(1 832)			9 709	9 398	-	285 658
Sept.	19 557	(377)	(14 771)	(110)	4 173	4 259	52 827	178 048	9 050	(1 543)	(2 035)			9 675	9 554	-	287 143
Oct.	24 309	(403)	(19 258)	(104)	3 473	4 470	48 546	181 378	8 488	(1 661)	(1 356)			9 866	9 661	-	290 191
Nov.	21 451	(403)	(16 533)	(113)	4 087	4 469	49 975	181 371	9 571	(1 690)	(2 410)			9 703	9 756	-	290 383
Déc.	17 558	(343)	(11 858)	(115)	3 471	4 469	54 802	183 531	9 657	(2 239)	(2 241)	(5 044)	(133)	10 110	9 779	-	293 377
2000 Janv.	17 360	(331)	(12 015)	(148)	2 445	4 048	56 868	185 167	9 510	(2 001)	(1 855)	(5 434)	(220)	10 361	9 759	-	295 518
Fév.	17 909	(333)	(12 441)	(94)	2 713	4 345	56 043	183 477	9 640	(1 973)	(2 145)	(5 307)	(215)	10 358	9 713	-	294 198
Mars	15 100	(368)	(11 434)	(90)	3 634	4 922	54 552	183 027	9 667	(1 900)	(2 242)	(5 249)	(276)	10 542	9 668	842	291 954
Avril	16 789	(338)	(13 235)	(92)	3 299	4 828	56 099	185 696	9 321	(1 825)	(1 922)	(5 274)	(300)	9 478	9 547	-	295 057
Mai	15 390	(321)	(11 112)	(99)	4 256	5 030	56 954	187 664	9 415	(1 896)	(1 970)	(5 292)	(257)	10 109	9 672	1 620	300 110
Juin	18 184	(370)	(13 416)	(132)	4 727	5 233	57 477	191 079	9 315	(2 323)	(1 382)	(5 313)	(297)	9 969	9 664	1 301	306 949
Juil.	17 501	(688)	(11 498)	(135)	4 756	5 255	59 731	193 343	9 347	(2 246)	(1 308)	(5 368)	(425)	10 060	9 797	231	310 021
Août	17 907	(567)	(11 908)	(132)	3 023	5 725	59 249	193 469	9 091	(2 235)	(1 093)	(5 396)	(367)	10 114	9 863	702	309 143
Sept.	20 124	(418)	(13 748)	(144)	4 126	5 833	59 380	195 216	8 701	(2 013)	(1 098)	(5 389)	(201)	10 089	9 914	1 202	314 585
Oct.	17 586	(422)	(11 043)	(189)	3 688	5 352	60 275	197 099	8 409	(1 732)	(1 020)	(5 409)	(248)	10 505	10 040	-	312 954
Nov.	18 362	(462)	(11 969)	(176)	4 390	5 354	61 773	199 759	8 678	(1 998)	(1 070)	(5 384)	(226)	10 586	10 157	-	319 059
Déc.	19 698	(582)	(13 506)	(96)	5 461	5 773	61 633	204 008	8 452	(1 751)	(977)	(5 286)	(438)	10 605	10 272	-	325 902

(1) Il s'agit des bons et obligations de la B.N.D.E. , du C.I.H. de la C.N.C.A. et du F.E.C.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 4 - ENGAGEMENTS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle					Comptes sur carnets	Comptes à terme et bons à échéance fixe	Certificats de dépôts	dont: Souscriptions des entre-prises non financières et des particuliers	Comptes créditeurs à vue et à terme en devises de la clientèle	Engagements des banques auprès des autres banques	Emprunts auprès des organismes financiers	Correspondants étrangers et assimilés	Emprunts obligataires en dirhams	Emprunts extérieurs à long terme	Recours auprès de Bank Al-Maghrib	Provisions	Fonds propres	Excédent des ressources diverses sur les emplois divers	Total
	Comptes de chèques (1)	dont : (Comptes des M.R.E.) (2)	Comptes courants	Autres dépôts	Total															
1998 Déc.	57 821	(22 461)	27 053	5 718	90 592	24 193	64 504	4 807	(610)	1 082	9 234	529	3 194	13 817	13 716	3 381	12 944	26 937	5 092	274 022
1999 Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	293 377
2000 Déc.	103 123	(26 079)	-	9 827	112 950	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 119	2 683	3 890	11 808	13 083	7 161	22 144	29 480	2 087	325 902
1999 Janv.	58 521	(23 318)	25 535	6 565	90 621	24 664	63 968	4 791	(608)	1 154	9 580	376	3 901	13 765	13 631	4 837	13 110	26 967	4 782	276 147
Fév.	58 267	(23 092)	25 498	5 296	89 061	24 828	64 159	4 784	(608)	1 212	8 798	584	3 419	13 698	13 494	2 722	13 718	26 948	5 261	272 686
Mars	58 564	(23 268)	24 735	6 377	89 676	25 018	63 971	4 935	(647)	1 113	8 445	706	3 278	13 884	13 474	1 423	14 220	27 286	3 206	270 635
Avril	58 534	(23 333)	24 563	6 999	90 096	25 603	64 373	4 923	(604)	1 152	7 575	457	3 324	13 765	13 406	3 717	14 440	27 458	3 612	273 901
Mai	59 067	(23 491)	26 033	5 947	91 047	25 787	64 927	4 758	(569)	1 264	8 442	351	3 002	13 624	13 365	1 852	14 599	27 605	2 697	273 320
Juin	61 708	(24 382)	26 388	6 661	94 757	25 916	65 505	4 772	(583)	1 202	9 624	612	3 477	13 531	15 320	2 003	14 632	28 813	1 901	282 065
Juil.	63 159	(24 963)	29 367	6 793	99 319	26 273	66 248	4 544	(590)	1 151	10 964	697	4 174	13 650	15 192	8	14 551	28 660	3 929	289 360
Août	63 143	(24 713)	27 673	6 452	97 268	26 517	66 696	5 165	(789)	1 159	9 976	1 755	3 315	13 532	15 200	701	14 547	28 746	1 081	285 658
Sept.	63 056	(24 617)	27 554	6 351	96 961	26 804	68 298	5 482	(786)	1 154	9 531	1 786	2 929	13 417	14 914	1	14 524	28 731	2 611	287 143
Oct.	63 064	(24 380)	26 942	7 743	97 749	27 199	69 389	5 654	(778)	1 157	8 878	1 856	2 960	13 265	14 750	96	14 562	28 948	3 728	290 191
Nov.	63 168	(24 428)	27 882	6 998	98 048	27 262	69 273	5 779	(778)	1 347	9 354	1 298	2 989	13 529	14 654	3	14 482	28 952	3 413	290 383
Déc.	63 366	(24 376)	29 447	7 302	100 115	27 348	68 616	5 813	(773)	1 316	8 449	1 470	3 289	13 203	14 653	1 346	14 916	29 106	3 737	293 377
2000 Janv.	91 265	(24 512)	-	7 409	98 674	27 828	69 055	5 860	(773)	636	9 297	868	3 410	13 166	14 690	3 291	17 807	28 917	2 019	295 518
Fév.	92 536	(24 576)	-	6 701	99 237	27 926	69 665	6 098	(773)	550	8 844	782	3 247	13 388	14 874	2 252	18 115	28 919	301	294 198
Mars	92 774	(25 641)	-	7 288	100 062	28 247	69 111	5 954	(770)	426	8 643	1 511	4 085	13 179	13 112	60	18 845	28 719	-	291 954
Avril	93 375	(25 744)	-	7 531	100 906	28 384	68 421	5 903	(770)	462	8 328	2 272	4 010	13 213	13 037	1 549	19 406	28 823	343	295 057
Mai	94 584	(26 107)	-	7 358	101 942	28 377	69 613	5 894	(770)	434	9 340	3 829	3 415	13 076	12 915	592	21 030	29 653	-	300 110
Juin	98 683	(26 729)	-	8 712	107 395	28 211	68 673	5 877	(753)	452	10 887	3 179	3 231	13 066	13 054	1 508	21 016	30 400	-	306 949
Juil.	98 541	(27 188)	-	8 628	107 169	28 351	69 613	5 877	(754)	446	10 188	1 886	3 136	12 877	13 085	6 102	20 888	30 403	-	310 021
Août	99 764	(26 773)	-	7 951	107 715	28 418	69 975	6 041	(859)	459	8 308	2 606	3 298	12 685	13 403	4 806	21 020	30 409	-	309 143
Sept.	101 948	(26 444)	-	8 865	110 813	28 494	70 910	6 045	(862)	479	9 620	3 225	4 198	12 823	13 591	3 244	21 425	29 718	-	314 585
Oct.	100 414	(26 192)	-	8 291	108 705	28 768	72 083	5 810	(877)	472	9 460	2 880	4 705	12 549	13 170	2 600	21 354	29 517	881	312 954
Nov.	99 259	(25 970)	-	9 566	108 825	28 810	73 282	5 780	(888)	471	10 139	4 797	4 212	12 333	13 018	4 809	21 961	29 477	1 145	319 059
Déc.	103 123	(26 079)	-	9 827	112 950	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 119	2 683	3 890	11 808	13 083	7 161	22 144	29 480	2 087	325 902

(1) A partir de janvier 2000, les comptes de chèques et les comptes courants sont regroupés dans un compte intitulé "comptes de chèques et comptes courants".

(2) M.R.E. : Marocains résidant à l'étranger.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 5 - AGRÉGATS DE MONNAIE

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat M 3												
	Agrégat M 2												M 3 = M 2 + Placements à terme
	Agrégat M 1						M 1 = monnaie fiduciaire + monnaie scripturale	Placements à vue			M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽¹⁾	
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale				Total		Comptes sur carnets auprès des banques	Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale	Total			
Comptes créditeurs à vue auprès de Bank Al- Maghrib		Comptes créditeurs à vue auprès des banques	Comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux	Comptes créditeurs à vue auprès de la Trésorerie générale									
1998 Déc.	50 644	2 384	90 592	2 122	4 530	99 628	150 272	24 193	5 330	29 523	179 795	65 114	244 909
1999 Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	27 348	5 721	33 069	200 597	69 389	269 986
2000 Déc.	58 169	1 789	112 950	2 486	5 686	122 911	181 080	29 032	6 208	35 240	216 320	76 281	292 601
1999 Janv.	51 074	2 250	90 621	2 117	7 495	102 483	153 557	24 664	5 369	30 033	183 590	64 576	248 166
Fév.	50 337	2 263	89 061	2 187	7 435	100 946	151 283	24 828	5 402	30 230	181 513	64 767	246 280
Mars	52 954	2 471	89 676	2 122	7 957	102 226	155 180	25 018	5 662	30 680	185 860	64 618	250 478
Avril	51 755	2 526	90 096	2 027	6 664	101 313	153 068	25 603	5 627	31 230	184 298	64 977	249 275
Mai	51 067	2 215	91 047	2 109	6 471	101 842	152 909	25 787	5 617	31 404	184 313	65 496	249 809
Juin	51 789	2 456	94 757	2 204	6 471	105 888	157 677	25 916	5 609	31 525	189 202	66 088	255 290
Juil.	54 504	3 450	99 319	2 220	5 780	110 769	165 273	26 273	5 615	31 888	197 161	66 838	263 999
Août	54 747	3 174	97 268	2 316	5 209	107 967	162 714	26 517	5 634	32 151	194 865	67 485	262 350
Sept.	53 277	2 823	96 961	2 192	5 680	107 656	160 933	26 804	5 654	32 458	193 391	69 084	262 475
Oct.	53 312	2 894	97 749	2 207	5 699	108 549	161 861	27 199	5 687	32 886	194 747	70 167	264 914
Nov.	52 669	2 952	98 048	2 182	5 515	108 697	161 366	27 262	5 707	32 969	194 335	70 051	264 386
Déc.	56 713	2 989	100 115	2 205	5 506	110 815	167 528	27 348	5 721	33 069	200 597	69 389	269 986
2000 Janv.	54 607	3 037	98 674	2 206	6 058	109 975	164 582	27 828	5 777	33 605	198 187	69 828	268 015
Fév.	53 504	2 806	99 237	2 187	7 376	111 606	165 110	27 926	6 082	34 008	199 118	70 438	269 556
Mars	54 982	2 784	100 062	2 106	6 601	111 553	166 535	28 247	6 084	34 331	200 866	69 881	270 747
Avril	54 575	2 543	100 906	2 181	5 797	111 427	166 002	28 384	6 071	34 455	200 457	69 191	269 648
Mai	53 982	2 277	101 942	2 271	5 686	112 176	166 158	28 377	6 102	34 479	200 637	70 383	271 020
Juin	54 746	2 346	107 395	2 266	5 686	117 693	172 439	28 211	6 097	34 308	206 747	69 426	276 173
Juil.	57 276	2 068	107 169	2 268	5 686	117 191	174 467	28 351	6 099	34 450	208 917	70 367	279 284
Août	58 126	2 528	107 715	2 308	5 686	118 237	176 363	28 419	6 114	34 533	210 896	70 834	281 730
Sept.	56 834	2 027	110 813	2 399	5 686	120 925	177 759	28 494	6 139	34 633	212 392	71 772	284 164
Oct.	56 317	1 746	108 705	2 330	5 686	118 467	174 784	28 768	6 177	34 945	209 729	72 960	282 689
Nov.	56 167	1 758	108 825	2 385	5 686	118 654	174 821	28 810	6 185	34 995	209 816	74 170	283 986
Déc.	58 169	1 789	112 950	2 486	5 686	122 911	181 080	29 032	6 208	35 240	216 320	76 281	292 601

(1) Comptes à terme et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôts souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 6 - AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES (*)

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat PL 1					Agrégat PL 2		Agrégat PL 3		Total Agrégats PL
	Bons du Trésor à 6 mois	Bons du Trésor négociables (1)	Billets de Trésorerie	Bons émis par les sociétés de financement	Total	Titres émis par les OPCVM obligations	Total	Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés	Total	
1998 Déc.	7 767	10 496	-	225	18 488	9 154	9 154	6 590	6 590	34 232
1999 Déc.	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
2000 Déc.	4 006	7 660	-	125	11 791	12 722	12 722	3 214	3 214	27 727
1999 Janv.	7 767	10 995	-	220	18 982	10 019	10 019	7 298	7 298	36 299
Fév.	8 239	10 692	-	213	19 144	11 236	11 236	7 473	7 473	37 853
Mars	7 473	10 174	-	213	17 860	12 019	12 019	7 155	7 155	37 034
Avril	7 113	11 392	-	215	18 720	11 607	11 607	7 144	7 144	37 471
Mai	7 012	11 551	-	215	18 778	14 141	14 141	6 450	6 450	39 369
Juin	7 016	10 648	-	218	17 882	14 268	14 268	6 315	6 315	38 465
Juil.	7 316	10 440	-	218	17 974	14 593	14 593	6 230	6 230	38 797
Août	6 477	10 440	-	218	17 135	15 722	15 722	6 233	6 233	39 090
Sept.	6 420	8 991	-	216	15 627	16 251	16 251	5 807	5 807	37 685
Oct.	6 431	9 198	-	216	15 845	17 995	17 995	5 727	5 727	39 567
Nov.	6 821	8 899	-	116	15 836	19 357	19 357	5 583	5 583	40 776
Déc.	7 019	8 171	-	108	15 298	18 630	18 630	5 423	5 423	39 351
2000 Janv.	6 727	8 062	-	108	14 897	18 077	18 077	5 334	5 334	38 308
Fév.	5 832	8 752	-	108	14 692	18 685	18 685	4 716	4 716	38 093
Mars	6 786	7 778	-	110	14 674	18 615	18 615	4 711	4 711	38 000
Avril	6 140	8 110	-	110	14 360	18 615	18 615	4 711	4 711	37 686
Mai	5 889	7 882	-	117	13 888	19 604	19 604	4 513	4 513	38 005
Juin	4 424	7 722	-	115	12 261	19 113	19 113	4 278	4 278	35 652
Juil.	4 064	8 061	-	115	12 240	16 921	16 921	4 601	4 601	33 762
Août	4 036	8 121	-	108	12 265	17 269	17 269	4 756	4 756	34 290
Sept.	4 070	7 881	-	108	12 059	17 853	17 853	4 146	4 146	34 058
Oct.	3 995	7 945	-	108	12 048	17 653	17 653	3 963	3 963	33 664
Nov.	4 006	8 562	-	107	12 675	17 653	17 653	3 963	3 963	34 291
Déc.	4 006	7 660	-	125	11 791	12 722	12 722	3 214	3 214	27 727

(*) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers. Les agrégats PL sont classés par ordre de proximité décroissante avec la monnaie.

(1) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications .

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 7 - CONTREPARTIES DE M 3

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur global									Crédit intérieur à		Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M 3 (Pour mémoire)
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Créances sur l'État				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)	caractère monétaire (II)			
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1998 Déc.	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999 Déc.	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000 Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	205 423	212 894	6 208	305 036	63 666	241 370	296 055	-3 454	292 601
1999 Janv.	42 235	1 348	43 583	18 918	59 674	9 612	88 204	7 400	166 734	174 134	5 369	267 707	54 823	212 884	256 467	-8 301	248 166
Fév.	41 993	983	42 976	19 336	58 757	9 622	87 715	7 222	166 566	173 788	5 402	266 905	55 242	211 663	254 639	-8 359	246 280
Mars	41 750	1 161	42 911	21 496	57 757	10 079	89 332	7 236	167 977	175 213	5 662	270 207	56 964	213 243	256 154	-5 676	250 478
Avril	43 288	823	44 111	19 516	56 928	8 691	85 135	7 258	170 041	177 299	5 627	268 061	57 275	210 786	254 897	-5 622	249 275
Mai	44 107	782	44 889	19 316	56 069	8 580	83 965	7 379	170 421	177 800	5 617	267 382	57 633	209 749	254 638	-4 829	249 809
Juin	47 496	174	47 670	18 652	56 501	8 675	83 828	7 397	174 960	182 357	5 609	271 794	59 871	211 923	259 593	-4 303	255 290
Juil.	52 316	1 860	54 176	17 799	56 889	8 000	82 688	7 046	179 307	186 353	5 615	274 656	59 029	215 627	269 803	-5 804	263 999
Août	60 038	651	60 689	11 974	53 014	7 525	72 513	7 062	179 253	186 315	5 634	264 462	59 566	204 896	265 585	-3 235	262 350
Sept.	59 510	553	60 063	12 772	52 937	7 872	73 581	7 034	180 083	187 117	5 654	266 352	59 712	206 640	266 703	-4 228	262 475
Oct.	59 630	756	60 386	16 278	48 650	7 906	72 834	7 062	182 734	189 796	5 687	268 317	59 480	208 837	269 223	-4 309	264 914
Nov	59 069	536	59 605	14 372	50 088	7 697	72 157	7 103	183 781	190 884	5 707	268 748	59 164	209 584	269 189	-4 803	264 386
Déc.	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000 Janv.	57 085	333	57 418	10 139	57 015	8 264	75 418	7 201	187 242	194 443	5 777	275 638	60 765	214 873	272 291	-4 276	268 015
Fév.	56 446	881	57 327	12 040	56 137	9 563	77 740	7 338	185 837	193 175	6 082	276 997	61 696	215 301	272 628	-3 072	269 556
Mars	54 645	779	55 424	14 030	54 642	8 707	77 379	7 522	185 545	193 067	6 084	276 530	60 761	215 769	271 193	-446	270 747
Avril	54 044	694	54 738	13 610	56 191	7 978	77 779	7 548	187 918	195 466	6 071	279 316	63 585	215 731	270 469	-821	269 648
Mai	52 801	1 502	54 303	14 812	57 053	7 957	79 822	7 607	189 891	197 498	6 102	283 422	66 490	216 932	271 235	-215	271 020
Juin	52 111	1 920	54 031	16 801	57 609	7 952	82 362	7 591	192 758	200 349	6 097	288 808	66 408	222 400	276 431	-258	276 173
Juil.	51 393	2 361	53 754	14 777	59 866	7 954	82 597	7 578	195 076	202 654	6 099	291 350	64 682	226 668	280 422	-1 138	279 284
Août	53 077	2 535	55 612	16 297	59 381	7 994	83 672	7 365	194 929	202 294	6 115	292 081	65 608	226 473	282 085	-355	281 730
Sept.	54 287	1 574	55 861	17 235	59 524	8 085	84 844	7 424	196 515	203 939	6 139	294 922	66 463	228 459	284 320	-156	284 164
Oct.	53 024	597	53 621	15 129	60 464	8 016	83 609	7 452	198 367	205 819	6 177	295 605	64 493	231 112	284 733	-2 044	282 689
Nov.	51 231	1 133	52 364	15 661	61 949	8 071	85 681	7 435	201 055	208 490	6 185	300 356	66 093	234 263	286 627	-2 641	283 986
Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	205 423	212 894	6 208	305 036	63 666	241 370	296 055	-3 454	292 601

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'Etat et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 8 - AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib											Avoirs extérieurs nets des banques			Total des avoirs extérieurs nets	
	Avoirs extérieurs bruts							Engagements extérieurs				Total (I-II)	Avoirs extérieurs bruts (1)	Engagements extérieurs (2)		Total
	Or	Devises convertibles	D.T.S.	F.M.I. - Tranche de réserve	Souscription au capital du F.M.A.	devises inconvertibles	Total (I)	Comptes des organismes internationaux	Autres engagements	Total (II)						
1998 Déc.	1 950	40 407	30	761	269	18	43 435	194	531	725	42 710	4 592	4 276	316	43 026	
1999 Déc.	1 950	55 323	858	1294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091	
2000 Déc.	1 955	48 742	1268	1294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 355	4 321	2 034	54 685	
1999 Janv.	1 950	39 955	31	761	271	18	42 986	194	557	751	42 235	6 403	5 055	1 348	43 583	
Fév.	1 950	39 167	21	1 294	272	18	42 722	194	535	729	41 993	5 614	4 631	983	42 976	
Mars	1 950	38 899	21	1 294	274	18	42 456	194	512	706	41 750	5 552	4 391	1 161	42 911	
Avril	1 950	39 753	687	1 294	275	18	43 977	194	495	689	43 288	5 299	4 476	823	44 111	
Mai	1 950	40 635	686	1 294	276	18	44 859	194	558	752	44 107	5 048	4 266	782	44 889	
Juin	1 950	44 075	663	1 294	276	18	48 276	193	587	780	47 496	4 853	4 679	174	47 670	
Juil.	1 950	48 703	888	1 294	276	-	53 111	193	602	795	52 316	7 185	5 325	1 860	54 176	
Août	1 950	56 394	859	1 294	278	-	60 775	192	545	737	60 038	5 125	4 474	651	60 689	
Sept.	1 950	55 899	863	1 294	279	-	60 285	192	583	775	59 510	4 636	4 083	553	60 063	
Oct.	1 950	55 959	869	1 294	281	-	60 353	192	531	723	59 630	4 873	4 117	756	60 386	
Nov.	1 950	55 389	882	1 294	285	-	59 800	192	539	731	59 069	4 872	4 336	536	59 605	
Déc.	1 950	55 323	858	1 294	285	-	59 710	193	633	826	58 884	4 812	4 605	207	59 091	
2000 Janv.	1 951	53 471	854	1 294	286	-	57 856	193	578	771	57 085	4 379	4 046	333	57 418	
Fév.	1 952	52 875	823	1 294	286	-	57 230	193	591	784	56 446	4 678	3 797	881	57 327	
Mars	1 953	51 440	828	1 294	287	-	55 802	193	964	1 157	54 645	5 290	4 511	779	55 424	
Avril	1 953	51 543	837	1 294	290	-	55 917	194	1 679	1 873	54 044	5 166	4 472	694	54 738	
Mai	1 953	49 309	831	1 294	288	-	53 675	192	682	874	52 801	5 351	3 849	1 502	54 303	
Juin	1 953	48 802	802	1 294	287	-	53 138	194	833	1 027	52 111	5 603	3 683	1 920	54 031	
Juil.	1 953	47 982	799	1 294	288	-	52 316	195	728	923	51 393	5 943	3 582	2 361	53 754	
Août	1 953	49 649	778	1 294	291	-	53 965	193	695	888	53 077	6 292	3 757	2 535	55 612	
Sept.	1 955	51 762	778	1 294	292	-	56 081	193	1 601	1 794	54 287	6 251	4 677	1 574	55 861	
Oct.	1 955	49 596	784	1 294	294	-	53 923	193	706	899	53 024	5 774	5 177	597	53 621	
Nov.	1 955	47 398	1320	1 294	291	-	52 258	194	833	1 027	51 231	5 816	4 683	1 133	52 364	
Déc.	1 955	48 742	1268	1 294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 355	4 321	2 034	54 685	

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers.

Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrib, constituant des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des dépôts en devises de leur clientèle.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 9 - CRÉANCES SUR L'ÉTAT

(en millions de dirhams)

Date	Créances de Bank Al-Maghrib									Créances des banques				Total des entreprises non financières et des particuliers (3) (III)	Total des créances sur l'État (I+II+III)	
	Créances propres de Bank Al-Maghrib								Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Total (I)	Portefeuille d'effets publics					
	Avances à l'État (1)	Traites douanières et obligations cautionnées	Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux	Total brut	Avoirs liquides détenus par les comptables publics (2) (à déduire)	Total créances propres de Bank Al-Maghrib	Bons du Trésor en comptes courants			Emprunts d'État	Total	Dépôts des banques auprès du Trésor			Total (II)
1998 Déc.	18 274	-	1 767	28	20 069	825	19 244		19 244	56 504	1 930	58 434	180	58 614	6 652	84 510
1999 Déc.	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405	-	13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
2000 Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	...	...	61 633	96	61 729	8 172	85 934
1999 Janv.	17 388	-	2 180	42	19 610	692	18 918		18 918	56 991	2 480	59 471	203	59 674	9 612	88 204
Fév.	18 211	-	1 897	104	20 212	876	19 336		19 336	56 271	2 349	58 620	137	58 757	9 622	87 715
Mars	19 716	-	2 395	28	22 139	643	21 496		21 496	55 208	2 442	57 650	107	57 757	10 079	89 332
Avril	18 523	-	1 602	28	20 153	637	19 516		19 516	55 025	1 765	56 790	138	56 928	8 691	85 135
Mai	18 503	-	1 428	27	19 958	642	19 316		19 316	53 939	2 014	55 953	116	56 069	8 580	83 965
Juin	12 645	-	1 544	105	14 294	642	13 652	5 000	18 652	54 410	2 014	56 424	77	56 501	8 675	83 828
Juil.	13 224	-	880	94	14 198	649	13 549	4 250	17 799	54 229	2 539	56 768	121	56 889	8 000	82 688
Août	7 417	-	885	29	8 331	639	7 692	4 282	11 974	50 777	2 154	52 931	83	53 014	7 525	72 513
Sept.	10 009	-	1 068	28	11 105	683	10 422	2 350	12 772	51 792	1 035	52 827	110	52 937	7 872	73 581
Oct.	13 595	-	1 006	30	14 631	703	13 928	2 350	16 278	47 083	1 463	48 546	104	48 650	7 906	72 834
Nov.	13 993	-	1 040	49	15 082	710	14 372	-	14 372	48 990	985	49 975	113	50 088	7 697	72 157
Déc.	13 222	-	688	27	13 937	532	13 405	-	13 405	52 496	2 306	54 802	115	54 917	7 711	76 033
2000 Janv.	9 434	-	1 139	30	10 603	464	10 139	-	10 139	...	...	56 867	148	57 015	8 264	75 418
Fév.	11 788	-	933	31	12 752	712	12 040	-	12 040	...	...	56 043	94	56 137	9 563	77 740
Mars	13 584	-	1 269	49	14 902	872	14 030	-	14 030	...	...	54 552	90	54 642	8 707	77 379
Avril	13 990	-	446	68	14 504	894	13 610	-	13 610	...	...	56 099	92	56 191	7 978	77 779
Mai	14 879	120	580	39	15 618	806	14 812	-	14 812	...	...	56 954	99	57 053	7 957	79 822
Juin	14 879	205	2 490	33	17 607	806	16 801	-	16 801	...	...	57 477	132	57 609	7 952	82 362
Juil.	14 643	-	913	27	15 583	806	14 777	-	14 777	...	...	59 731	135	59 866	7 954	82 597
Août	15 426	571	605	2	16 604	806	15 798	499	16 297	...	...	59 249	132	59 381	7 994	83 672
Sept.	15 426	927	1 093	96	17 542	806	16 736	499	17 235	...	...	59 380	144	59 524	8 085	84 844
Oct.	15 178	-	493	25	15 696	806	14 890	239	15 129	...	...	60 275	189	60 464	8 016	83 609
Nov.	14 109	-	1 225	25	15 359	806	14 553	1 108	15 661	...	...	61 773	176	61 949	8 071	85 681
Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	...	...	61 633	96	61 729	8 172	85 934

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptables publics et compte créancier du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib nivelé à hauteur d'un million de dirhams.

(3) Contrepartie des comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux et de la Trésorerie Générale du Royaume.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 10 - CONCOURS À L'ECONOMIE (*)

(en millions de dirhams)

Date	Concours à l'économie														
	Concours des banques													Crédits de Bank Al-Maghrib	Total
	Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers							Concours aux sociétés de financement			Portefeuille de titres de placement des banques	Total			
	Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Créances diverses sur la clientèle	Créances en souffrance	Total	Crédits	Bons des sociétés de financement détenus par les banques	Total					
2000 Déc.	75 588	45 227	27 023	8 003	4 283	35 805	195 929	8 079	438	8 517	977	205 423	7 471	212 894	
2000 Janv.	74 887	40 913	24 098	6 717	4 335	28 785	179 735	5 432	220	5 652	1 855	187 242	7 201	194 443	
Fév.	73 108	39 264	24 219	6 824	3 818	31 141	178 374	5 103	215	5 318	2 145	185 837	7 338	193 175	
Mars	73 173	38 481	24 667	6 958	3 089	30 336	176 704	6 323	276	6 599	2 242	185 545	7 522	193 067	
Avril	74 029	39 543	24 760	7 005	2 948	30 895	179 180	6 516	300	6 816	1 922	187 918	7 548	195 466	
Mai	74 706	39 061	25 623	7 124	2 530	32 206	181 250	6 414	257	6 671	1 970	189 891	7 607	197 498	
Juin	74 255	40 245	25 810	7 553	2 758	33 714	184 335	6 744	297	7 041	1 382	192 758	7 591	200 349	
Juil.	74 384	40 055	26 149	7 768	3 269	34 124	185 749	7 594	425	8 019	1 308	195 076	7 578	202 654	
Août	73 509	40 312	26 554	7 823	3 169	34 479	185 846	7 623	367	7 990	1 093	194 929	7 365	202 294	
Sept.	73 051	41 335	25 696	7 881	3 549	35 972	187 484	7 732	201	7 933	1 098	196 515	7 424	203 939	
Oct.	74 449	40 223	26 167	7 835	3 778	36 010	188 462	8 637	248	8 885	1 020	198 367	7 452	205 819	
Nov.	74 307	43 353	26 843	8 145	2 981	35 910	191 539	8 220	226	8 446	1 070	201 055	7 435	208 490	
Déc.	75 588	45 227	27 023	8 003	4 283	35 805	195 929	8 079	438	8 517	977	205 423	7 471	212 894	

(*) La répartition des concours à l'économie est issue d'une nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 11 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES (1981 -1999) (*)

(en millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M 3							Agrégats de placements liquides			
	Agrégat M 2						M 3 = M 2 + Placements à terme	PL 1 ⁽³⁾	PL 2 ⁽⁴⁾	PL 3 ⁽⁵⁾	Total
	Agrégat M 1			Placements à vue ⁽¹⁾	M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽²⁾					
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total								
1981	11 121	16 106	27 227	1 353	28 580	6 664	35 244	383	-	-	383
1982	12 023	17 584	29 607	1 735	31 342	7 654	38 996	336	-	-	336
1983	13 635	20 345	33 980	2 259	36 239	10 227	46 466	351	-	-	351
1984	14 770	22 305	37 075	2 744	39 819	11 373	51 192	1 094	-	-	1 094
1985	16 194	26 570	42 764	3 136	45 900	14 416	60 316	3 275	-	-	3 275
1986	18 694	31 361	50 055	4 160	54 215	15 851	70 066	7 385	-	-	7 385
1987	20 003	34 718	54 721	5 891	60 612	16 485	77 097	11 871	-	-	11 871
1988	21 913	40 335	62 248	7 573	69 821	18 867	88 688	12 197	-	-	12 197
1989	24 814	44 460	69 274	9 317	78 591	21 441	100 032	14 698	-	-	14 698
1990	29 543	53 115	82 658	11 491	94 149	24 883	119 032	14 947	-	-	14 947
1991	34 269	60 352	94 621	14 051	108 672	31 190	139 862	13 931	-	-	13 931
1992	35 744	64 939	100 683	14 913	115 596	37 467	153 063	15 655	-	-	15 655
1993	37 202	68 576	105 778	15 959	121 737	43 986	165 723	16 796	-	-	16 796
1994	41 021	76 163	117 184	18 685	135 869	47 464	183 333	21 844	-	-	21 844
1995	43 154	81 329	124 483	21 279	145 762	52 494	198 256	22 910	-	8	22 918
1996	46 447	84 346	130 793	23 466	154 259	57 283	211 542	23 158	220	1 696	25 074
1997	48 662	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964	19 821	2 708	3 057	25 586
1998	50 644	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909	18 488	9 154	6 590	34 232
1999	56 713	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986	15 298	18 630	5 423	39 351
2000	58 169	122 911	181 080	35 240	216 320	76 281	292 601	11 791	12 722	3 214	27 727

(*) Avoirs des personnes physiques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie).

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations .

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et diversifiés.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 12 - CONTREPARTIES DE M 3 (1981 - 1999)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur global									Crédit intérieur à		Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M 3 (Pour mémoire)
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Créances sur l'état				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)	caractère monétaire (II)			
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1981	86	2	88	9 722	8 552	1 747	20 021	425	22 886	23 311	482	43 814	7 119	36 695	36 783	-1 539	35 244
1982	743	48	791	8 336	9 185	1 844	19 365	682	26 406	27 088	552	47 005	7 324	39 681	40 472	-1 476	38 996
1983	-56	35	-21	10 924	12 423	1 715	25 062	1 034	30 169	31 203	626	56 891	9 094	47 797	47 776	-1 310	46 466
1984	300	70	370	10 857	13 107	1 926	25 890	1 675	34 557	36 232	719	62 841	10 523	52 318	52 688	-1 496	51 192
1985	972	137	1 109	10 048	17 888	2 028	29 964	3 079	39 311	42 390	780	73 134	12 219	60 915	62 024	-1 708	60 316
1986	1 705	-18	1 687	9 558	25 138	2 301	36 997	5 184	43 184	48 368	897	86 262	15 285	70 977	72 664	-2 598	70 066
1987	2 985	228	3 213	8 799	28 277	2 925	40 001	5 835	46 588	52 423	1 053	93 477	17 750	75 727	78 940	-1 843	77 097
1988	4 292	254	4 546	10 078	32 690	4 347	47 115	6 033	52 411	58 444	1 236	106 795	21 011	85 784	90 330	-1 642	88 688
1989	3 951	137	4 088	10 614	37 701	4 988	53 303	6 699	59 418	66 117	1 428	120 848	22 703	98 145	102 233	-2 201	100 032
1990	16 600	612	17 212	11 517	34 575	5 208	51 300	6 814	71 000	77 814	1 663	130 777	27 483	103 294	120 506	-1 474	119 032
1991	24 435	637	25 072	12 116	35 346	6 274	53 736	6 845	87 850	94 695	1 917	150 348	32 144	118 204	143 276	-3 414	139 862
1992	31 504	590	32 094	9 924	41 427	6 151	57 502	7 001	99 079	106 080	2 150	165 732	40 301	125 431	157 525	-4 462	153 063
1993	36 900	735	37 635	9 936	46 295	6 532	62 763	7 045	104 747	111 792	2 342	176 897	45 480	131 417	169 052	-3 329	165 723
1994	40 753	299	41 052	8 185	54 747	6 783	69 715	7 307	114 796	122 103	2 754	194 572	48 072	146 500	187 552	-4 219	183 333
1995	32 348	426	32 774	18 490	52 908	6 789	78 187	7 619	128 982	136 601	3 292	218 080	49 854	168 226	201 000	-2 744	198 256
1996	35 214	166	35 380	18 758	54 847	8 032	81 637	7 386	142 056	149 442	3 866	234 945	54 172	180 773	216 153	-4 610	211 543
1997	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	205 423	212 894	6 208	305 036	63 666	241 370	296 055	-3 454	292 601

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 13 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

	1998			1999			2000		
	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes
Janvier	4 382	3 403	979	4 045	3 584	461	3 027	5 918	-2 891
Février	2 999	3 720	-721	3 207	3 912	-705	3 647	4 528	-881
Mars	3 655	3 610	45	5 834	3 025	2 809	5 820	4 225	1 595
Avril	4 588	3 944	644	3 359	5 228	-1 869	4 102	4 390	-288
Mai	3 280	3 798	-518	3 547	3 960	-413	3 920	4 758	-838
Juin	3 641	3 089	552	4 137	3 330	807	4 805	3 899	906
Juillet	6 026	3 212	2 814	6 114	3 265	2 849	6 433	3 527	2 906
Août	4 510	3 568	942	4 411	3 847	564	5 641	4 698	943
Septembre	3 241	4 772	-1 531	3 406	5 185	-1 779	4 134	5 543	-1 409
Octobre	4 125	4 348	-223	4 339	4 319	20	4 331	5 006	-675
Novembre	3 055	3 729	-674	3 500	4 154	-654	4 675	4 754	-79
Décembre	3 964	4 087	-123	7 887	3 168	4 719	5 358	3 204	2 154
Total	47 466	45 280	2 186	53 786	46 977	6 809	55 892	54 450	1 443

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 14- MOUVEMENTS DES CHAMBRES DE COMPENSATION

(en millions de dirhams)

Période	Chèques compensés (1)	Effets compensés (1)	Virements	Total
Année 1990	205 374	53 654	81 145	340 173
" 1991	236 863	55 277	85 590	377 730
" 1992	265 870	56 586	91 478	413 934
" 1993	264 973	49 945	90 541	405 459
" 1994	289 115	40 473	104 251	433 839
" 1995	312 092	41 650	112 375	466 117
" 1996	328 226	41 733	127 739	497 698
" 1997	355 284	44 073	184 724	584 081
" 1998	374 491	48 265	233 637	656 393
" 1999	416 715	49 608	294 711	761 033
1997 I	83 102	10 515	35 461	129 078
II	88 577	10 556	55 320	154 453
III	90 239	11 140	45 550	146 929
IV	93 366	11 862	48 393	153 621
1998 I	87 797	11 822	55 502	155 121
II	93 702	11 679	53 917	159 298
III	93 224	12 306	64 239	169 769
IV	99 768	12 458	59 979	172 205
1999 Janvier	30 904	3 944	16 638	51 486
Février	32 343	4 148	20 879	57 370
Mars	33 809	4 064	19 817	57 690
Avril	34 992	4 104	22 626	61 722
Mai	33 713	4 002	28 135	65 850
Juin	33 995	4 184	27 210	65 389
Juillet	39 672	4 529	36 069	80 270
Août	40 537	4 049	25 668	70 254
Septembre	33 504	4 402	23 739	61 645
Octobre	35 996	4 399	23 724	64 119
Novembre	31 440	4 138	24 464	60 042
Décembre	35 810	3 645	25 742	65 196
2000 Janvier	32 869	4 891	23 178	60 938
Février	34 977	4 362	20 979	60 318
Mars	36 695	4 492	23 689	64 876
Avril	32 355	3 773	20 360	56 488
Mai	38 352	4 468	27 549	70 369
Juin	35 836	4 225	30 460	70 521
Juillet	38 353	4 475	30 874	73 702
Août	36 032	4 396	27 601	68 029
Septembre	34 967	4 808	32 790	72 565
Octobre	35 296	4 465	28 504	68 265
Novembre	34 311	4 664	26 167	65 142
Décembre	31 017	3 592	26 483	61 092

(1) Valeurs échangées déduction faite des rejets.

Source : Bank Al-Maghrib.

II- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT

II - 1 - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB (*)

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire ⁽¹⁾									Interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire					
	Monnaie "Banque centrale"				Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrib	Concours de Bank Al-Maghrib au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrib	Autres facteurs	Total	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures	Open market ⁽³⁾	Reprises de liquidités ⁽⁴⁾	Total ⁽⁵⁾
	Billets et monnaies	Comptes des banques et du Trésor ⁽²⁾	Autres	Sous- total											
1998															
Déc.	+418	-685	-56	-323	+253	-1 456	+365	+340	-821	+434	-11	+398			+821
1999															
Jan.	-821	+2 135	+58	+1 372	-1 206	+320	+179	-241	+424	+138	-27	-535			-424
Fév.	+909	-1 740	+50	-781	+1 097	-412	-521	+158	-459	+612	-153	-			+459
Mars	-951	+858	+3	-90	-334	+1 777	+8	+685	+2 045	-2 377	+324	+8			-2 045
Avr.	-442	-1 480	-275	-2 197	-473	-476	+476	-3	-2 673	+2 969	-310	+14			+2 673
Mai	+858	+1 600	+245	+2 703	+811	+224	-610	-87	+3 042	-3 121	+99	-20			-3 042
Juin	-115	-1 351	+67	-1 399	+1 599	-1 525	+88	+226	-1 012	+1 125	-113	-1			+1 012
Juil.	-2 085	+602	-193	-1 675	+1 966	-4 569	+307	+64	-3 908	-1 030	-	-2	+4 940		+3 908
Août	-2 144	-3 205	-647	-5 997	+11 921	-5 195	-686	+199	+243	+330	+216	+1	-790		-243
Sept.	+940	+2 497	+105	+3 542	+247	-253	-267	+172	+3 441	-2 050	-216	-	-1 175		-3 441
Oct.	+1 026	-394	+85	+717	-137	+4 410	+509	-669	+4 830	-	-	-1	-625	-4 204	-4 830
Nov.	+397	+440	+27	+864	-328	+2 063	-427	-510	+1 662	-	-	+1	-1 762	+99	-1 662
Déc.	-1 185	-438	-160	-1 783	-103	-513	-160	+565	-1 994	-	+265	+6	-588	+2 311	+1 994
2000															
Jan.	-1 675	-335	-1	-2 011	-2 009	-1 366	+73	-301	-5 614	+2 792	+1 035	-7	-	+1 794	+5 614
Fév.	+2 045	+290	+58	+2 393	+229	-2 530	+61	+62	+215	+458	-716	+43	-	-	-215
Mars	-1 690	+73	+223	-1 394	-649	+3 358	+116	+227	+1 658	-1 130	-380	-24	-	-124	-1 658
Avr.	+595	+262	+74	+931	-313	+190	+144	-69	+883	-553	+242	+47	-	-619	-883
Mai	+367	-98	+180	+449	-1 763	+867	+30	+190	-227	-647	+313	-42	-	+603	+227
Juin	-207	-461	+193	-475	-831	+1 090	+33	-231	-414	+458	-158	-26	-	+140	+414
Juil.	-2 042	+9	+152	-1 881	-2 076	+1 298	+11	+841	-1 808	+1 922	-120	+6	-	-	+1 808
Août	-2 333	-149	-4	-2 486	+1 170	-1 601	-172	+289	-2 800	+2 636	-328	-7	+499	-	+2 800
Sept.	+924	-838	-258	-172	+954	+1 089	-38	-268	+1 565	-1 636	+69	+3	-	-	-1 565
Oct.	+970	+1 507	+518	+2 995	-616	-882	+37	+406	+1 941	-1 825	-114	-2	-	-	-1 941
Nov.	+192	-1 662	+126	-1 344	-1 687	+789	-17	-144	-2 403	+2 138	+90	-	+175	-	+2 403
Déc.	-551	+636	-55	+30	+284	-228	+31	-819	-704	-161	+234	-	+630	-	+704

(*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Les avoirs en comptes des banques sont constitués presque exclusivement de la réserve monétaire.

(3) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(4) Sous forme de dépôts rémunérés constitués auprès de Bank Al-Maghrib. Le signe (-) correspond à une ponction de liquidités et le signe (+) à une remise de liquidités.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrib et le signe (-) à une ponction.

Source : Bank Al-Maghrib

II - 2 - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 1999 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs	
31 décembre 98 au 6 janvier 99	3 000	197	61		3 258
7 au 13 janvier	2 800	-	3		2 803
14 au 20 janvier	3 567	-	123		3 690
21 au 27 janvier	3 100	347	79		3 526
28 janvier au 3 février	4 700	91	2		4 793
4 au 10 février	5 165	-	21		5 186
11 au 17 février	4 935	-	31		4 966
18 au 24 février	3 814	-	1		3 815
25 février au 3 mars	2 700	-	5		2 705
4 au 10 mars	3 000	-	-		3 000
11 au 17 mars	3 000	-	-		3 000
18 au 24 mars	350	-	8		358
25 au 31 mars	757	924	141		1 822
1er au 7 avril	4 500	-	7		4 507
8 au 14 avril	5 005	-	35		5 040
15 au 21 avril	5 500	50	181		5 731
22 au 28 avril	5 024	-	1		5 025
29 avril au 5 mai	3 700	-	-	12	3 712
6 au 12 mai	3 800	-	-	1	3 801
13 au 19 mai	1 100	-	-	5	1 105
20 au 26 mai	400	-	-	1	401
27 mai au 2 juin	1 200	321	29	2	1 552
3 au 9 juin	2 500	-	-	4	2 504
10 au 16 juin	2 900	-	-	2	2 902
17 au 23 juin	3 600	-	-	-	3 600
24 au 30 juin	2 000	-	-	7	2 007
1 au 7 juillet.....	600	-	-	16	616
8 au 14 juillet.....	1 900	-	-	2	1 902
15 au 21 juillet.....	3 900	-	-	1	3 901
22 au 28 juillet.....	2 200	-	-	3	2 203
29 juillet au 4 août.....	-	-	-	7	7
5 au 11 août.....	2 000	536	-	12	2 548
12 au 18 octobre.....	4 500	172	-	3	4 675
19 au 25 août	1 000	64	-	-	1 064
26 août au 1er septembre.....	700	-	-	1	701
2 au 8 septembre.....	-	-	-	1	1
9 au 15 septembre.....	-	-	-	4	4
16 au 22 septembre.....	-	-	-	4	4
23 au 29 septembre.....	-	-	-	1	1
30 septembre au 6 octobre.....	-	-	-	1	1
7 au 13 octobre.....	-	-	-	1	1
14 au 20 octobre.....	-	-	-	1	1
21 au 27 octobre.....	-	-	-	22	22
28 octobre au 3 novembre	-	-	-	56	56
4 au 10 novembre.....	-	-	-	13	13
11 au 18 novembre.....	-	-	26	4	30
19 au 24 novembre.....	-	-	-	9	9
25 novembre au 1er décembre.....	-	-	-	51	51
2 au 8 décembre.....	-	-	80	9	89
9 au 15 décembre	-	-	-	5	5
16 au 22 décembre	-	-	18	19	37
23 au 29 décembre	-	-	6	9	15

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2000 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs	
30 décembre 99 au 5 janvier 2000	-	1 885	112	25	2 022
6 au 12 janvier	1 910	2 293	201	36	4 441
13 au 19 janvier	3 558	529	14	16	4 117
20 au 26 janvier	2 500	1 184	157	23	3 864
27 janvier au 2 février	3 200	735	-	4	3 939
3 au 9 février	3 000	987	91	48	4 126
10 au 16 février	4 500	490	-	-	4 990
17 au 23 février	3 500	-	-	1	3 501
24 février au 1er mars	2 000	332	83	42	2 457
2 au 8 mars	2 000	516	122	21	2 659
9 au 15 mars	3 200	230	38	3	3 470
16 au 22 mars	3 400	-	23	3	3 426
23 au 29 mars	2 000	-	-	2	2 002
30 mars au 5 avril.....	-	295	100	17	412
6 au 12 avril.....	1 714	498	59	3	2 274
13 au 19 avril.....	1 800	150	141	9	2 099
20 au 26 avril.....	1 268	463	146	38	1 915
27 avril au 3 mai.....	1 200	249	76	11	1 536
4 au 10 mai.....	1 700	134	1	28	1 863
11 au 17 mai.....	1 350	421	66	12	1 849
18 au 24 mai.....	311	1 410	44	22	1 787
25 au 31 mai.....	321	557	6	14	898
1 au 7 juin.....	1 321	395	85	1	1 802
8 au 14 juin.....	1 870	443	14	1	2 328
15 au 21 juin.....	629	1 154	72	12	1 867
22 au 28 juin.....	629	946	-	4	1 579
29 juin au 5 juillet.....	1 200	196	-	4	1 400
6 au 12 juillet.....	1 800	96	-	17	1 913
13 au 19 juillet.....	2 800	146	-	3	2 949
20 au 26 juillet.....	3 300	623	90	2	4 015
27 juillet au 2 août.....	5 300	669	-	1	5 970
3 au 9 août.....	6 051	166	-	1	6 218
10 au 16 août.....	6 392	81	-	-	6 473
17 au 23 août.....	5 800	85	-	1	5 886
24 au 30 août.....	5 500	86	-	1	5 587
31 août au 6 septembre.....	4 700	108	-	1	4 809
7 au 13 septembre.....	5 400	133	-	3	5 536
14 au 20 septembre.....	4 400	297	-	1	4 698
21 au 27 septembre.....	4 000	240	-	4	4 244
28 septembre au 4 octobre.....	3 000	183	-	3	3 186
5 au 11 octobre.....	2 500	99	-	1	2 600
12 au 18 octobre.....	3 100	87	-	2	3 188
19 au 25 octobre.....	1 800	93	-	6	1 899
26 octobre au 1 novembre.....	2 500	83	-	1	2 584
2 au 8 novembre.....	4 450	182	-	2	4 634
9 au 15 novembre.....	5 000	233	-	1	5 234
16 au 22 novembre.....	5 000	167	-	-	5 167
23 au 29 novembre.....	4 000	93	-	2	4 095
30 novembre au 6 décembre.....	4 700	148	-	2	4 850
7 au 13 décembre.....	5 400	79	-	2	5 481
14 au 20 décembre.....	3 400	67	-	-	3 467
21 au 28 décembre.....	3 360	649	-	3	4 012
29 décembre au 3 janvier 2001.....	5 400	1 219	-	3	6 622

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 3 - TAUX DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB
SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1996												
- 7 jours (appels d'offres)	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽¹⁾	6,50
- 5 jours	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,50	8,00 ⁽¹⁾	8,00
- 24 heures	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,00 ⁽¹⁾	12,00
1997												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 5 jours	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
- 24 heures	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00
1998												
- 7 jours (appels d'offres)	6,50	6,00 ⁽²⁾	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
- 5 jours	8,00	7,50 ⁽²⁾	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
- 24 heures	12,00	11,50 ⁽²⁾	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50	11,50
1999												
- 7 jours (appels d'offres)	6,00	6,00	5,50 ⁽³⁾	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,00 ⁽⁴⁾	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	7,50	7,50	7,00 ⁽³⁾	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	6,50 ⁽⁴⁾	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	11,50	11,50	11,00 ⁽³⁾	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	10,50 ⁽⁴⁾	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)			13,00 ⁽⁵⁾	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	12,50 ⁽⁴⁾	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités ⁽⁶⁾										4,50	4,50	4,50
2000												
- 7 jours (appels d'offres)	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
- 5 jours	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50
- Reprises de liquidités ⁽⁷⁾	-	4,50	4,50	4,50	4,50	-	-	-	-	-	-	4,00-4,70 ⁽⁸⁾

(1) A compter du 7 novembre 1996.

(2) A compter du 18 février 1998.

(3) A compter du 23 mars 1999.

(4) A compter du 22 septembre 1999.

(5) La distinction est désormais faite entre les avances à 24 heures, à l'initiative des banques, et celles accordées automatiquement pour la couverture des soldes débiteurs.

(6) Dépôts constitués par les banques auprès de Bank Al-Maghrib entre le 12 octobre le 19 décembre 1999.

(7) Dépôts constitués auprès de Bank Al-Maghrib pour de courtes périodes, entre le 28 février et le 12 mai 2000.

(8) Reprises de liquidités à des taux différenciés : 4,65% à 4,70% le 13 décembre et 4% le 20 décembre 2000.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 4 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE

(taux annuels en pourcentage)

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1996												
- Taux de fin de mois	7,04	7,50	7,00	7,45	7,49	7,00	7,25	7,00	7,00	7,08	7,25	6,52
- Taux moyen	7,66	7,37	7,11	7,41	7,19	7,28	7,27	7,48	7,35	7,23	7,24	6,85
1997												
- Taux de fin de mois	6,52	6,52	6,09	8,16	6,42	5,50	6,09	6,57	6,96	6,04	7,07	6,74
- Taux moyen	7,09	6,68	6,33	7,28	7,16	6,29	5,68	7,00	6,67	7,18	6,52	6,69
1998												
- Taux de fin de mois	6,51	6,25	5,00	6,64	5,64	5,47	5,79	6,34	5,25	6,45	6,30	6,15
- Taux moyen	6,65	6,71	5,53	6,57	6,81	5,89	5,85	6,35	6,27	5,82	6,59	6,57
1999												
- Taux de fin de mois	7,49	5,93	6,89	5,47	6,76	5,54	5,71	5,80	4,58	4,45	4,62	5,29
- Taux moyen	6,56	6,54	6,04	6,41	5,79	6,07	5,68	5,96	5,31	4,03	4,62	4,67
2000												
- Taux de fin de mois	5,01	4,46	5,29	4,73	5,51	5,21	6,50	5,20	5,10	5,58	5,34	6,32
- Taux moyen	5,42	5,22	5,20	5,48	5,24	5,29	5,70	5,71	5,49	5,31	5,57	5,35

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.1 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

	Déc.1997	Déc.1998	Juin 1999	Juillet - Déc 1999	Janvier - juin 2000	Juillet- Déc. 2000
Dépôts chez les banques						
- Comptes à vue ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-
- Comptes sur carnets ⁽²⁾	7,00	6,00	6,00	5,56	3,89	4,48
- Autres comptes ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-

(1) Non rémunérés.

(2) Taux minimum de rémunération. À compter du 1er juillet 1999, il est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par adjudication, au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

(3) Taux libre

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.2 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(taux annuels en pourcentage)

	Déc.1997	Janvier - Juin 98	Juillet - Déc. 98	Janvier - Juin99	Juillet - Déc. 99	Janvier - Juin 2000	Juillet- Déc. 2000
Livrets de la Caisse d'épargne nationale	8,00	6,25 ⁽¹⁾	5,50	5,00	4,75	2,80	3,30

(1) À partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudications au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.3 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS DANS LE PUBLIC

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 6 mois ⁽¹⁾	Bons à 1 an ⁽²⁾	Bons à 3 ans ⁽²⁾	Bons à 5 ans ⁽²⁾
1997				
1 er trimestre	8,50	8,50	9,00	9,50
2 ème trimestre	8,00	8,00	8,50	9,00
3 ème trimestre	7,50	8,00	8,50	9,00
4 ème trimestre	7,50	7,50	8,00	8,50
1998				
1 er trimestre	7,00	7,00	7,50	8,00
2 ème trimestre	6,50	7,00	7,25	7,50
3 ème trimestre	6,50	-	-	-
4 ème trimestre	6,50	7,00	7,25	7,50
1999				
1 er trimestre	6,50	6,75	7,00	7,25
2 ème trimestre	6,25	-	-	-
3 ème trimestre	6,00	-	-	-
4 ème trimestre	6,00	-	-	-
2000				
1 er trimestre	5,50 ⁽³⁾	-	-	-
2 ème trimestre	5,50	-	-	-
3 ème trimestre	5,50	-	-	-
4 ème trimestre	5,50	-	-	-

(1) Émission permanente de bons sur formule.

(2) Titres émis dans le cadre des emprunts nationaux.

(3) À compter de janvier 2000.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5. 4 - TAUX CRÉDITEUR MOYEN PONDÉRÉ DES DÉPÔTS

À 6 MOIS ET 1 AN

(taux annuels en pourcentage)

Années	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois	Taux moyen pondéré des dépôts à 1 an	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an
1998			
Décembre	6,25	6,82	6,56
1999			
Janvier	5,97	6,70	6,32
Février	5,99	6,74	6,38
Mars	6,03	6,65	6,32
Avril	5,87	6,51	6,19
Mai	5,91	6,25	6,09
Juin	6,13	6,51	6,31
Juillet	5,97	6,51	6,29
Août	5,91	6,49	6,34
Septembre	5,88	6,48	6,29
Octobre.....	5,66	6,34	6,05
Novembre	5,15	5,73	5,50
Décembre	5,05	5,74	5,42
2000			
Janvier	4,84	5,38	5,13
Février	4,78	5,31	5,03
Mars	4,93	5,07	4,99
Avril	4,72	5,13	4,92
Mai	4,74	5,13	4,92
Juin	4,71	5,16	4,95
Juillet	4,70	5,24	5,02
Août	4,69	5,03	4,95
Septembre	4,72	5,05	4,94
Octobre.....	4,73	5,11	4,95
Novembre	4,77	5,19	5,01
Décembre	5,05	5,10	5,07

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.5 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR
ÉMIS PAR ADJUDICATION**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
1997 Mars	7,50	8,00	8,50	8,77	9,86	10,25	10,50	
Juin	-	-	8,00	-	9,00	9,50	-	
Septembre	-	7,50	8,00	-	9,00	9,50	9,75	
Décembre	-	-	7,50	7,85	8,50	9,00	9,50	
1998 Mars	-	-	6,98	-	8,04	8,50	9,15	
Juin	-	-	6,95	7,00	7,70	8,26	-	
Septembre	-	-	6,99	-	7,50	-	-	
Décembre	-	-	6,92	-	7,48	8,01	8,50	
1999 Janvier	-	-	6,91	-	7,47	7,99	8,50	
Février	-	-	-	-	-	7,90	8,45	
Mars	-	-	6,90	-	7,36	7,84	8,37	
Avril	-	-	6,75	-	7,23	7,58	7,95	
Mai	6,00	6,20	6,52	-	7,14	7,50	-	
Juin	-	6,15	6,25	-	6,73	6,99	7,15	
Juillet	-	6,00	6,07	-	6,46	6,71	6,89	
Août	-	-	-	-	-	-	-	
Septembre	-	-	-	-	-	-	-	
Octobre	-	4,85	4,94	-	5,25	5,63	5,87	
Novembre	4,50	4,53	4,62	-	5,11	5,59	5,86	
Décembre	4,50	4,61	4,83	-	5,24	-	-	
2000 Janvier	4,50	4,65	5,37	-	5,70	6,36	6,70	
Février	-	-	-	-	-	-	-	
Mars	-	-	5,47	-	5,76	6,23	6,64	
Avril	-	-	5,50	-	5,81	-	6,67	
Mai	5,00	5,27	5,60	5,79	5,90	6,25	-	
Juin	5,00	-	5,62	5,81	5,90	6,45	-	
Juillet	5,32	5,38	5,73	5,90	6,06	6,60	-	
Août	5,45	5,46	5,98	6,10	6,49	7,00	-	
Septembre	5,50	5,59	6,02	-	6,51	7,00	-	
Octobre	-	6,60	6,03	6,26	6,56	7,03	7,38	7,70
Novembre	5,55	5,60	6,08	6,28	6,64	7,06	7,38	-
Décembre	5,73	5,90	6,33	6,56	6,72	6,84	-	-

**II - 5.6 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE ⁽¹⁾**
(taux annuels en pourcentage)

Bons et obligations émis par certains établissements financiers et non financiers	1997	1998	1999				1999
			1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	
à 3 ans	-	8,00	-	-	-	-	-
à 5 ans	-	7,95	-	7,75	-	6,25	6,25
à 7 ans	-	-	8,00	-	-	-	8,00
à 8 ans	-	-	-	-	-	-	-
à 10 ans	10,00	8,40	-	-	-	-	-
à 15 ans	10,50	-	8,50	-	-	-	8,50

(1) Taux offerts sur les dernières émissions.

II- 5. 7 - TAUX D'INTÉRÊT OFFERTS SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(taux annuels en pourcentage)

	1998	1999	2000											
			Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Certificats de dépôt														
A 10 jours	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	6 - 6,5	4 - 6,5	-	-	-	-	-	-	-	-	6,65	-	4,1	4
De 3 mois à 6 mois non inclus	6,1 - 6,75	6	-	-	-	-	-	-	-	6,5	-	-	-	-
De 6 mois à 12 mois non inclus	6,85 - 7,35	5,9	-	-	-	-	-	-	-	-	5,5	6,5	5,9	-
De 12 mois à 18 mois non inclus	7 - 7,85	5,2 - 7,25	-	-	5,5	6,35	-	-	-	7	-	6,8	-	6,8 - 7
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	7,4 - 8,025	6,55 - 7,15	-	6,1 - 6,12	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	7,25 - 8	6 - 7,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,5 - 8,75	7,4 - 7,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,5
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	7,8 - 9	6 - 8	-	-	-	-	-	-	-	-	7,1	7	-	-
A 7 ans	8,1 - 9	6 - 8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons de sociétés de financement														
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus	7,65 - 8,6	5,75 - 7,55	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	7,6 - 9	6 - 8,1	6,1	6,5 - 6,85	6,4 - 6,7	7,2	6,7-7,35	6,7-7,54	6,7-7,35	7	7	7 à 8	-	6,5-8,2
De 5 ans à 7 ans non inclus	8 - 9,25	6,15 - 7,3	-	-	-	-	7,5	-	-	-	-	7,7-8,14	-	-
A 7 ans	8,25	7,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie														
A 10 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 6 mois à 1 an non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A 1 an	7,5	6,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 6. 1- TAUX DE BASE BANCAIRES

	Mi-février - Avril 1996	Mai 1996 - Septembre 1997	Octobre 1997 - Avril 1998	Mai 1998 - Novembre 1999	Décembre 1999 - Décembre 2000
Taux de base bancaires					
- Crédits à l'exportation	8,75	8,50	8,00	7,50	7,50 - 7,00 ⁽²⁾
- Crédits à court terme	9,75	9,75	9,25	8,00 - 7,75 ⁽¹⁾	8,00 - 7,25 ⁽²⁾
- Crédits à moyen terme	10,50	10,00	9,50	8,25	8,25 - 7,50 ⁽²⁾
- Crédits à long terme	11,25	10,75	10,25	9,00	9,00 - 8,50 ⁽²⁾

(1) En juin 1999, une banque de la place a réduit de 0,25 point le taux de base des crédits à court terme.

(2) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,5 point ses taux de base, tandis qu'une autre banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et à long terme.

II - 6.2 - TAUX DÉBITEURS BANCAIRES MINIMUMS ET MAXIMUMS
(taux annuels en pourcentage)

Année 1997	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	8,00	13,00	8,00	13,00	8,00	11,50	8,00	11,50
- Autres crédits à court terme	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,00	13,75
- Crédits à moyen terme PME/PMI	9,00	13,25	9,00	13,25	9,00	13,25	9,00	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1998	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	8,00	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	11,50
- Autres crédits à court terme	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50	8,00	13,50
- Crédits à moyen terme PME/PMI	9,00	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25
- Autres crédits à moyen terme	9,00	13,75	8,25	13,75	8,25	13,75	8,25	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,75
Année 1999	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,50	11,50	7,50	11,50	7,50	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	8,00	13,50	7,75	13,50	7,75	13,50	7,25	13,50
- Crédits à moyen terme PME/PMI	8,25	13,25	8,00	13,25	8,00	12,25	7,50	12,00
- Autres crédits à moyen terme	8,25	13,25	8,25	13,25	8,25	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	9,00	13,75	9,00	13,75	9,00	13,50	8,50	13,25
Année 2000	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00		
- Autres crédits à court terme	7,25	13,50	7,25	13,25	7,25	13,25		
- Crédits à moyen terme PME/PMI	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00		
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25		
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25		

Source : Taux communiqués par les banques à Bank Al-Maghrib.

**II - 6.3 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELLS
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**
(taux annuels en pourcentage)

Taux \ Périodes	Avril - Sept. 1997	Oct. 1997 - Mars 1998	Avril - Sept. 1998	Oct. 1998 - Mars 1999	Avril -Sept. 1999	Oct. 1999 - Mars 2000	Avril - Sept. 2000	Oct. 2000 - Mars 2001
Taux moyen des banques	11,65	11,24	11,14	10,60	10,05	9,28	9,22	9,03
Taux moyen des sociétés de financement	22,87	20,50	19,31	18,37	17,51	16,54	15,62	14,96
TMP ^(*) de l'ensemble des établissements de crédit	12,01	11,55	11,51	10,97	10,49	9,77	9,85	9,66
Taux maximum des intérêts conventionnels	20,42	19,64	19,56	18,65	17,83	15,63 ⁽¹⁾	15,76	15,46

(*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit multiplié par 1,60 (au lieu de 1,70 auparavant).

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 7 - TAUX DES CONCOURS DE BANK AL-MAGHRIB À L'ÉTAT
(taux annuels en pourcentage)

	Déc.97	Déc.98	Mars 99	Juin 99	Sept.99	Déc.99	Mars 2000	Juin 2000	Sept. 2000	Déc. 2000
Concours à l'État										
Avance conventionnelle ⁽¹⁾	4,50	4,00	3,50	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances sur traites douanières et sur obligations cautionnées	8,50	8,50	8,50	8,50	5,00 ⁽³⁾	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00

(1) Taux appliqués à l'avance conventionnelle consentie en août 1995 et remboursée en juin 1999.

(2) Concours gratuits.

(3) Ce taux a été aligné sur le taux directeur de Bank Al-Maghrib à partir du 7 septembre 1999 (5,50 %), ce taux a été ramené à 5% à compter du 22 septembre de la même année.

Source : Bank Al-Maghrib.

III- SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

**III - 1 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999
EMPLOIS				
Immobilisations	182	229	307	340
dont :				
. Immobilisations corporelles	(137)	(169)	(239)	(264)
. Immobilisations financières	(31)	(26)	(32)	(24)
Crédits	7 333	10 233	14 027	16 434
Débiteurs divers et comptes de régularisation	78	158	234	223
Avoirs liquides	117	163	414	723
Emplois divers nets	9	70	4	103
Total	7 719	10 853	14 986	17 823
RESSOURCES				
Fonds propres et assimilés	1 719	2 263	2 503	2 621
Provisions	766	835	1 057	1 590
Dettes de financement	1 779	3 689	5 158	6 291
Créditeurs divers et comptes de régularisation	1 030	1 083	1 283	1 142
Comptes de trésorerie	2 425	2 983	4 985	6 179
Total	7 719	10 853	14 986	17 823

Source : Bank Al-Maghrib.

**III - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT-BAIL**

(en millions de dirhams)

	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999
EMPLOIS				
Immobilisations	38	66	94	191
Crédits	4 671	5 644	6 052	7 287
Débiteurs divers et comptes de régularisation	203	253	221	199
Avoirs liquides	7	93	40	27
Total	4 919	6 056	6 407	7 704
RESSOURCES				
Fonds propres et assimilés	709	889	1 010	1 142
Provisions	280	337	421	624
Dettes de financement	2 848	3 682	3 660	4 655
Créditeurs divers et comptes de régularisation	419	507	471	613
Comptes de trésorerie	663	641	845	670
Total	4 919	6 056	6 407	7 704

Source : Bank Al-Maghrib.

IV- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

IV - 1 - INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES OPCVM

Situation au	Actif net (en millions de dirhams)				Nombre de parts et actions en circulation (PAC)				Nombre de porteurs de parts ou actions				Indices de performance (*)			
	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Moyenne
30/12/1999	4 018,5	36 542,4	4 972,9	45 533,8	5 748 703	25 026 930	4 137 814	34 913 447	15 507	7 266	6 095	28 868	161,46	136,78	156,53	141,12
28/01/2000	3 938,2	35 392,4	4 976,3	44 306,9	5 723 657	23 559 975	4 174 825	33 458 457	15 512	7 586	5 966	29 064	158,89	135,70	154,66	139,89
25/02/2000	3 523,1	36 377,4	4 713,4	44 613,9	5 269 247	23 862 281	4 129 765	33 261 293	15 398	7 585	5 775	28 758	148,14	135,96	148,97	138,30
31/03/2000	3 503,6	37 538,6	4 651,8	45 694,0	5 209 286	24 451 980	4 065 663	33 726 929	15 358	7 544	5 639	28 541	150,75	136,81	151,16	139,34
28/04/2000	3 264,9	36 673,0	4 424,9	44 362,8	5 096 054	22 876 229	3 998 988	31 971 271	15 262	7 466	5 478	28 206	141,33	137,09	146,29	138,32
26/05/2000	3 674,7	37 230,4	4 221,0	45 126,1	5 445 840	26 141 377	3 661 564	35 248 781	15 316	7 387	5 369	28 072	147,48	137,56	149,88	139,52
30/06/2000	3 691,5	36 107,8	4 205,3	44 004,6	5 538 334	24 776 756	3 636 348	33 951 438	15 258	7 249	5 197	27 704	148,06	137,82	149,83	139,83
28/07/2000	3 563,4	32 913,8	4 059,2	40 536,4	5 532 083	23 217 878	3 621 465	32 371 426	15 169	7 048	4 994	27 211	141,00	137,65	145,67	138,75
25/08/2000	3 848,7	33 942,4	4 126,9	41 918,0	5 741 520	22 636 149	3 515 790	31 893 459	15 235	6 883	4 771	26 889	152,68	137,64	152,33	140,47
29/09/2000	3 605,5	34 862,5	3 981,5	42 449,5	5 603 787	22 282 795	3 467 654	31 354 236	15 131	6 755	4 684	26 570	145,60	138,20	148,96	139,84
27/10/2000	3 635,7	34 785,8	3 833,8	42 255,3	5 551 813	24 156 709	3 379 202	33 087 724	15 101	6 665	4 575	26 341	141,69	138,28	146,92	139,36
24/11/2000	3 377,3	34 814,9	3 681,7	41 873,9	5 303 937	22 266 393	3 312 842	30 883 172	15 044	6 620	4 428	26 092	135,58	138,77	143,58	138,94
29/12/2000	3 208,5	28 747,8	3 515,9	35 472,2	5 124 392	15 729 433	3 151 701	24 005 526	15 017	6 499	4 324	25 840	131,93	138,03	140,97	137,77

(*) Les indices de base 100 au 31 décembre 1996 représentent l'évolution de la valeur liquidative moyenne des titres émis par les OPCVM. L'indice moyen est pondéré par les actifs nets respectifs des trois catégories d'OPCVM.

Source: Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

IV - 2 - EMPLOIS CONSOLIDÉS DU "GROUPE C.D.G." (*)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs liquides	Créances sur		Créances sur le Trésor				Crédits à l'économie	Titres de placement et de participation			Immobilisations	Emplois divers nets	Total	
		les banques	dont : Certificats de dépôts	Dépôts à vue et assimilés	Bons à court et à moyen termes	Bons et obligations à long terme	Total		Titres de participation	Titres de placement					
										Total	dont : Bons des sociétés de financement				
1997 Déc.	47	902	(880)	45	5 645	19 674	25 364	357	923			10 906	(250)	11 829	1 430	-	39 929
1998 Janv.	51	1 169	(808)	41	5 848	19 643	25 532	360	929	10 863	(256)	11 792	1 427	-	40 331
Fév.	7	1 284	(843)	61	5 769	19 991	25 821	360	939	10 869	(311)	11 808	1 423	-	40 703
Mars	6	1 305	(933)	146	5 810	19 954	25 910	235	1 134	11 001	(318)	12 135	1 473	-	41 064
Avril	184	1 179	(933)	59	5 577	20 104	25 740	233	1 140	10 933	(346)	12 073	1 485	-	40 894
Mai	662	1 116	(983)	42	5 657	20 635	26 334	226	1 141	10 964	(346)	12 105	1 487	-	41 930
Juin	754	1 048	(990)	36	5 711	20 815	26 562	226	1 219	10 958	(327)	12 177	1 491	-	42 258
Juil.	830	1 072	(990)	15	5 703	20 787	26 505	226	1 219	10 981	(327)	12 200	1 492	-	42 325
Août	200	1 002	(990)	16	5 664	20 950	26 630	227	1 219	11 085	(327)	12 304	1 492	-	41 855
Sept.	35	1 086	(990)	8	5 653	21 138	26 799	220	1 218	11 182	(327)	12 400	1 502	-	42 042
Oct.	5	1 330	(984)	68	5 772	21 277	27 117	220	1 218	11 118	(327)	12 336	1 506	-	42 514
Nov.	90	1 009	(988)	46	6 078	21 375	27 499	220	1 208	11 304	(337)	12 512	1 507	-	42 837
Déc.	285	1 090	(1 084)	19	6 054	21 881	27 954	522	1 167	11 355	(337)	12 522	1 494	-	43 867
1999 Janv.	265	1 085	(1 084)	45	5 989	22 046	28 080	230	1 489	11 520	(339)	13 009	1 492	821	44 982
Fév.	39	1 365	(1 084)	71	5 798	22 307	28 176	227	1 490	11 522	(357)	13 012	1 490	615	44 924
Mars	53	1 575	(1 132)	64	5 800	22 393	28 257	228	1 490	11 601	(357)	13 091	1 497	267	44 968
Avril	699	1 135	(1 132)	77	5 529	22 591	28 197	228	1 490	11 529	(357)	13 019	1 505	-	44 783
Mai	642	1 188	(1 181)	73	5 649	22 575	28 297	228	1 493	11 894	(367)	13 387	1 512	8	45 262
Juin	2	1 170	(1 151)	22	5 842	22 789	28 653	228	1 493	12 165	(367)	13 658	1 521	-	45 232
Juil.	8	1 353	(1 103)	4	6 360	24 775	31 139	206	1 498	12 150	(375)	13 648	1 537	-	47 891
Août	3	2 119	(1 118)	182	5 708	23 043	28 933	202	1 542	12 008	(375)	13 550	1 543	-	46 350
Sept.	7	2 494	(1 218)	7	5 936	23 419	29 362	228	1 540	12 021	(440)	13 561	1 586	-	47 238
Oct.	10	2 889	(1 372)	11	6 137	23 393	29 541	218	1 539	11 897	(440)	13 436	1 593	-	47 687
Nov.	9	2 133	(1 372)	4	6 870	23 497	30 371	206	1 539	11 707	(439)	13 246	1 657	-	47 622
Déc.	142	2 099	(1 165)	7	7 524	22 984	30 515	304	1 539	11 511	(419)	13 050	1 683	280	48 073

(*) Caisse de dépôt et de gestion (C.D.G.), Caisse nationale de retraites et d'assurances (C.N.R.A.) et Régime collectif d'allocation et de retraite (R.C.A.R.).

Source: Caisse de dépôt et de gestion(C.D.G.).

IV - 3 - RESSOURCES CONSOLIDÉES DU "GROUPE C.D.G." (*)

(en millions de dirhams)

Date	Dépôts et assimilés							Concours des banques	Fonds propres et provisions	Ressources diverses nettes	Total	
	Dépôts à la C.D.G.						Fonds et réserves techniques (4)					
	Dépôts de la C.E.N. (1)	Dépôts de la C.N.S.S. (2)	Fonds du travail	Cautionnements et consignations	Autres dépôts (3)	Total						
1997 Déc.	5 069	12 790	2 040	1 278	2 945	24 122	12 456	36 578	-	2 645	706	39 929
1998 Janv.	5 069	12 790	2 040	1 267	2 972	24 138	13 331	37 469	-	2 645	217	40 331
Fév.	5 092	12 740	2 042	1 265	3 201	24 340	13 331	37 671	-	2 646	386	40 703
Mars	5 194	12 690	2 042	1 265	3 217	24 408	13 331	37 739	-	2 646	679	41 064
Avril	5 197	12 640	2 042	1 269	3 082	24 230	13 331	37 561	-	2 646	687	40 894
Mai	5 171	12 640	2 034	1 272	3 193	24 310	13 331	37 641	-	2 653	1 636	41 930
Juin	5 258	12 590	2 034	1 270	3 173	24 325	13 331	37 656	15	2 654	1 933	42 258
Juil.	5 273	12 540	2 062	1 251	3 066	24 192	13 331	37 523	-	2 654	2 148	42 325
Août	5 296	12 490	2 062	1 222	3 206	24 276	13 331	37 607	-	2 654	1 594	41 855
Sept.	5 321	12 440	2 062	1 200	3 196	24 219	13 331	37 550	-	2 726	1 766	42 042
Oct.	5 329	12 390	2 102	1 169	3 370	24 360	13 331	37 691	-	2 727	2 096	42 514
Nov.	5 393	12 340	2 100	1 140	3 196	24 169	13 331	37 500	206	2 728	2 403	42 837
Déc.	5 679	13 187	2 231	1 202	3 597	25 896	14 461	40 357	-	3 086	424	43 867
1999 Janv.	5 683	13 087	2 231	1 222	4 365	26 588	15 298	41 886	10	3 086	-	44 982
Fév.	5 773	12 937	2 238	1 231	4 360	26 539	15 298	41 837	-	3 087	-	44 924
Mars	5 628	12 788	2 238	1 234	4 694	26 582	15 298	41 880	-	3 088	-	44 968
Avril	5 483	12 638	2 233	1 259	4 327	25 940	15 298	41 238	125	3 089	331	44 783
Mai	5 384	12 487	2 259	1 263	5 306	26 699	15 298	41 997	176	3 089	-	45 262
Juin	5 381	12 488	2 253	1 251	4 593	25 966	15 298	41 264	13	3 090	865	45 232
Juil.	5 377	12 488	2 253	1 277	3 648	25 043	15 298	40 341	-	3 091	4 459	47 891
Août	5 365	12 488	2 253	1 272	4 527	25 905	15 298	41 203	-	3 092	2 055	46 350
Sept.	5 402	12 488	2 275	1 248	4 224	25 637	15 298	40 935	-	3 093	3 210	47 238
Oct.	5 297	12 638	2 275	1 225	4 769	26 204	15 298	41 502	-	3 094	3 091	47 687
Nov.	5 327	12 638	2 286	1 206	4 652	26 109	15 298	41 407	-	3 095	3 120	47 622
Déc.	5 528	13 287	2 434	1 272	4 819	27 340	17 030	43 370	20	3 683	-	48 073

(*) Caisse de dépôt et de gestion (C.D.G.), Caisse nationale de retraites et d'assurances (C.N.R.A.) et Régime collectif d'allocation et de retraite (R.C.A.R.).

(1) Caisse d'épargne nationale.

(2) Caisse nationale de sécurité sociale.

(3) Fonds de garantie automobile, déposants divers, dépôts des secrétaires greffiers, dépôts des filiales, dépôts à terme et comptes bloqués.

(4) Fonds et réserves techniques de la C.N.R.A et du R.C.A.R.

Source: Caisse de dépôt et de gestion(C.D.G.).

IV - 4 - ÉVOLUTION DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(en millions de dirhams)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1994	2 357	2 559	2 547	2 553	2 569	2 579	2 602	2 623	2 649	2 680	2 712	2 754
1995	2 787	2 804	3 044	3 058	3 076	3 097	3 122	3 145	3 174	3 219	3 254	3 292
1996	3 333	3 363	3 601	3 609	3 629	3 640	3 669	3 697	3 730	3 780	3 820	3 866
1997	3 905	3 927	4 214	4 245	4 257	4 285	4 315	4 342	4 395	4 467	4 509	4 553
1998	4 611	4 990	5 004	5 057	5 095	5 109	5 135	5 165	5 208	5 271	5 297	5 330
1999	5 369	5 402	5 662	5 627	5 617	5 609	5 615	5 634	5 654	5 687	5 707	5 721
2000	5 777	6 082	6 084	6 071	6 102	6 097	6 099	6 115	6 139	6 177	6 185	6 208

Source : Barid Al-Maghrib.

IV - 5 - BILAN DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

(en millions de dirhams)

ACTIF	1997	1998	PASSIF	1997	1998
ACTIF IMMOBILISÉ	30 220,88	34 860,68	FINANCEMENT PERMANENT	36 904,37	41 829,72
- Immobilisations en non-valeurs	19,44	46,60	- Capitaux propres et assimilés	4 425,36	5 833,34
- Immobilisations incorporelles	39,13	45,65	. Capital social ou fonds d'établissement	1 513,50	1 946,85
- Immobilisations corporelles	383,00	428,35	. Réserves	2 743,28	3 364,95
- Immobilisations financières			. Report à nouveau	-1 041,51	-1 194,84
(autres que placements)	1 764,73	1 985,97	. Résultat net de l'exercice	1 171,76	1 612,90
- Placements affectés aux opérations			. Autres capitaux propres et assimilés	38,33	103,48
d'assurance	28 014,58	32 354,11	- Dettes de financement	326,36	313,74
. Placements immobiliers	2 057,60	2 028,23	- Prov. durables pour risques et charges	31,91	82,93
. Obligations et bons	12 816,65	11 444,83	- Provisions techniques brutes	32 120,74	35 599,71
. Actions et parts sociales	11 513,01	16 987,85	. Provisions mathématiques vie	11 942,00	13 428,37
. Titres de créances négociables	268,50	435,48	. Provisions pour sinistres à payer	17 050,20	18 313,79
. Prêts et effets assimilés	342,56	321,02	. Autres provisions techniques	3 128,54	3 857,55
. Autres placements	1 016,26	1 136,70			
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	10 099,39	11 348,28	PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	4 202,05	4 925,40
- Part des cessionnaires dans les			- Dettes pour espèces remises par		
provisions techniques	4 434,55	4 830,14	les cessionnaires	1 276,30	1 358,73
- Créances de l'actif circulant	5 519,96	6 439,30	- Dettes du passif circulant	2 900,75	3 549,34
- Titres et valeurs de placements			- Autres prov. pour risques et charges	25,00	17,33
(non affectés aux op. d'assurance)	144,88	78,84			
TRÉSORERIE-ACTIF	848,73	786,80	TRÉSORERIE- PASSIF	62,58	240,64
TOTAL ACTIF	41 169,00	46 995,76	TOTAL PASSIF	41 169,00	46 995,76

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

V - MARCHÉ DES CAPITAUX

**V - 1 - PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ
MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(en millions de dirhams)

Date	Volume des transactions	Encours (fin de mois)
1997 Décembre	8 575	2 502
1998 Janvier	10 620	3 274
Février	8 760	2 609
Mars	7 400	2 757
Avril	8 568	2 973
Mai	8 552	1 808
Juin	8 620	1 748
Juillet	10 889	2 410
Août	9 484	1 769
Septembre	7 043	1 933
Octobre	10 849	3 222
Novembre	10 804	2 989
Décembre	13 034	3 041
1999 Janvier	10 869	3 468
Février	9 032	2 568
Mars	9 412	2 214
Avril	8 526	1 460
Mai	8 599	2 373
Juin	9 661	3 943
Juillet	16 045	4 838
Août	13 032	4 496
Septembre	13 201	4 298
Octobre	15 474	3 753
Novembre	7 620	3 834
Décembre	9 934	3 600
2000 Janvier	8 224	2 347
Février	6 404	1 463
Mars	7 891	2 699
Avril	8 151	2 681
Mai	7 447	3 627
Juin	9 051	3 624
Juillet	8 751	2 933
Août	6 093	2 016
Septembre	7 962	3 388
Octobre	9 408	2 882
Novembre	8 232	2 565
Décembre	8 905	2 917

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 2 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(en millions de dirhams)

Date	Bons du Trésor			Autres titres de créances négociables				
	Bons du Trésor émis par adjudication	Emprunts nationaux	Total des bons du Trésor	Certificats de dépôt	Bons des sociétés de financement	Billets de trésorerie	Total des autres titres de créances négociables	
1997	Décembre	58 276	12.814*	71 090	3 011	1 854	70	4 935
1998	Janvier	58 568	12 814	71 382	2 974	2 168	70	5 211
	Février	58 450	12 814	71 264	3 035	2 313	70	5 418
	Mars	58 732	12 525	71 257	3 372	2 405	70	5 848
	Avril	59 396	13 261	72 657	3 306	2 694	70	6 070
	Mai	60 916	13 261	74 177	3 674	2 712	70	6 456
	Juin	62 151	13 237	75 388	3 779	2 724	70	6 572
	Juillet	61 892	13 194	75 086	3 995	2 790	70	6 855
	Août	65 051	13 194	78 245	3 865	2 790	70	6 725
	Septembre	65 324	12 422	77 746	4 093	2 890	70	7 052
	Octobre	68 894	12 422	81 316	4 141	2 930	70	7 141
	Novembre	71 198	12 422	83 620	4 151	3 090	70	7 311
	Décembre	72 270	12 291	84 561	4 808	3 140	80	8 028
1999	Janvier	75 595	12 069	87 664	4 791	3 135	80	8 005
	Février	75 810	12 069	87 879	4 784	3 298	80	8 162
	Mars	76 430	11 533	87 963	4 936	3 298	80	8 314
	Avril	78 156	12 131	90 287	4 923	3 395	80	8 398
	Mai	79 497	12 131	91 628	4 758	3 525	80	8 363
	Juin	85 217	11 702	96 919	4 772	3 643	80	8 495
	Juillet	85 269	11 628	96 897	4 544	3 728	80	8 352
	Août	83 215	11 628	94 843	5 165	3 738	80	8 983
	Septembre	83 195	10 817	94 012	5 482	4 151	80	9 713
	Octobre	86 258	10 755	97 013	5 654	4 156	80	9 890
	Novembre	88 583	10 755	99 338	5 779	4 573	80	10 431
	Décembre	94 572	9 618	104 190	5 813	4 596	20	10 429
2000	Janvier	98 790	9 618	108 408	5 811	4 638	20	10 469
	Février	98 770	9 618	108 388	6 050	4 690	20	10 759
	Mars	100 022	9 143	109 165	5 906	5 064	20	10 989
	Avril	102 002	9 061	111 063	5 856	5 064	20	10 940
	Mai	102 673	9 061	111 734	5 846	5 204	20	11 069
	Juin	102 952	8 409	111 361	5 829	5 128	20	10 977
	Juillet	106 428	8 310	114 738	5 829	5 190	20	11 038
	Août	106 919	8 310	115 229	5 994	4 945	20	10 959
	Septembre	108 588	7 481	116 069	5 998	4 923	20	10 941
	Octobre	111 617	7 481	119 098	5 770	5 060	20	10 843
	Novembre	113 794	7 481	121 275	5 734	4 932	20	10 685
	Décembre	116 359	6 965	123 324	5 596	4 959	-	10 555

(*) Y compris le montant émis, de l'ordre de 2,2 milliards, ayant pour date de jouissance janvier 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 3 - INDICATEURS BOURSIERS

(en millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation (1)	Indice (2)
1997 Décembre	4 046,5	118 666	667,52
1998 Janvier	2 249,1	119 900	670,08
Février	2 394,1	124 981	698,59
Mars	3 171,6	129 269	724,05
Avril	4 103,4	140 489	781,74
Mai	6 187,2	148 318	825,26
Juin	11 655,2	147 236	821,43
Juillet	4 116,4	149 340	828,34
Août	4 051,1	159 324	881,65
Septembre	7 895,8	154 818	858,54
Octobre	3 603,3	149 419	826,68
Novembre	2 319,8	146 798	813,28
Décembre	6 428,2	145 147	803,68
1999 Janvier	3 758,5	152 589	845,71
Février	3 209,3	149 882	831,22
Mars	7 467,0	142 522	792,16
Avril	7 386,6	139 532	776,79
Mai	5 860,5	134 374	748,03
Juin	20 560,0	140 750	783,26
Juillet	9 973,5	141 237	796,12
Août	6 378,2	146 214	824,8
Septembre	8 698,6	142 774	806,08
Octobre	4 578,1	143 883	811,08
Novembre	2 564,7	140 951	794,55
Décembre	12 038,7	138 051	777,08
2000 Janvier	2 186,1	137 145	771,29
Février	2 759,5	129 535	728,37
Mars	1 587,7	127 746	737,47
Avril	5 412,6	120 349	695,31
Mai	2 900,4	125 219	722,72
Juin	2 292,1	124 294	724,15
Juillet	1 849,0	121 666	695,29
Août	2 824,2	128 617	735,05
Septembre	3 071,9	126 598	724,38
Octobre	2 349,3	123 479	706,37
Novembre	1 365,1	117 583	672,64
Décembre	6 832,5	114 881	658,43

(1) Somme des capitalisations boursières des titres cotés. La capitalisation boursière d'une valeur est égale au produit de son cours par le nombre de titres cotés.

(2) Base 100 au 31 décembre 1979.

Source : Bourse de Casablanca.

VI - FINANCES PUBLIQUES

**VI - 1 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN
DE FINANCEMENT DU TRÉSOR**

(en millions de dirhams)

Période	Recettes ordinaires	Dépenses budgétaires totales	Variations des arriérés de paiement (1)	Déficit (-) ou Excédent (+) de caisse	Financements intérieurs nets (2)	Financements extérieurs nets (2)
1997	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398
1998	83 907	97 096	+7 214	-5 975	11 355	-5 380
1999 (*)	101 445	98 404	-11 626	-8 585	13 496	-4 911
2000 (*)	92 875	113 523	12 059	-8 589	14 908	-6 319
1999 (*) Janvier	9 409	5 463	-10 292	-6 346	8 099	-1 754
Février	15 981	13 547	-9 740	-7 306	9 685	-2 380
Mars	26 316	21 784	-8 006	-3 474	6 992	-3 518
Avril	34 106	28 889	-9 163	-3 946	8 281	-4 336
Mai	40 735	39 028	-9 630	-7 923	11 491	-3 569
Juin	50 771	50 459	-10 819	-10 507	11 957	-1 451
Juillet	58 620	57 779	-10 971	-10 130	12 190	-2 060
Août	76 370	64 754	-12 087	-471	2 749	-2 279
Septembre	84 327	75 362	-11 857	-2 892	5 706	-2 815
Octobre	87 195	80 486	-10 745	-4 037	8 253	-4 217
Novembre	93 563	89 037	-11 252	-6 726	11 264	-4 538
Décembre	101 445	98 404	-11 626	-8 585	13 496	-4 911
2000 (*) Janvier	9 066	7 587	-257	+1 222	779	-2 001
Février	15 218	16 012	-339	-1 133	3 850	-2 717
Mars	24 679	24 988	-248	-557	3 848	-3 290
Avril	30 973	33 009	-212	-2 248	6 104	-3 856
Mai	38 021	41 470	-380	-3 829	7 870	-4 041
Juin	49 533	54 522	+1 044	-3 945	8 028	-4 083
Juillet	56 874	60 498	+1 562	-2 062	7 519	-5 457
Août	63 383	68 804	+1 610	-3 811	9 415	-5 604
Septembre	71 375	77 282	+495	-5 412	11 429	-6 017
Octobre	78 951	85 749	+627	-6 171	13 046	-6 875
Novembre	85 755	97 612	+5 105	-6 752	13 376	-6 624
Décembre	92 875	113 523	+12 059	-8 589	14 908	-6 319

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor qui donne une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux de Trésor en recettes et dépenses et non plus en en solde.

(1) Un montant positif signifie une reconstitution et un montant négatif un règlement d'arriérés de paiement.

(2) Emprunts moins amortissements.

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

**VI - 2 - RECETTES, DEPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999 (*)	2000 (*)											
				Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
I. Recettes ordinaires	81 944	83 907	106 537	9 066	15 218	24 679	30 973	38 021	49 533	56 874	63 383	71 375	78 951	85 755	92 875
Impôts directs	20 642	22 980	26 571	2 283	3 752	8 181	9 618	11 130	14 774	16 345	17 865	20 863	22 389	23 866	26 841
Droits de douane	11 988	12 906	12 586	1 063	2 195	3 288	4 171	5 324	6 452	7 536	8 665	9 675	10 889	11 931	12 809
Impôts indirects	33 477	34 437	36 038	2 843	5 841	8 820	11 612	14 702	17 962	21 249	24 479	27 615	31 006	34 306	36 659
Droits d'enregistrement et de timbre	3 591	3 705	3 967	997	1 369	1 683	1 938	2 233	2 476	2 836	3 099	3 312	3 673	3 922	4 162
Recettes fiscales exceptionnelles	-	1 025	2 598	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monopoles et exploitations	3 529	4 426	8 877	586	682	735	1 069	1 328	3 935	4 535	4 615	4 735	4 954	5 173	5 287
Domaines	129	134	136	7	14	42	44	52	59	64	67	75	97	111	121
Autres recettes	3 647	3 901	3 543	640	298	478	608	819	928	1 046	1 149	1 224	1 471	1 671	1 977
Produits des privatisations	4 941	393	293	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	18
Reliquat 2ème licence GSM.....	-	-	6 836	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes des comptes spéciaux de Trésor.....	-	-	5 092	647	1 067	1 452	1 913	2 433	2 948	3 260	3 442	3 876	4 472	4 775	5 001
II. Dépenses courantes	69 833	76 590	81 589	5 500	11 319	18 541	26 613	33 475	42 445	47 915	54 695	61 034	67 931	74 955	85 414
Intérêts de la dette publique	17 176	17 845	17 586	1 473	2 724	3 735	4 788	7 384	8 847	10 208	11 236	12 663	14 364	16 214	18 490
Biens et services	50 021	54 542	58 446	3 897	7 926	13 284	18 914	22 767	29 360	33 469	39 055	43 967	48 488	52 724	59 296
Compensation ⁽¹⁾	2 636	4 203	5 557	130	669	1 522	2 911	3 324	4 238	4 238	4 404	4 404	5 079	6 017	7 628
dont : Fonds de soutien des prix.....	-	-	4 367	-	539	539	1 722	1 965	2 276	2 276	2 276	2 276	2 951	3 409	3 922
III. Excédent (+) ou déficit (-) ordinaire.....	+12 111	+7 317	+24 948	+3 566	+3 899	+6 138	+4 360	+4 546	+7 088	+8 959	+8 688	+10 341	+11 020	+10 799	+7 461
IV. Dépenses d'investissement	18 922	15 548	18 922	568	1 987	2 727	3 670	4 477	7 253	9 197	10 891	11 800	13 368	15 740	19 249
dont : Fonds spécial routier.....	-	-	1 156	86	186	186	409	515	695	699	709	771	859	1 056	1 211
V. Solde des autres comptes spéciaux du Trésor	-	-5 388	-2 986	-1 519	-2 706	-3 720	-2 476	-3 268	-4 574	-3 136	-2 968	-4 198	-4 200	-6 667	-6 958
Dépenses du Fonds Hassan II.....	-	-	-	-	-	250	250	250	250	250	250	250	250	250	1 902
VII. Variations des arriérés de paiement	-5 061	+7 214	-11 626	-257	-339	-248	-212	-380	+1 044	+1 562	+1 610	+495	+627	+5 105	+12 059
VIII. Déficit (-) ou excédent (+) de caisse.....	-9 672	-5 975	-8 586	1 222	-1 133	-557	-2 248	-3 829	-3 945	-2 062	-3 811	-5 412	-6 171	-6 752	-8 589

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor qui donne une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux de Trésor en recettes et dépenses et non plus en en solde.

(1) Versements à la Caisse de compensation et à l'ONICL au titre des subventions de prix des produits de base.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(suite)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1997	1998	1999	2000											
				Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
IX. Financement du déficit de caisse.....	9 672	5 975	8 585	-1 222	1 133	557	2 248	3 829	3 945	2 062	3 811	5 412	6 171	6 752	8 589
1. Financements intérieurs nets.....	18 070	11 355	12 867	779	3 850	3 848	6 104	7 870	8 028	7 519	9 415	11 429	13 046	13 376	14 908
A. Bank Al-Maghrib	1 515	-1 143	-4 760	-3 717	-1 610	44	447	1 515	1 594	1 147	2 975	3 425	1 919	1 719	1 866
Avances conventionnelles	244	-1 643	-4 191	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse	1 240	534	-861	-3 788	-1 434	362	768	1 657	1 657	1 421	2 204	2 204	1 956	887	528
Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	-	-	-	-	-	-	-	120	205	-	571	927	-	-	-
Dépôts auprès du CCP	-	6	-1	3	4	22	41	12	6	-	-25	69	-2	-2	6
Variations des encaisses des comptables publics	31	-40	293	68	-180	-340	-362	-274	-274	-274	-274	-274	-274	-274	-274
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	499	499	239	1 108	1 606
B. Banques de dépôts	3 769	-1	-3 698	2 098	1 220	-275	1 274	2 159	2 692	4 947	4 464	4 607	5 549	7 032	6 812
Portefeuille d'effets publics	3 868	-106	-3 633	2 065	1 241	-250	1 297	2 175	2 675	4 927	4 447	4 578	5 475	6 971	6 831
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	-99	105	-65	33	-21	-25	-23	-16	17	20	17	29	74	61	-19
C. Secteur non bancaire	12 786	12 500	21 325	2 398	4 240	4 079	4 383	4 196	3 742	1 425	1 976	3 397	5 578	4 625	6 230
Obligations et bons du Trésor	6 549	11 544	13 386	1 312	1 958	4 182	4 396	5 060	2 755	2 148	2 762	3 461	4 934	7 898	3 970
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	41	-1 421	1 059	553	1 852	996	267	246	241	243	283	373	305	360	461
Autres	6 196	2 377	6 880	533	430	-1 099	-280	-1 110	746	-966	-1 069	-437	339	-3 633	1 799
2. Emprunts extérieurs nets.....	-8 398	-5 380	-4 269	-2 001	-2 717	-3 290	-3 856	-4 041	-4 083	-5 457	-5 604	-6 017	-6 875	-6 624	-6 319

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme et Bank Al-Maghrib.

VI - 3 - ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE ⁽¹⁾

(en millions de dirhams)

Période	Dettes intérieure ⁽²⁾						Dettes extérieure ^(*)				Total général
	Ventilation par terme			Total	Ventilation par catégorie de créanciers		Ventilation par terme			Total	
	Court terme	Moyen terme	Long terme		Banques	Secteurs non bancaires	Court terme	Moyen terme	Long terme		
1994	34 141	14 970	44 730	93 841	51 391	42 450	-	137 219	137 219	231 060	
1995	30 579	23 487	47 067	101 133	55 753	45 380	-	133 272	133 272	234 405	
1996	24 720	35 326	50 415	110 461	57 565	52 896	-	131 038	131 038	241 499	
1997	18 619	43 185	59 722	121 526	62 940	58 586	-	130 377	130 377	251 903	
1998	15 744	48 706	66 584	131 034	60 946	70 088	-	125 864	125 864	256 898	
1999	19 005	48 580	69 083	136 668	53 220	83 448	-	123 955	123 955	260 623	
2000	21 832 ^(**)	56 965	70 680	149 477	61 993	87 484	-	119 000	119 000	268 477	

(1) La ventilation par terme est faite sur la base de la maturité initiale.

(2) Non compris les avances statutaires, les avances conventionnelles non rémunérées et les dépôts auprès des comptables publics du Trésor et du Service des chèques postaux.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.

VII - INDICES DES PRIX

VII - 1 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES MANUFACTURIERES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Industries alimentaires	Industrie du tabac	Industrie textile	Industrie de l'habillement	Industrie du cuir et de la chaussure	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	Industrie du papier et du carton	Edition, imprimerie, reproduction	Raffinage du pétrole	Industrie chimique	Industrie du caoutchouc et des plastiques	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Métallurgie	Travail des métaux	Fabrication de machines d'équipements	Fabrication de machines et appareils électriques	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	Industrie automobile	Fabrication d'autres matériels de transport	Fabrication de meubles et industries diverses
Pondération	100	28,880	3,091	6,483	6,660	1,564	1,778	2,627	1,388	13,311	13,113	1,976	5,927	3,188	3,018	0,938	1,976	0,498	0,098	2,453	0,149	0,884
1998	97,4	101,0	109,4	100,3	100,1	98,3	100,5	97,1	100,0	74,6	100,2	101,4	102,0	99,7	100,4	100,3	102,6	99,3	100,0	99,4	98,9	100,8
1999	97,9	99,9	112,0	100,9	98,9	96,9	99,0	96,7	92,1	85,5	98,1	100,8	101,4	97,8	100,0	100,7	103,9	97,4	93,9	98,6	96,8	99,9
1998 I	99,0	100,7	109,4	100,3	100,2	100,0	100,5	100,2	100,0	86,4	100,3	101,4	102,3	98,7	100,3	100,3	103,2	99,3	100,0	100,1	99,0	100,9
II	97,9	101,1	109,4	100,3	100,2	100,0	100,5	100,2	100,0	76,8	100,1	101,4	102,3	102,3	100,4	100,3	103,2	99,3	100,0	99,1	99,0	100,9
III	96,5	100,9	109,4	100,2	100,0	96,6	100,5	98,0	100,0	68,5	100,2	101,4	102,2	99,0	100,4	100,3	103,2	99,3	100,0	99,1	99,0	100,9
IV	96,0	101,1	109,4	100,4	100,0	96,6	100,5	89,9	100,0	66,7	100,0	101,4	101,3	98,7	100,4	100,3	100,7	99,3	100,0	99,1	98,5	100,4
1999 I	94,6	100,0	109,4	100,6	100,0	96,9	98,9	89,9	94,1	61,5	97,7	100,8	101,4	98,7	100,5	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	100,4
II	96,5	99,8	109,4	100,6	100,0	96,8	99,0	95,5	94,1	75,7	98,1	100,8	101,4	96,4	99,9	100,4	103,0	96,9	93,9	98,4	96,8	99,8
III	98,9	99,7	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	102,4	90,0	92,2	98,1	100,8	101,4	97,4	99,9	100,8	103,4	97,8	93,9	98,4	96,8	99,8
IV	101,7	99,9	114,6	101,2	97,7	96,9	99,0	99,0	90,0	112,5	98,3	100,8	101,4	98,6	99,5	101,0	106,0	97,8	93,9	99,0	96,8	99,5
2000 I	105,1	101,5	114,6	99,8	97,9	97,0	101,1	102,4	91,3	133,2	98,5	96,4	103,6	101,8	99,9	97,9	107,8	97,2	96,8	99,0	95,0	99,0
II	105,2	99,3	113,4	96,2	97,9	97,0	98,0	105,7	91,3	141,1	98,6	96,4	103,5	99,2	100,3	97,9	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
III	106,5	99,3	113,4	96,1	97,5	97,0	98,0	104,7	91,3	149,3	98,6	99,2	103,5	104,3	100,3	97,9	107,7	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 2 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES EXTRACTIVES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Extraction d'hydrocarbures	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	Autres industries extractives
Pondération	100,0	0,796	19,792	79,412
1998	107,1	89,8	86,4	112,4
1999	106,0	92	89,4	110,3
1998 I	107,2	89,8	86,4	112,6
II	107,2	89,8	86,4	112,6
III	107,0	89,8	86,4	112,3
IV	106,9	89,8	86,4	112,2
1999 I	104,7	87,8	85,8	109,6
II	105,6	87,8	88,9	109,9
III	106,3	92,8	90,3	110,4
IV	107,3	99,6	92,5	111,1
2000 I	105,7	99,6	85,6	110,8
II	105,8	99,6	85,6	110,9
III	105,9	99,6	85,6	111

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 3 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	Traitement et distribution d'eau
Pondération	100,0	72,38	27,62
1998	104,7	99,6	118,3
1999	111,7	99,1	144,8
1998 I	100,0	100,0	100,0
II	100,0	100,0	100,0
III	109,4	99,1	136,6
IV	109,4	99,1	136,6
1999 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8
IV	111,7	99,1	144,8
2000 I	111,7	99,1	144,8
II	111,7	99,1	144,8
III	111,7	99,1	144,8

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 4 - INDICE DES PRIX DE GROS (231 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1977)

Rubrique	Indice général	Secteur agricole								Secteur industriel et énergétique					
		Ensemble du secteur	Céréales et légumineuses sèches	Cultures industrielles et oléagineuses	Cultures maraichères	Produits de l'arboriculture et de la viticulture	Produits de l'élevage	Produits de la sylviculture	Produits de la pêche	Ensemble du secteur	Energie	Industries alimentaires	Habillement et textiles	Industries métallurgiques	Autres industries
Pondération	100	39,6	20,2	16,0	11,8	12,0	23,3	7,8	8,9	60,4	10,2	41,4	12,1	17,2	19,1
1994	325,2	314,1	290,8	309,4	359,9	330,2	240,1	382,3	427,4	332,5	430,0	305,0	254,2	395,2	332,9
1995	346,3	350,3	329,3	314,9	416,9	458,9	247,1	405,9	448,3	343,7	473,0	307,5	256,7	405,0	353,0
1996	361,6	369,7	317,1	394,7	434,5	436,0	254,3	438,0	511,1	356,3	523,0	319,0	259,1	408,0	363,4
1997	356,9	350,5	311,9	318,2	359,6	405,8	248,7	454,3	585,6	361,2	529,1	318,4	260,6	432,4	363,7
1998	368,2	366,7	336,8	346,0	391,6	414,8	231,2	473,5	634,4	369,2	515,2	329,5	260,9	451,7	371,2
1999	371,1	369,2	390,0	340,1	365,8	450,2	228,6	473,0	546,3	372,4	549,1	327,0	264,0	455,6	370,1
1998 Janvier	364,8	363,9	339,1	348,0	357,6	382,1	238,5	470,0	667,5	365,4	523,7	323,8	260,9	439,2	370,6
Février	366,5	363,1	340,3	348,1	362,8	381,9	226,6	470,1	680,8	368,7	517,0	330,2	260,9	445,0	372,2
Mars	367,6	364,9	336,7	348,2	375,0	396,5	220,9	471,6	686,8	369,4	511,1	330,6	260,9	451,8	372,5
Avril	369,1	367,7	338,3	348,3	380,0	409,2	204,3	477,5	729,0	370,0	509,7	332,0	260,9	452,5	372,6
Mai	367,3	364,1	326,2	348,0	386,7	421,9	217,2	475,9	657,7	369,4	514,4	330,3	260,9	451,6	371,2
Juin	366,0	362,1	329,8	349,4	393,3	420,4	232,0	474,2	580,0	368,7	513,9	328,8	260,9	451,8	370,8
Juillet	367,9	367,7	325,3	349,3	400,8	432,5	236,0	473,7	617,1	368,0	506,9	328,9	260,9	451,8	370,9
Août	368,9	368,3	326,7	347,3	409,0	434,3	232,5	473,5	620,4	369,4	511,6	329,5	260,9	455,5	371,1
Septembre	369,6	368,7	328,1	347,7	411,7	430,7	236,8	473,7	611,6	370,2	516,6	330,8	260,9	456,2	369,5
Octobre	369,7	368,1	319,5	345,1	410,6	430,4	232,2	473,8	642,6	370,8	521,4	330,4	260,9	456,2	370,8
Novembre	370,3	368,9	345,1	338,7	406,2	421,2	250,7	474,2	574,0	371,2	521,4	331,1	260,9	456,1	371,3
Décembre	370,3	372,5	386,7	334,4	405,2	416,8	246,6	474,5	546,1	368,8	514,7	328,1	260,9	453,2	371,3
1999 Janvier	369,3	371,1	390,1	399,7	339,9	418,1	236,8	474,6	543,5	368,1	513,2	326,4	260,9	454,0	371,4
Février	368,9	367,3	394,1	339,0	395,8	415,2	225,7	475,6	531,2	369,9	525,8	325,0	264,3	458,4	371,4
Mars	370,4	370,3	394,4	338,6	383,4	427,2	225,9	477,3	563,0	370,5	528,2	325,9	264,3	458,0	371,3
Avril	369,6	366,5	393,0	338,5	368,4	458,3	210,6	476,5	541,8	371,7	533,2	327,6	264,3	458,0	371,2
Mai	369,9	366,8	390,7	333,7	359,9	470,4	223,0	481,5	518,0	371,9	543,6	324,9	264,3	457,9	372,5
Juin	368,7	363,9	382,0	333,1	361,5	477,6	215,3	460,2	532,3	371,9	547,2	326,3	264,3	457,3	368,5
Juillet	369,3	364,2	383,9	332,6	361,0	471,5	206,2	467,5	558,4	372,7	549,4	328,5	264,3	454,8	369,0
Août	369,6	364,9	384,8	332,1	357,4	470,1	216,6	467,6	545,3	372,8	549,7	328,8	264,3	454,1	369,1
Septembre	372,2	370,0	388,8	331,8	354,3	446,0	248,0	467,1	548,9	373,6	562,5	328,0	264,3	452,9	369,4
Octobre	372,0	369,3	393,7	331,7	348,8	407,5	253,8	472,4	569,3	373,8	562,9	327,9	264,3	454,4	369,4
Novembre	374,9	373,0	393,0	358,5	350,1	448,4	240,4	477,7	538,0	376,1	586,8	327,6	264,3	454,4	369,2
Décembre	378,4	382,5	391,0	372,1	348,8	492,6	240,4	477,9	566,2	375,7	586,8	327,5	264,3	453,1	368,6

(1) L'indice des prix de gros (base 100 = 1977) se réfère à 231 produits finis, offerts sur le marché local, dont 77 articles relevant du secteur agricole et 154 articles industriels et énergétiques regroupés dans un second secteur. Il est calculé mensuellement au niveau national, selon la formule de Laspeyres, à partir de prix relevés toutes taxes comprises auprès d'un échantillon de grossistes installés dans neuf villes. Ses pondérations annuelles sont fixes et correspondent à la structure des transactions en gros.

N.B. La Direction de la Statistique a cessé de publier l'indice des prix de gros à compter du 1er Janvier 2000.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VII - 5 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1989)

Rubrique	Indice général	Produits alimentaires			Produits non alimentaires							
		Ensemble	Céréales	Viandes	Ensemble	Habillement	Habitation	Equipement ménager	Soins médicaux	Transports et communications	Loisirs et culture	Autres services
Pondération	100	45,15	8,98	10,26	54,85	7,48	12,48	5,31	4,71	7,58	4,74	12,55
1995	143,4	153,9	136,1	161,0	134,8	137,3	135,8	125,8	125,1	132,7	131,8	144,3
1996	147,7	155,0	140,2	172,8	141,8	142,0	146,3	130,3	131,1	138,1	140,0	150,2
1997	149,2	153,3	139,4	171,1	145,8	147,3	148,5	133,7	133,9	144,0	146,1	154,7
1998	153,3	158,1	140,6	175,1	149,2	152,9	152,2	136,1	138,3	148,0	148,8	157,3
1999	154,4	156,7	141,2	172,1	152,3	157,5	156,5	137,9	139,9	150,5	150,7	159,7
2000	157,3	159,1	141,8	162,8	155,6	161,3	159,2	138,2	140,6	158,4	154,0	163,1
1999 Janvier	154,0	157,9	141,4	174,6	150,6	155,7	154,8	137,5	139,4	146,9	150,4	157,9
Février	152,7	154,7	141,2	169,7	150,8	156,2	155,2	137,6	139,5	147,0	150,2	158,2
Mars	152,8	154,6	141,2	170,3	151,1	156,4	155,9	137,7	139,2	147,0	150,1	158,4
Avril	153,2	155,4	141,2	175,6	151,2	156,9	155,9	138,0	139,3	147,2	150,1	158,5
Mai	154,0	156,6	141,3	171,7	151,6	157,2	156,4	138,0	139,9	149,4	150,0	158,6
Juin	154,3	157,0	141,2	169,2	151,9	157,5	156,5	138,0	140,0	149,4	150,1	158,8
Juillet	154,3	156,7	141,0	169,8	152,1	157,6	156,7	138,0	140,2	150,8	149,9	159,0
Août	154,9	157,4	141,1	169,4	152,6	157,7	156,8	138,0	140,1	151,3	149,9	161,0
Septembre	155,7	158,5	141,1	172,0	153,2	158,2	157,0	138,0	140,3	153,3	151,6	161,2
Octobre	155,8	158,5	141,2	174,4	153,3	158,5	157,1	138,1	140,3	153,3	152,1	161,2
Novembre	155,2	156,3	141,3	173,8	154,0	158,8	158,0	138,1	140,3	155,1	152,2	161,4
Décembre	155,7	157,3	141,4	174,9	154,1	159,8	158,2	138,1	140,4	155,1	152,0	161,6
2000 Janvier	156,0	157,5	141,6	174,9	154,5	160,4	158,5	138,3	140,4	156,4	152,2	161,7
Février	155,4	155,9	141,4	173,7	154,7	160,6	158,6	138,3	140,3	157,0	152,1	161,9
Mars	156,5	158,1	141,6	171,4	154,9	160,5	158,7	138,4	140,4	157,2	152,1	162,2
Avril	158,0	161,5	141,8	159,5	154,9	160,8	158,7	138,3	140,5	156,5	152,0	162,6
Mai	156,3	157,6	142,3	155,5	155,0	160,8	158,8	138,3	140,7	156,5	152,7	162,7
Juin	156,0	156,8	141,6	155,1	155,1	161,1	158,9	138,3	140,7	156,5	152,7	162,9
Juillet	155,9	156,3	141,5	157,8	155,3	161,2	159,0	138,2	140,9	156,5	152,7	163,2
Août	156,3	157,1	141,4	160,5	155,4	161,4	159,1	138,2	140,9	156,5	152,8	163,5
Septembre	158,0	159,6	141,8	157,3	156,4	161,7	159,5	138,1	140,9	161,7	156,1	163,7
Octobre	160,9	165,7	142,0	159,3	156,7	161,9	159,7	138,1	140,9	161,7	157,1	164,1
Novembre	160,1	163,8	142,3	163,5	156,8	162,2	159,9	138,2	140,5	161,7	157,4	164,4
Décembre	158,3	159,3	142,3	164,6	157,2	162,8	160,7	138,2	140,5	162,1	157,5	164,5

(1) L'évolution du coût de la vie est suivie depuis septembre 1993 au moyen d'un indice ayant pour base l'année 1989. Cependant des séries rétrospectives remontant à 1990 ont été établies. Le champ d'application de cet indice est élargi à onze villes et le nombre d'articles retenus dans la composition du panier est de 385 classés en huit groupes. En outre, ce panier et les structures de pondération qui lui sont appliquées sont actualisés en fonction des données de l'enquête menée périodiquement sur la consommation des ménages. Cet indice se limite cependant à une population urbaine appartenant à cinq catégories socio-économiques à revenu modeste.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - PRODUCTION

VIII - 1 - INDICE DE LA PRODUCTION
MINES ET ÉNERGIE
(Base 100 = 1992)

Rubrique	MINES								ÉNERGIE			
	Indice général du secteur	Minerais non métalliques				Minerais métalliques			Indice général du secteur	Charbon	Pétrole raffiné	Électricité
		Ensemble	Phosphates	Autres minerais non métalliques destinés à l'industrie chimique	Autres minerais non métalliques sauf carrière	Ensemble	Minerai de fer	Autres minerais métalliques				
Pondération	1000	835,0	786,5	46,4	2,1	165,0	5,5	159,5	1000	18,0	565,7	416,3
1995	105,6	106,0	106,1	105,3	71,8	103,6	48,0	105,5	110,1	114,8	100,0	123,7
1996	108,2	108,6	108,9	104,9	74,5	106,1	14,9	109,3	110,1	89,4	96,7	129,1
1997	117,8	119,7	120,6	104,3	100,3	108,5	7,8	112,0	117,2	66,5	104,0	137,5
1998	116,0	117,7	118,3	108,8	102,8	107,3	5,7	110,8	116,4	47,6	101,8	139,3
1999	113,5	114,9	115,8	101,5	91,0	106,6	7,8	110,0	124,0	22,8	118,7	135,7
1997 I	113,8	113,9	114,7	100,3	94,7	113,1	9,6	116,6	107,7	72,7	90,2	132,9
II	112,8	113,7	114,3	102,7	103,3	108,7	10,0	112,1	124,0	65,7	118,7	133,7
III	118,4	122,8	124,3	99,2	95,0	95,7	3,1	98,9	121,8	56,2	106,4	145,6
IV	126,4	128,3	129,1	115,2	108,3	116,7	8,4	120,4	115,5	71,4	100,6	137,6
1998 I	114,7	117,5	119,1	92,6	86,7	100,3	6,9	103,5	109,7	35,5	90,4	139,1
II	115,5	118,2	117,9	125,0	67,0	102,1	6,4	105,4	112,8	60,5	96,4	137,2
III	117,4	121,1	121,8	108,8	121,5	98,5	3,5	101,8	120,3	49,2	107,2	141,2
IV	121,7	120,4	121,0	108,8	136,2	128,4	6,0	132,7	123,0	45,1	113,2	139,6
1999 I	112,3	114,0	115,2	94,8	81,3	103,9	8,0	107,2	115,3	32,5	102,2	136,6
II	118,2	120,3	121,2	107,6	82,4	107,6	7,9	111,1	124,2	28,6	120,3	133,6
III	112,0	114,4	115,1	103,7	95,6	99,9	6,9	103,1	129,1	19,1	126,6	137,2
IV	111,5	110,9	111,5	100,0	104,7	114,9	8,6	118,6	127,5	11,1	125,5	135,2
2000 I	113,1	103,2	104,8	76,8	112,9	163,0	8,2	168,3	117,6	11,1	113,1	128,4
II	106,8	106,4	107,4	91,5	81,1	108,6	12,1	112,0	120,1	7,6	119,0	126,6
III	117,4	122,4	122,3	121,9	146,4	92,4	1,7	95,5	125,5	0,8	110,7	150,9

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - 2 - INDICE DE LA PRODUCTION
INDUSTRIES DE TRANSFORMATION
(Base 100 = 1992 ⁽¹⁾)

Rubrique	Ensemble des industries de transformation	Produits des industries alimentaires	Autres produits des industries alimentaires	Boissons et tabacs	Produits textiles et bonneterie	Habillement à l'exclusion des chaussures	Cuir et chaussures en cuir	Bois, articles en bois, meubles	Papier, carton imprimerie	Produits issus de la transf. Des minéraux des carrières	Produits de l'industrie métallique de base	Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines	Machines et matériel d'équipement	Matériel de transport	Matériel électrique et électronique	Matériel de bureau, de mesure,...	Produits de la chimie et de la parachimie	Caoutchouc et plastique	Autres industries manufacturières
Pondération	1000	74	110	65	113	90	20	21	37	108	22	61	20	41	34	2	151	30	1
1995	107,1	114,3	108,8	105,7	92,6	123,1	107,7	101,4	110,3	107,1	110,7	100,9	107,7	92,7	110,4	93,2	108,0	112,1	121,2
1996	110,5	116,6	111,8	111,7	91,4	130,6	118,5	104,1	117,1	114,2	108,6	100,9	96,3	106,2	110,3	82,0	109,7	119,4	118,5
1997	115,1	120,3	110,9	108,6	95,9	139,7	122,8	103,7	126,8	119,9	122,3	103,0	102,2	111,2	112,5	101,7	118,5	120,4	120,1
1998	117,9	126,6	121,6	117,1	97,3	147,5	114,1	105,4	128,4	114,0	121,0	100,5	103,4	116,6	115,8	102,0	120,0	122,2	109,7
1999	120,7	127,0	125,0	116,3	98,4	142,1	111,2	106,2	135,1	117,3	135,0	105,4	109,2	120,3	126,4	136,9	125,7	127,7	108,6
1997 I	104,8	93,8	89,7	89,5	94,2	148,8	123,1	111,9	111,2	106,7	112,7	92,1	100,0	113,2	111,8	101,1	102,9	109,0	117,5
1997 II	118,5	113,3	113,0	127,0	105,4	140,5	109,0	107,1	132,9	119,7	122,3	105,3	108,7	122,0	129,2	95,4	118,4	124,8	133,5
1997 III	117,1	166,5	127,6	119,8	84,9	119,0	127,8	80,9	143,1	124,8	107,7	97,8	85,2	92,7	92,5	96,3	124,5	115,9	118,8
1997 IV	120,0	107,3	113,4	98,2	99,2	150,4	131,4	114,7	119,9	128,4	146,5	116,8	115,1	117,1	116,5	114,1	128,1	131,7	110,7
1998 I	108,2	101,6	99,3	99,8	99,7	150,7	127,9	106,3	112,2	101,0	123,6	90,1	90,1	109,6	103,6	89,5	108,3	128,7	110,6
1998 II	120,9	120,8	116,2	132,3	105,8	166,8	102,9	111,6	136,0	110,5	123,1	100,7	103,6	122,9	130,0	105,4	118,5	121,8	103,3
1998 III	118,7	181,2	132,0	127,4	79,4	124,5	131,8	83,4	158,0	118,5	96,8	90,9	99,8	102,0	100,6	71,4	122,2	107,5	119,7
1998 IV	124,1	102,7	138,8	108,8	104,9	151,1	94,0	120,2	107,5	125,9	140,6	120,2	120,0	132,1	129,2	141,6	131,1	130,8	105,1
1999 I	109,3	94,7	100,4	97,9	96,7	149,5	120,3	106,8	112,2	99,7	132,1	93,3	103,9	109,3	117,3	111,0	116,5	128,1	116,5
1999 II	125,8	132,7	126,4	138,2	109,8	156,4	100,6	104,5	126,8	120,9	133,1	106,7	110,6	124,4	136,1	143,6	126,0	128,7	102,2
1999 III	120,2	172,2	131,9	121,7	87,0	120,5	130,0	90,6	159,2	122,7	112,6	97,9	92,8	104,7	119,5	110,7	121,4	113,8	111,1
1999 IV	127,6	108,4	141,2	107,3	100,1	142,2	93,9	122,7	142,2	125,7	162,2	123,7	129,5	142,8	132,7	182,3	139,0	140,1	104,5
2000 I	113,8	119,8	108,2	117,4	95,1	141,2	120	108,9	115,9	107,2	134,8	88,9	110	108,7	123,2	110,3	117,8	134,1	100,7
2000 II	128,3	137,9	129,6	135,5	111,8	141,3	94,8	104,3	144,0	131,0	139,1	114,9	121,5	120,9	137,2	174,9	128,6	135,4	119,1
2000 III	125,3	177,8	141,9	127,4	88,9	121,1	129,4	95,8	170,5	123,3	116,2	104,4	102,7	112,4	115,8	112,9	130,6	114,4	128,1

(1) L'indice de la production industrielle de base 100 en 1992 remplace l'indice de base 100 en 1987. C'est un indice de volume qui couvre l'essentiel de la production industrielle. La formule utilisée est celle de Laspeyres à base et à pondérations fixes. Les pondérations des branches et des sous-branches sont calculées sur la base de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

VIII - 3 - PRODUCTION MINIÈRE

Période	Phosphates secs (1000 t)	Fer (tonnes)	Plomb (tonnes)	Zinc (tonnes)	Cuivre (tonnes)	Manganèse chimique (tonnes)	Barytine (tonnes)	Fluorine (tonnes)
1995	20 186	47 192	101 631	153 125	35 952	31 263	289 541	105 800
1996	20 792	11 842	107 577	152 580	37 623	29 466	282 537	95 900
1997	23 084	12 001	110 507	171 796	37 344	30 806	343 314	103 800
1998	22 644	9 285	115 059	216 011	31 719	28 332	353 206	105 000
1999	22 161	6 625	114 225	215 612	25 693	26 285	323 539	83 100
2000	21 459	...	...	...	...	...	...	...

Source : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.

VIII - 4 - PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Période	Charbon (1000 t)	Electricité nette en millions de kWh	
		d'origine hydraulique	d'origine thermique
1995	649,6	605,0	10 105,5
1996	505,6	1 937,0	9 113,0
1997	376,3	2 062,1	9 480,0
1998	269,1	1 759,0	9 936,3
1999	129,2	817,0	10 574,9
2000	...	704,7	10 770,8

Sources : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines.
Office national de l'électricité.

VIII - 5 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	1997		1998		1999*	
	Total	%	Total	%	Total	%
Consommation primaire	8.452	100	9.086	100	9.665	100
- Charbon	1.972	23,3	2.244	24,7	2.209	22,9
- Produits pétroliers ⁽¹⁾	5.886	69,7	6.170	67,9	6.731	69,6
- Gaz naturel	26	0,3	28	0,3	33	0,3
- Electricité hydraulique et importée.....	568	6,7	644	7,1	692	7,2
dont :						
Matières premières locales ..	784	100	648	100	329	100
- Anthracite	210	26,8	151	23,3	72	21,9
- Pétrole et gaz naturel.....	38	4,8	40	6,2	45	13,7
- Electricité hydraulique.....	536	68,4	457	70,5	212	64,4
Déficit énergétique.....	7.668		8.438		9.336	
- En pourcentage de la consommation globale.....		90,7		92,9		96,6

(*) Chiffres provisoires.

(1) À l'exclusion des produits pétroliers non énergétiques (bitumes, lubrifiants).

Source : Ministère de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines (Direction de l'énergie).

VIII - 6 - PRODUCTION DE CÉRÉALES ET SUPERFICIES CULTIVÉES

Période	Blé dur		Blé tendre		Orge		Maïs		Riz (Paddy)		Divers	
	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t
1994 - 1995	820	439	1 148	652	1 579	608	387	51	1	4	51	14
1995 - 1996	1 249	2 270	1 964	3 646	2 430	3 831	254	235	9	53	76	58
1996 - 1997	972	882	1 521	1 435	1 996	1 324	341	374	9	32	67	39
1997 - 1998	1 127	1 544	1 960	2 834	2 426	1 970	310	201	4	20	68	31
1998 - 1999	1 078	800	1 614	1 354	2 070	1 474	331	136	8	35	64	35
1999-2000 ^(*)	1 079	428	1 823	953	2 251	467	238	95	6	25	40	19

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural .

VIII - 7 - PRODUCTION D'AUTRES PRODUITS AGRICOLES

Période	Agrumes	Primeurs	dont: tomates	Légumineuses	dont: fèves	Rosacées fruitières	dont: pommes	Raisins	Betterave à sucre	Canne à sucre	Olives	Huile d'olive	Oléagineux	Vin
	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 hl
1994 - 1995	997	737	453	87	36	501	310	174	2 717	1 031	340	35	26	173
1995 - 1996	1 400	745	484	273	144	595	360	193	2 750	899	800	80	130	285
1996 - 1997	1 194	775	490	214	93	638	384	262	2 613	743	550	50	115	376
1997 - 1998	1 591	855	540	245	108	553	285	262	2 823	1 283	650	60	107	297
1998 - 1999	1 303	988	556	129	55	599	303	310	3 236	1 373	400	40	85	496
1999-2000 ^(*)	1 300	1 010	550	80	33	575	300	253	2 824	1 326	400	40	...	...

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural .

VIII - 8 - PÊCHES MARITIMES

(en milliers de tonnes)

Période	Production	Pêche hauturière	Pêche côtière	Consommation de produits frais	Transformation	dont: Conserves	Exportations	dont: Crustacés et mollusques	Conserves
1995	842,5	113,8	728,7	188,3	540,6	152	237	111	68,0
1996	615,9	90,9	525,0	169,4	355,3	139	200	98,3	61,6
1997	773,2	111,5	661,7	148,2	513,5	142	152	91,3	61,0
1998	694,4	87,3	607,1	182,4	422,9	147	183	119	64,2
1999	727,0	105,0	622,0	188,9	428,9	169,7	194,9	111,0	83,9
2000^(*)	...	...	762,7	251,1	507,5	129,8	...	...	...

(*) Chiffres provisoires.

Sources : Ministère des pêches maritimes et Office national des pêches.
Office des changes.

VIII-9 - L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Indicateurs	Tourisme étranger			Nuitées du tourisme interne (*)	Nuitées globales
	Entrées de touristes de séjour	Recettes touristiques (En millions de Dh)	Nuitées (*)		
1995	1 524 119	11 071	7 780 255	2 161 085	9 941 340
1996	1 632 731	14 597	7 886 191	2 187 015	10 073 206
1997	1 823 448	13 780	8 645 002	2 263 441	10 908 443
1998	1 953 631	16 754	9 701 359	2 280 114	11 981 473
1999	2 274 814	19 112	10 846 031	2 218 314	13 064 345
2000	2 462 933	21 080	11 267 750	2 271 806	13 539 556
1998 Janvier	102 348	955	614 194	80 600	694 794
Février	141 202	1 049	755 314	135 705	891 019
Mars	145 281	1 135	887 533	168 023	1 055 556
Avril	194 414	1 328	1 002 221	172 452	1 174 673
Mai	154 458	1 224	790 984	173 886	964 870
Juin	140 287	1 159	662 279	148 220	810 499
Juillet	237 140	2 031	759 041	258 548	1 017 589
Août	226 348	2 509	1 071 886	453 366	1 525 252
Septembre	164 194	1 564	829 987	210 636	1 040 623
Octobre	163 142	1 367	887 221	172 708	1 059 929
Novembre	137 848	1 158	769 191	182 504	951 695
Décembre	146 969	1 276	671 508	123 466	794 974
1999 Janvier	119 821	1 091	673 990	94 617	768 607
Février	150 887	1 066	805 768	147 503	953 271
Mars	190 958	1 379	1 033 321	170 220	1 203 541
Avril	198 606	1 426	1 054 134	180 331	1 234 465
Mai	172 380	1 209	906 006	172 049	1 078 055
Juin	183 893	1 207	821 583	174 854	996 437
Juillet	291 261	2 679	891 632	235 467	1 127 099
Août	256 347	3 124	1 160 991	400 079	1 561 070
Septembre	191 642	1 535	979 742	213 799	1 193 541
Octobre	205 510	1 501	1 020 528	171 576	1 192 104
Novembre	164 347	1 489	894 852	167 106	1 061 958
Décembre	149 162	1 405	603 484	90 713	694 197
2000 Janvier	142 697	1 346	706 097	128 975	835 072
Février	170 111	1 316	877 162	149 489	1 026 651
Mars	208 348	1 583	1 103 735	155 223	1 258 958
Avril	253 683	1 394	1 215 038	185 463	1 400 501
Mai	185 336	1 507	961 187	157 305	1 118 492
Juin	186 831	1 488	889 182	171 195	1 060 377
Juillet	302 754	2 840	895 724	266 047	1 161 771
Août	261 750	3 450	1 163 512	445 194	1 608 706
Septembre	195 781	1 568	972 101	201 519	1 173 620
Octobre	210 294	1 761	1 020 873	162 669	1 183 542
Novembre	164 239	1 413	832 979	153 881	986 860
Décembre	181 109	1 415	630 160	94 846	725 006

(*) Nuitées réalisées dans les hôtels classés.

Sources : Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme.
Office des changes.

IX- COMMERCE EXTÉRIEUR

IX - 1 - BALANCE COMMERCIALE

(en millions de dirhams)

Année		Exportations FOB		Importations CAF		Solde	
1995 ⁽¹⁾		40 240		72 869		-32 629	
1996 ⁽¹⁾		41 356		71 963		-30 607	
1997 ⁽¹⁾		44 554		75 021		-30 467	
1998		68 608		98 676		-30 068	
1999		73 617		105 931		-32 314	
2000		75 896		121 058		-45 162	
Mois		Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées
1999	Janvier	5 170	5 170	6 424	6 424	-1 254	-1 254
	Février	5 482	10 652	8 066	14 490	-2 584	-3 838
	Mars	6 885	17 537	9 345	23 835	-2 460	-6 298
	Avril	6 221	23 758	9 312	33 147	-3 091	-9 389
	Mai	6 202	29 960	8 868	42 015	-2 666	-12 055
	Juin	6 213	36 173	10 365	52 380	-4 152	-16 207
	Juillet	6 541	42 714	8 800	61 180	-2 259	-18 466
	Août	5 117	47 831	8 155	69 335	-3 038	-21 504
	Septembre	5 536	53 367	8 233	77 568	-2 697	-24 201
	Octobre	6 060	59 427	8 736	86 304	-2 676	-26 877
	Novembre	6 555	65 982	9 589	95 893	-3 034	-29 911
	Décembre	7 635	73 617	10 038	105 931	-2 403	-32 314
2000	Janvier	6 554	6 554	8 954	8 954	-2 400	-2 400
	Février	7 087	13 641	9 414	18 368	-2 327	-4 727
	Mars	6 172	19 813	10 227	28 595	-4 055	-8 782
	Avril	5 631	25 444	10 076	38 671	-4 445	-13 227
	Mai	6 384	31 828	10 754	49 425	-4 370	-17 597
	Juin	6 852	38 680	11 910	61 335	-5 058	-22 655
	Juillet	7 261	45 941	9 895	71 230	-2 634	-25 289
	Août	5 697	51 638	10 683	81 913	-4 986	-30 275
	Septembre	5 422	57 060	8 518	90 431	-3 096	-33 371
	Octobre	6 162	63 222	10 807	101 238	-4 647	-38 018
	Novembre	6 370	69 592	10 428	111 666	-4 057	-42 075
	Décembre	6 304	75 896	9 392	121 058	-3 088	-45 162

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 2 - IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999
Alimentation, boissons et tabacs.....	11 222	10 149	11 438	11 540
Blé	4 137	3 486	3 728	3 817
Sucre	1 349	1 521	1 490	1 322
Produits laitiers	731	538	642	502
Thé	501	655	749	711
Tabacs	577	565	619	630
Maïs	893	844	908	871
Orge	48	122	592	724
Autres produits	2 986	2 418	2 710	2 963
Énergie et lubrifiants	11 199	12 347	8 859	13 000
Huile brute de pétrole	7 397	8 389	5 412	8 941
Charbon	1 172	1 186	1 108	988
Gasoil et fuel	877	757	498	609
Autres produits	1 753	2 015	1 841	2 462
Produits bruts	7 746	8 192	7 678	7 465
Huiles végétales et graines oléagineuses	2 436	2 092	2 402	2 262
Bois bruts	1 544	1 784	1 647	1 870
Fibres textiles et coton	1 350	1 534	1 261	1 008
Soufre brut	1 234	1 440	1 006	988
Autres produits	1 182	1 342	1 362	1 337
Demi-produits	16 839	17 828	22 823	21 828
Fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier	653	654	828	860
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	961	939	1 151	924
Produits chimiques, engrais, matières colorantes et désinfectants	5 000	4 801	5 411	4 921
Matières plastiques artificielles	2 132	2 315	2 462	2 463
Fils de fibres et de coton	839	961	1 103	1 114
Papiers et cartons	1 284	1 367	1 651	1 549
Fer et acier	1 313	1 594	1 813	1 350
Autres produits	4 657	5 197	8 404	8 647
Biens d'équipement	15 376	15 815	24 651	27 775
Agricoles	956	648	869	749
Industriels	14 420	15 167	23 782	27 026
Biens de consommation	9 581	10 690	23 227	24 323
Voitures de tourisme	1 559	1 656	1 446	1 816
Tissus de fibres et de coton	1 496	1 543	7 877	7 565
Ouvrages en matières plastiques	513	600	1 003	1 083
Médicaments	1 007	1 183	1 283	1 346
Papiers finis et ouvrages en papiers.....	513	534	530	575
Autres produits.....	4 493	5 174	11 088	11 938
Total.....	71 963	75 021	98 676	105 931

(1) Non compris les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 3 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Blé			Sucre			Huiles végétales brutes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	2 549 113	3 997 072	1 568	477 669	1 319 677	2 763	245 440	1 363 758	5 556
1996 ⁽¹⁾	2 240 101	4 136 625	1 847	512 628	1 348 777	2 631	289 312	1 427 897	4 935
1997 ⁽¹⁾	2 054 828	3 485 502	1 696	586 487	1 520 687	2 593	239 698	1 280 446	5 342
1998	2 581 079	3 728 412	1 445	561 525	1 489 692	2 653	245 361	1 507 747	6 145
1999	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757
1999 ⁽²⁾ Janvier	220 292	292 078	1 326	33	139	4 212	30 209	179 058	5 927
Février	479 223	626 186	1 307	30 091	81 633	2 713	40 732	240 150	5 896
Mars	780 559	1 023 487	1 311	57 667	156 432	2 713	55 726	319 106	5 726
Avril	1 123 394	1 486 635	1 323	109 243	301 005	2 755	87 746	465 639	5 307
Mai	1 285 820	1 707 312	1 328	160 117	444 899	2 779	112 312	576 777	5 135
Juin	1 527 273	2 055 621	1 346	201 805	567 103	2 810	127 963	647 304	5 059
Juillet	1 638 353	2 194 229	1 339	203 908	576 413	2 827	146 229	729 188	4 987
Août	1 873 056	2 473 388	1 321	265 502	751 784	2 832	177 559	869 987	4 900
Septembre	2 135 806	2 834 079	1 327	346 204	979 933	2 831	197 046	957 136	4 857
Octobre	2 368 742	3 168 538	1 338	376 107	1 063 521	2 828	222 810	1 067 637	4 792
Novembre	2 641 906	3 560 289	1 348	406 269	1 148 736	2 828	258 578	1 232 496	4 766
Décembre	2 814 761	3 816 612	1 356	466 641	1 322 089	2 833	288 605	1 372 753	4 757
2000 ⁽²⁾ Janvier	265 384	387 248	1 459	60 201	171 504	2 849	25 280	107 736	4 262
Février	564 194	846 237	1 500	110 457	318 637	2 885	56 187	237 036	4 219
Mars	786 652	1 155 853	1 469	171 190	498 580	2 912	87 921	388 569	4 420
Avril	1 050 457	1 564 091	1 489	232 165	639 068	2 753	131 538	565 420	4 299
Mai	1 402 678	2 133 798	1 521	263 615	708 353	2 687	155 679	669 843	4 303
Juin	1 759 549	2 663 236	1 514	326 375	840 089	2 574	177 888	766 457	4 309
Juillet	1 968 768	3 005 163	1 526	348 714	888 642	2 548	196 759	848 045	4 310
Août	2 322 312	3 551 894	1 529	378 927	960 851	2 536	223 877	960 074	4 288
Septembre	2 623 281	4 019 299	1 532	409 078	1 032 413	2 524	236 450	1 010 733	4 275
Octobre	3 012 583	4 706 122	1 562	467 564	1 197 549	2 561	262 145	1 117 194	4 262
Novembre	3 253 258	5 175 430	1 591	498 031	1 284 089	2 578	296 211	1 245 744	4 206

(1) Non compris les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits énergétiques et produits bruts d'origine minérale

Période	Huile brute de pétrole			Soufre brut		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	6 751 486	6 721 218	996	2 804 571	1 585 230	565
1996 ⁽¹⁾	5 743 317	7 397 314	1 288	2 600 129	1 234 324	475
1997 ⁽¹⁾	6 014 215	8 388 981	1 395	2 962 081	1 440 008	486
1998	6 004 074	5 411 512	901	2 463 451	1 006 079	408
1999	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
1999 ⁽²⁾ Janvier	503 479	374 465	744	204 559	72 161	353
Février	1 006 683	737 819	733	423 874	154 085	364
Mars	1 818 805	1 358 711	747	585 324	212 160	362
Avril	2 448 570	1 995 180	815	702 796	256 322	365
Mai	3 085 874	2 683 775	870	842 470	307 878	365
Juin	3 501 361	3 130 728	894	1 217 429	444 995	366
Juillet	4 177 343	4 043 341	968	1 346 360	485 420	361
Août	4 804 555	4 951 917	1 031	1 673 569	586 258	350
Septembre	5 350 579	5 806 758	1 085	1 886 632	665 029	352
Octobre	6 017 444	6 853 909	1 139	2 073 802	744 661	359
Novembre	6 636 620	7 909 094	1 192	2 254 113	822 057	365
Décembre	7 183 023	8 941 269	1 245	2 621 609	988 330	377
2000 ⁽²⁾ Janvier	670 636	1 313 839	1 959	207 330	99 054	478
Février	1 086 243	2 169 297	1 997	393 014	189 698	483
Mars	1 796 720	3 717 307	2 069	606 123	289 042	477
Avril	2 342 184	4 696 635	2 005	660 868	318 852	482
Mai	2 886 667	5 728 735	1 985	963 539	466 424	484
Juin	3 859 784	7 911 850	2 050	1 170 833	571 644	488
Juillet	4 132 931	8 499 675	2 057	1 562 769	764 102	489
Août	4 947 751	10 228 206	2 067	1 796 747	883 283	492
Septembre	5 499 227	11 529 506	2 097	1 979 530	977 613	494
Octobre	5 902 315	12 450 792	2 109	2 245 804	1 102 340	491
Novembre	6 434 291	13 700 513	2 129	2 505 876	1 234 213	493

(1) Non compris les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Tissus de fibre et de coton	Voitures de tourisme	Médicaments
1995 ⁽¹⁾	1 496 416	659 187	974 091
1996 ⁽¹⁾	1 496 204	1 558 925	1 007 292
1997 ⁽¹⁾	1 543 303	1 656 113	1 183 094
1998	7 876 805	1 446 341	1 282 937
1999	7 564 893	1 815 576	1 346 160
1999 ⁽²⁾ Janvier	499 838	183 576	75 217
Février	1 091 191	274 138	183 610
Mars	1 707 782	461 691	289 686
Avril	2 394 748	572 081	401 447
Mai	3 133 386	711 769	489 476
Juin	3 898 767	886 257	610 671
Juillet	4 493 056	1 073 484	730 596
Août	4 870 040	1 214 354	857 884
Septembre	5 399 815	1 347 255	994 532
Octobre	6 058 634	1 492 136	1 117 389
Novembre	6 820 253	1 640 932	1 237 769
Décembre	7 564 893	1 815 576	1 346 160
2000 ⁽²⁾ Janvier	535 576	151 266	83 784
Février	1 139 715	246 328	182 788
Mars	1 743 215	407 235	314 293
Avril	2 355 596	517 037	414 488
Mai	3 126 101	668 162	521 547
Juin	3 891 799	828 005	634 575
Juillet	4 575 298	988 936	751 921
Août	5 025 969	1 118 868	849 524
Septembre	5 542 064	1 231 463	947 006
Octobre	6 286 876	1 385 123	1 075 691
Novembre	7 069 991	1 567 981	1 198 693

(1) Non compris les opérations effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 4 - EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999
Alimentation, boissons et tabacs.....	13 079	13 090	14 256	14 853
Agrumes	2 700	2 377	2 590	2 613
Primeurs	1 274	1 497	1 692	2 049
Poissons en conserve	1 535	1 664	1 826	1 961
Poissons frais	811	969	876	947
Crustacés, mollusques et coquillages	4 110	3 843	4 357	4 422
Conserves de légumes et de fruits.....	1 346	1 397	1 143	1 249
Autres produits	1 303	1 343	1 772	1 612
Énergie et lubrifiants	673	866	1 002	1 990
Produits bruts d'origine animale et végétale.....	1 572	1 859	1 370	1 839
Pâte à papier	285	409	266	488
Plantes et fleurs	300	266	259	233
Agar-agar	167	170	163	183
Autres produits	820	1 014	682	935
Produits bruts d'origine minérale	4 551	5 880	6 136	5 979
Phosphates	3 030	4 141	4 412	4 462
Minerai de plomb	160	165	178	176
Minerai de cuivre	192	180	91	88
Sulfate de baryum	137	148	155	88
Autres minerais	1 032	1 246	1 300	1 165
Demi-produits	10 629	11 588	12 503	13 711
Acide phosphorique	4 598	5 534	4 786	5 777
Engrais naturels et chimiques	3 321	3 353	3 290	3 107
Plomb et argent bruts	646	716	792	675
Fils de fibres et de coton	340	287	119	127
Autres produits	1 724	1 698	3 516	4 025
Biens d'équipement	1 335	1 421	5 260	6 790
Diodes	-	-	1 141	1 362
Fils et câbles pour l'électricité	621	822	1 134	1 633
Autres produits	714	599	2 985	3 795
Biens de consommation	9 517	9 850	28 081	28 455
Vêtements confectionnés	3 412	3 323	16 637	16 172
Articles de bonneterie	3 046	3 237	7 475	8 070
Tapis	247	238	211	206
Chaussures	635	741	1 134	1 162
Tissus de fibres et de coton	292	349	358	324
Autres produits	1 885	1 962	2 266	2 521
Total.....	41 356	44 554	68 608	73 617

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

Source : Office des changes.

IX - 5 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Agrumes			Tomates			Conserves de légumes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	414 398	1 715 514	4 140	156 220	612 324	3 920	83 031	1 097 866	13 222
1996 ⁽¹⁾	632 393	2 700 251	4 270	153 046	718 604	4 695	77 625	1 167 010	15 034
1997 ⁽¹⁾	516 054	2 377 480	4 607	188 653	865 404	4 587	90 824	1 222 703	13 462
1998	609 320	2 589 532	4 250	238 608	1 166 387	4 888	64 522	930 243	14 417
1999	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962
1999 ⁽²⁾ Janvier	74 450	373 938	5 023	25 787	113 882	4 416	5 117	68 466	13 380
Février	133 758	624 498	4 669	62 738	292 542	4 663	13 442	168 303	12 521
Mars	237 341	950 807	4 006	107 620	513 366	4 770	22 956	283 070	12 331
Avril	320 436	1 223 099	3 817	121 665	570 626	4 690	32 123	393 380	12 246
Mai	381 224	1 400 395	3 673	124 821	581 367	4 658	41 612	507 473	12 195
Juin	388 196	1 421 213	3 661	124 946	581 726	4 656	49 919	606 095	12 142
Juillet	388 541	1 421 992	3 660	124 946	581 726	4 656	59 648	722 689	12 116
Août	388 769	1 422 544	3 659	124 949	581 731	4 656	67 149	800 421	11 920
Septembre	388 823	1 422 594	3 659	125 947	587 779	4 667	74 772	885 138	11 838
Octobre	396 521	1 458 345	3 678	152 900	740 774	4 845	80 607	958 888	11 896
Novembre	484 729	1 915 799	3 952	190 250	940 286	4 942	86 087	1 025 989	11 918
Décembre	627 220	2 613 294	4 166	243 571	1 211 752	4 975	93 233	1 115 294	11 962
2000 ⁽²⁾ Janvier	92 016	466 466	5 069	35 662	182 250	5 110	5 903	74 769	12 666
Février	176 963	839 687	4 745	69 556	336 520	4 838	13 605	162 303	11 930
Mars	247 421	1 075 932	4 349	93 808	472 237	5 034	20 074	249 027	12 405
Avril	303 424	1 276 286	4 206	99 955	511 432	5 117	26 644	328 266	12 320
Mai	357 968	1 457 426	4 071	105 723	541 927	5 126	34 830	429 239	12 324
Juin	372 977	1 502 970	4 030	105 849	542 253	5 123	41 486	508 068	12 247
Juillet	373 051	1 503 307	4 030	105 849	542 256	5 123	48 118	588 752	12 236
Août	373 113	1 503 662	4 030	105 862	542 374	5 123	52 914	638 947	12 075
Septembre	373 184	1 504 150	4 031	106 210	544 412	5 126	59 333	709 547	11 959
Octobre	378 191	1 537 499	4 065	116 826	605 781	5 185	65 251	783 688	12 010
Novembre	424 829	1 805 885	4 251	128 227	662 657	5 168	70 212	851 086	12 122

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits de la pêche

Période	Crustacés et mollusques			Poissons frais			Conserves de poissons		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	111 310	4 309 862	38 719	28 943	762 560	26 347	68 028	1 541 788	22 664
1996 ⁽¹⁾	98 332	4 110 295	41 800	30 140	811 119	26 912	61 613	1 535 065	24 915
1997 ⁽¹⁾	91 271	3 842 718	42 102	34 935	968 643	27 727	61 053	1 663 810	27 252
1998	118 660	4 356 837	36 717	32 322	876 422	27 115	64 195	1 825 686	28 440
1999	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408
1999 ⁽²⁾ Janvier	10 834	359 764	33 207	1 867	43 542	23 322	4 304	122 362	28 430
Février	19 337	650 783	33 655	3 965	87 622	22 099	10 069	290 184	28 820
Mars	31 243	1 104 332	35 347	7 886	169 634	21 511	15 200	442 189	29 091
Avril	36 107	1 268 590	35 134	9 664	224 983	23 281	19 047	557 969	29 294
Mai	43 788	1 510 081	34 486	12 420	316 914	25 516	23 866	701 757	29 404
Juin	56 416	1 897 858	33 640	15 782	447 547	28 358	29 562	862 488	29 176
Juillet	70 316	2 356 005	33 506	18 638	536 181	28 768	35 406	1 033 364	29 186
Août	77 070	2 577 961	33 450	21 463	620 836	28 926	41 048	1 202 181	29 287
Septembre	87 734	2 924 133	33 330	25 560	693 352	27 126	47 411	1 377 942	29 064
Octobre	93 760	3 118 311	33 258	27 992	751 412	26 844	54 184	1 564 676	28 877
Novembre	98 765	3 233 473	32 739	30 430	822 435	27 027	60 844	1 750 220	28 766
Décembre	140 746	4 421 918	31 418	34 183	947 474	27 718	69 028	1 960 972	28 408
2000 ⁽²⁾ Janvier	14 747	399 590	27 096	2 328	63 924	27 459	5 555	147 052	26 472
Février	33 567	946 576	28 200	5 971	142 442	23 856	11 446	307 597	26 874
Mars	46 590	1 329 534	28 537	8 887	196 866	22 152	17 766	473 806	26 669
Avril	53 206	1 483 840	27 889	11 587	263 397	22 732	26 189	689 828	26 340
Mai	64 912	1 818 644	28 017	14 430	377 453	26 158	31 144	832 837	26 741
Juin	81 797	2 268 791	27 737	17 965	483 261	26 900	38 165	1 013 513	26 556
Juillet	99 279	2 848 264	28 689	22 022	578 494	26 269	43 384	1 152 356	26 562
Août	107 486	3 117 869	29 007	25 444	686 976	27 000	51 563	1 382 525	26 812
Septembre	117 939	3 515 673	29 809	30 171	781 080	25 888	57 386	1 536 113	26 768
Octobre	121 444	3 631 786	29 905	34 068	861 855	25 298	64 090	1 707 708	26 645
Novembre	135 002	4 013 744	29 731	38 136	929 933	24 385	72 344	1 911 722	26 425

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Phosphates et dérivés

Période	Phosphates bruts			Acide phosphorique			Engrais		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
1995 ⁽¹⁾	9 419 666	2 426 428	258	1 722 957	4 699 334	2 727	1 784 149	3 075 632	1 724
1996 ⁽¹⁾	10 139 919	3 030 179	299	1 618 433	4 598 384	2 841	1 884 573	3 321 168	1 762
1997 ⁽¹⁾	11 669 340	4 141 313	355	1 759 628	5 533 899	3 145	1 831 513	3 352 529	1 830
1998	11 730 653	4 412 152	376	1 514 113	4 786 212	3 161	1 804 235	3 290 092	1 824
1999	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677
1999 ⁽²⁾ Janvier	932 548	341 327	366	160 437	525 229	3 274	99 584	182 606	1 834
Février	1 883 306	684 601	364	252 500	887 803	3 516	262 684	466 522	1 776
Mars	2 905 339	1 053 247	363	369 800	1 367 057	3 697	410 688	737 349	1 795
Avril	3 992 968	1 426 420	357	540 461	1 936 644	3 583	555 969	992 086	1 784
Mai	4 917 747	1 785 393	363	675 335	2 401 721	3 556	595 719	1 069 660	1 796
Juin	5 929 440	2 164 870	365	858 122	2 900 149	3 380	802 361	1 432 318	1 785
Juillet	6 815 441	2 486 422	365	993 317	3 366 007	3 389	1 018 256	1 790 273	1 758
Août	7 772 021	2 826 882	364	1 172 044	3 981 404	3 397	1 115 022	1 947 639	1 747
Septembre	8 764 944	3 204 261	366	1 270 973	4 306 642	3 388	1 335 461	2 293 774	1 718
Octobre	9 554 899	3 524 107	369	1 401 170	4 743 951	3 386	1 522 575	2 605 797	1 711
Novembre	10 534 699	3 892 934	370	1 634 827	5 260 547	3 218	1 707 887	2 901 720	1 699
Décembre	11 380 836	4 462 200	392	1 754 975	5 776 643	3 292	1 853 022	3 107 183	1 677
2000 ⁽²⁾ Janvier	949 038	373 264	393	118 231	400 664	3 389	198 181	304 664	1 537
Février	1 709 917	654 772	383	220 742	713 745	3 233	474 623	737 420	1 554
Mars	2 650 981	1 019 176	384	346 893	1 164 630	3 357	604 789	926 281	1 532
Avril	3 274 212	1 265 272	386	465 408	1 540 949	3 311	727 481	1 117 940	1 537
Mai	4 002 754	1 533 324	383	652 328	2 167 662	3 323	897 205	1 377 499	1 535
Juin	5 012 968	1 956 583	390	781 637	2 601 544	3 328	1 053 508	1 601 850	1 520
Juillet	5 740 471	2 270 479	396	923 084	3 045 078	3 299	1 324 919	2 004 056	1 513
Août	6 739 648	2 764 237	410	1 065 688	3 500 760	3 285	1 549 164	2 341 524	1 511
Septembre	7 512 337	3 169 468	422	1 190 709	3 921 177	3 293	1 696 380	2 570 816	1 515
Octobre	8 600 791	3 691 038	429	1 359 745	4 459 877	3 280	1 881 752	2 875 763	1 528
Novembre	9 392 535	4 093 121	436	1 527 962	5 117 285	3 349	2 017 627	3 108 186	1 541

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Vêtements confectionnés	Articles de bonneterie	Chaussures
1995 ⁽¹⁾	3 639 985	2 856 017	606 848
1996 ⁽¹⁾	3 412 467	3 046 352	634 885
1997 ⁽¹⁾	3 322 896	3 237 062	741 278
1998	16 637 306	7 475 260	1 134 226
1999	16 172 334	8 069 858	1 161 726
1999 ⁽²⁾ Janvier	1 373 487	565 250	110 464
Février	2 756 368	1 118 407	222 106
Mars	4 409 302	1 717 545	368 883
Avril	5 648 445	2 275 275	448 031
Mai	6 939 220	2 938 676	544 046
Juin	8 300 468	3 691 096	653 200
Juillet	9 908 012	4 644 083	768 018
Août	11 094 634	5 256 633	854 488
Septembre	12 152 614	5 881 282	931 138
Octobre	13 544 778	6 641 581	999 167
Novembre	14 799 120	7 294 034	1 075 419
Décembre	16 172 334	8 069 858	1 161 726
2000 ⁽²⁾ Janvier	1 295 718	620 104	108 302
Février	2 848 745	1 365 384	242 503
Mars	4 200 483	2 008 712	343 022
Avril	5 524 091	2 588 799	427 640
Mai	6 740 961	3 293 784	508 098
Juin	8 153 398	4 141 773	615 101
Juillet	9 892 147	5 553 904	745 697
Août	11 135 571	6 202 224	846 684
Septembre	12 112 742	6 831 544	923 780
Octobre	13 412 097	7 470 916	997 311
Novembre	14 690 691	8 092 263	1 076 130

(1) Non compris les exportations effectuées dans le cadre du régime douanier d'admission temporaire sans paiement.

(2) Chiffres mensuels cumulés.

Source : Office des changes.

IX - 6 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

(en millions de dirhams)

	Importations C.A.F.					Exportations F.O.B.					Soldes				
	1995 ⁽¹⁾	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	1995 ⁽¹⁾	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999	1995 ⁽¹⁾	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾	1998	1999
EUROPE	48 369	44 433	44 832	68 775	72 291	26 582	27 391	29 248	52 702	56 185	-21 787	-17 042	-15 584	-16 073	-16 106
Union européenne	40 859	38 953	39 064	61 829	64 237	24 974	25 407	27 024	50 005	53 883	-15 885	-13 546	-12 040	-11 824	-10 354
France	15 915	15 003	15 556	25 956	27 275	11 940	11 699	12 002	23 839	26 309	-3 975	-3 304	-3 554	-2 117	-966
Espagne	6 215	6 306	6 773	10 160	11 771	3 779	4 089	4 813	7 026	7 867	-2 436	-2 217	-1 960	-3 134	-3 904
Allemagne	4 563	4 375	3 751	6 699	6 401	1 654	1 614	1 537	4 145	4 187	-2 909	-2 761	-2 214	-2 554	-2 214
Italie	4 174	5 148	4 582	5 871	5 634	2 291	2 607	2 847	3 417	3 728	-1 883	-2 541	-1 735	-2 454	-1 906
Royaume-Uni	2 658	2 022	2 119	5 658	5 981	1 802	1 600	1 710	6 807	6 827	-856	-422	-409	1 149	846
Pays-Bas	1 767	1 428	1 639	2 219	1 893	973	1 111	1 203	1 384	1 420	-794	-317	-436	-834	-473
U.E. Belgo-luxembourgeoise	2 033	1 626	1 580	2 035	1 867	1 251	1 457	1 494	2 108	1 980	-782	-169	-86	73	113
Autres pays de l' U.E.	3 534	3 045	3 064	3 231	3 415	1 284	1 230	1 418	1 279	1 565	-2 250	-1 815	-1 646	-1 952	-1 850
Autres	7 510	5 480	5 768	6 946	8 054	1 608	1 984	2 224	2 697	2 302	-5 902	-3 496	-3 544	-4 249	-5 752
ASIE	10 748	10 383	13 095	13 377	17 254	7 555	7 728	8 455	8 341	9 160	-3 193	-2 655	-4 640	-5 036	-8 094
Pays arabes du Moyen-Orient	4 517	4 655	6 558	4 796	6 501	766	965	971	1 039	1 049	-3 751	-3 690	-5 587	-3 757	-5 452
Autres pays d'Asie	6 231	5 728	6 537	8 581	10 753	6 789	6 763	7 484	7 302	8 111	558	1 035	947	-1 279	-2 642
Japon	1 060	1 328	1 982	1 964	2 360	3 085	2 874	2 470	2 641	2 680	2 025	1 546	488	677	320
Inde	217	456	348	432	498	2 640	2 608	3 681	3 062	3 550	2 423	2 152	3 333	2 630	3 052
Chine	1 419	1 270	1 762	2 125	2 420	328	145	426	519	398	-1 091	-1 125	-1 336	-1 606	-2 022
Autres	3 535	2 674	2 445	4 060	5 475	736	1 136	907	1 080	1 483	-2 799	-1 538	-1 538	-2 980	-3 992
AMÉRIQUE	9 230	10 833	10 673	11 673	11 653	2 446	2 756	3 108	3 713	4 244	-6 784	-8 077	-7 565	-7 960	-7 409
États-Unis	4 770	5 336	4 888	6 182	6 930	1 362	1 432	1 570	1 889	2 512	-3 408	-3 904	-3 318	-4 293	-4 418
Canada	1 388	1 564	1 607	1 285	1 355	254	324	290	389	435	-1 134	-1 240	-1 317	-896	-920
Brésil	2 061	2 170	1 961	2 377	2 044	366	247	398	483	474	-1 695	-1 923	-1 563	-1 894	-1 570
Mexique	162	118	125	111	72	321	495	559	714	578	159	377	434	603	506
Autres	849	1 645	2 092	1 718	1 252	143	258	291	238	245	-706	-1 387	-1 801	-1 480	-1 007
AFRIQUE	4 280	5 767	5 984	4 286	4 281	3 460	3 141	3 199	3 318	3 505	-820	-2 626	-2 785	-968	-776
Pays de L'U.M.A.	1 709	2 475	1 776	1 400	2 070	2 372	1 996	1 751	1 578	1 706	663	-479	-25	178	-364
Libye	475	1 213	310	240	330	1 377	1 092	1 242	969	1 130	902	-121	932	729	800
Algérie	949	891	1 097	723	1 364	477	309	32	103	81	-472	-582	-1 065	-620	-1 283
Tunisie	281	368	363	434	376	452	517	381	412	384	171	149	18	-22	8
Mauritanie	4	3	6	3	0	66	78	96	94	111	62	75	90	91	111
Autres pays arabes	319	123	153	198	212	35	35	116	113	127	-284	-88	-37	-85	-85
Autres	2 252	3 169	4 055	2 688	1 999	1 053	1 110	1 332	1 627	1 672	-1 199	-2 059	-2 723	-1 061	-327
OCÉANIE	242	547	437	565	452	197	340	544	534	523	-45	-207	107	-31	71
Total	72 869	71 963	75 021	98 676	105 931	40 240	41 356	44 554	68 608	73 617	-32 629	-30 607	-30 467	-30 068	-32 314

(1) Données n'intégrant pas les transactions réalisées dans le cadre du régime des admissions temporaires sans paiement.

Source : Office des changes.

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1997			1998			1999*		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	114 021	114 852	- 831	121 052	122 432	- 1 380	128 051	129 688	- 1 637
Biens	67 061	84 820	- 17 758	68 611	90 883	- 22 271	73 621	97 619	- 23 998
- Marchandises générales	44 363	69 046	- 24 684	44 546	74 554	- 30 008	47 493	79 811	- 32 318
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	22 503	15 691	+ 6 811	23 787	16 235	+ 7 553	25 920	17 712	+ 8 207
- Achats de biens dans les ports	196	82	+ 114	278	94	+ 184	209	96	+ 113
Services	23 542	16 425	+ 7 117	27 149	18 852	+ 8 297	30 542	19 636	+ 10 905
- Transports	4 193	5 442	- 1 249	4 285	5 450	- 1 165	4 683	6 143	- 1 460
- Voyages	13 780	3 002	+ 10 778	16 754	4 067	+ 12 687	19 112	4 433	+ 14 679
- Services de communication	852	267	+ 585	821	344	+ 477	1 109	288	+ 821
- Services d'assurance	290	382	- 92	255	364	- 109	250	361	- 111
- Redevances et droits de licence	38	1 171	- 1 134	63	1 655	- 1 592	59	1 971	- 1 912
- Autres services aux entreprises	1 835	1 808	+ 27	2 385	2 351	+ 35	2 269	1 874	+ 395
- Service fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A ^(**)	2 555	4 354	- 1 799	2 585	4 621	- 2 036	3 060	4 566	- 1 506
Revenus	1 642	12 839	- 11 197	1 859	11 785	- 9 926	1 829	11 492	- 9 664
- Revenus des investissements privés	46	1 667	- 1 621	54	1 573	- 1 520	95	2 273	- 2 179
- Revenus des investissements et des emprunts publics	1 596	11 172	- 9 576	1 806	10 212	- 8 406	1 734	9 219	- 7 485
Transferts courants.....	21 776	768	+ 21 008	23 432	912	+ 22 520	22 060	941	+ 21 120
- Publics	776	323	+ 453	888	393	+ 495	464	369	+ 95
- Privés	21 000	445	+ 20 555	22 544	519	+ 22 025	21 596	571	+ 21 025

(*) Chiffres rectifiés.

(**) N.C.A. : non compris ailleurs.

X - (suite) - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	1997			1998			1999*		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS									
FINANCIÈRES	25 833	21 399	+ 4 434	23 396	21 178	+ 2 219	44 076	27 612	+ 16 464
1. Capital	4	48	- 43	1	98	- 96	2	86	- 84
Transferts de capital	4	48	- 43	1	98	- 96	2	86	- 84
2. Opérations financières	25 829	21 351	+ 4 478	23 395	21 080	+ 2 315	44 073	27 526	+ 16 547
Secteur privé.....	15 559	2 709	+ 12 850	8 223	2 846	+ 5 377	28 756	7 665	+ 21 091
- Crédits commerciaux	3 220	1 484	+ 1 736	2 750	518	+ 2 232	8 507	3 451	+ 5 056
- Prêts et investissements	12 339	1 225	+ 11 114	5 473	2 328	+ 3 145	18 503	4 214	+ 14 289
- Autres capitaux privés	-	-	-	-	-	-	1 746	-	+ 1 746
Secteur public	9 697	18 606	- 8 910	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298
- Prêts	9 697	18 577	- 8 880	14 810	17 977	- 3 167	15 211	19 509	- 4 298
- Opérations avec le F.M.I.	-	30	- 30	-	-	-	-	-	-
Autres	573	36	+ 537	362	258	+ 105	106	352	- 246
C. ÉCART STATISTIQUE	1 666	-	+ 1 666	1 539	-	+ 1 539	1 238	-	+ 1 238
TOTAL	141 521	136 251	+ 5 270	145 987	143 610	+ 2 377	173 365	157 300	+ 16 065

(*) Chiffres rectifiés.

Source : Office des changes

XI - COURS DE CHANGE

XI-1 - COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES
PAR BANK AL-MAGHRIB
- Cours de virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 euro ⁽¹⁾		1 dollar E.U.		1 dollar canadien		1 livre sterling		100 couronnes danoises		100 couronnes norvégiennes		100 couronnes suédoises		1 franc suisse		100 yens japonais	
	EUR		USD		CAD		GBP		DKK		NOK		SEK		CHF		JPY	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995			8,4350	8,5028	6,1989	6,2487	13,098	13,204	152,207	153,429	133,509	134,581	127,27	128,29	7,3346	7,3936	8,1807	8,2465
Déc. 1996			8,7731	8,8259	6,4026	6,4411	14,901	14,990	147,626	148,513	136,343	137,163	127,24	128,00	6,4998	6,5388	7,5414	7,5867
Déc. 1997			9,6850	9,7432	6,7538	6,7944	16,024	16,120	141,975	142,828	131,766	132,558	122,53	123,27	6,6565	6,6965	7,4399	7,4846
Déc. 1998	10,852 ⁽²⁾	10,917 ⁽²⁾	9,2274	9,2828	5,9474	5,9831	15,442	15,535	145,298	146,171	122,375	123,110	114,77	115,46	6,7539	6,7945	8,0085	8,0566
1999 Janv.	10,707	10,772	9,4292	9,4858	6,2300	6,2675	15,484	15,577	143,997	144,863	125,308	126,060	120,85	121,58	6,6541	6,6941	8,1303	8,1792
Fév.	10,584	10,648	9,6372	9,6951	6,3844	6,4227	15,422	15,515	142,362	143,218	121,726	122,457	117,71	118,41	6,6590	6,6990	8,0791	8,1277
Mars	10,496	10,559	9,7366	9,7951	6,4396	6,4783	15,731	15,826	141,231	142,080	125,733	126,489	118,27	118,98	6,5730	6,6125	8,2179	8,2673
Avril	10,436	10,498	9,8339	9,8930	6,7379	6,7783	15,859	15,954	140,410	141,253	126,609	127,370	117,18	117,88	6,4784	6,5173	8,2451	8,2946
Mai	10,387	10,450	9,9168	9,9764	6,7228	6,7632	15,905	16,001	139,769	140,609	126,060	126,817	115,72	116,41	6,5135	6,5526	8,1459	8,1948
Juin	10,334	10,396	10,0047	10,0648	6,7681	6,8088	15,754	15,849	138,998	139,833	127,460	128,226	118,15	118,86	6,4434	6,4821	8,2813	8,3311
Juil.	10,445	10,507	9,7622	9,8208	6,4861	6,5250	15,829	15,924	140,330	141,180	125,330	126,090	119,25	119,97	6,5364	6,5757	8,4830	8,5340
Août	10,373	10,435	9,7989	9,8578	6,5778	6,6173	15,741	15,835	139,520	140,360	125,230	125,980	119,35	120,06	6,4840	6,5230	8,9648	9,0186
Sept.	10,375	10,437	9,7198	9,7782	6,6157	6,6555	16,002	16,098	139,570	140,410	125,520	126,280	118,71	119,42	6,4937	6,5328	9,2000	9,2553
Oct.	10,303	10,365	9,7976	9,8565	6,6619	6,7019	16,093	16,189	138,600	139,430	124,920	125,680	119,00	119,71	6,4255	6,4641	9,4058	9,4624
Nov.	10,109	10,170	10,0460	10,1060	6,8082	6,8491	16,019	16,115	135,890	136,710	124,420	125,170	118,17	118,88	6,3124	6,3503	9,8490	9,9082
Déc.	10,091	10,152	10,0570	10,1170	6,9309	6,9725	16,248	16,345	135,570	136,390	124,940	125,690	117,85	118,56	6,2910	6,3288	9,8475	9,9066
2000 Janv.	10,017	10,077	10,2150	10,2760	7,0513	7,0937	16,523	16,622	134,590	135,400	123,930	124,680	116,42	117,12	6,2254	6,2628	9,5706	9,6281
Fév.	9,984	10,044	10,3220	10,3840	7,1124	7,1551	16,314	16,412	134,060	134,860	123,620	124,360	118,41	119,12	6,2169	6,2542	9,4074	9,4639
Mars	9,887	9,947	10,3230	10,3850	7,1110	7,1537	16,483	16,582	132,790	133,590	122,310	123,040	119,44	120,15	6,2105	6,2478	10,0820	10,1420
Avril	9,701	9,759	10,6460	10,7100	7,1850	7,2281	16,663	16,763	130,120	130,900	119,030	119,750	118,96	119,68	6,1832	6,2204	9,8697	9,9290
Mai	9,826	9,885	10,5390	10,6020	7,0283	7,0705	15,767	15,862	131,650	132,440	118,140	118,850	117,08	117,78	6,2453	6,2828	9,8018	9,8607
Juin	9,913	9,973	10,3740	10,4360	7,0003	7,0424	15,671	15,765	132,870	133,660	120,970	121,700	117,73	118,43	6,3633	6,4150	9,8577	9,9169
Juil.	9,790	9,848	10,5940	10,6580	7,1428	7,1857	15,838	15,933	131,290	132,070	119,380	120,090	115,24	115,93	6,3230	6,3610	9,6852	9,7434
Août	9,623	9,681	10,8010	10,8660	7,3179	7,3619	15,690	15,785	129,060	129,830	119,150	119,860	114,40	115,08	6,2076	6,2449	10,1560	10,2170
Sept.	9,573	9,631	10,8590	10,9240	7,2184	7,2617	15,998	16,095	128,330	129,100	119,460	120,170	112,42	113,10	6,2721	6,3098	10,0310	10,0910
Oct.	9,405	9,461	11,1040	11,1710	7,2630	7,3066	16,141	16,238	126,370	127,130	119,390	120,100	110,92	111,59	6,1766	6,2137	10,1630	10,2240
Nov.	9,531	9,588	10,9790	11,0450	7,1238	7,1666	15,606	15,700	127,800	128,570	118,450	119,160	109,46	110,12	6,3267	6,3647	9,8984	9,9579
Déc.	9,838	9,897	10,5870	10,6500	7,0700	7,1125	15,787	15,882	131,820	132,610	118,930	119,650	111,37	112,04	6,4612	6,5000	9,2134	9,2688

(1) Voir cours des monnaies de la zone euro dans le tableau XI - 2 .

(2) Cours du 4 janvier 1999.

Source : Bank Al-Maghrif.

XI -1 -(suite) COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES
PAR BANK AL-MAGHRIB
- Cours de virement -

(En dirhams)

Fin de période	10 dinars algériens		1 dinar tunisien		1 dinar libyen		100 ouguiyas mauritanienne		1 dinar koweïtien		1 rial saoudien		1 dirham E.A.U.	
	DZD		TND		LYD		MRO		KWD		SAR		AED	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,6187	1,6349	8,9085	8,9981	24,130	24,372	6,1955	6,2577	28,222	28,448	2,2491	2,2671	2,2964	2,3148
Déc. 1996	1,5633	1,5727	8,8097	8,8627	24,077	24,221	6,2288	6,2662	29,283	29,459	2,3395	2,3536	2,3892	2,4036
Déc. 1997	1,6591	1,6691	8,4705	5,5214	24,803	24,952	5,6716	5,7057	31,780	31,971	2,5824	2,5979	2,6372	2,6531
Déc. 1998	1,5360	1,5452	8,4674	8,5183	20,481	20,604	4,5699	4,5974	30,605	30,789	2,4601	2,4749	2,5124	2,5275
1999 Janv.	1,5176	1,5268	8,4669	8,5178	20,813	20,938	4,6150	4,6427	31,1660	31,3530	2,5141	2,5292	2,5673	2,5827
Fév.	1,4947	1,5037	8,3500	8,4002	20,705	20,830	4,6925	4,7207	31,6340	31,8240	2,5687	2,5842	2,6238	2,6395
Mars	1,4730	1,4819	8,2594	8,3091	21,039	21,165	4,7458	4,7743	31,9180	32,1100	2,5961	2,6117	2,6509	2,6669
Avril	1,4616	1,4704	8,2840	8,3337	20,990	21,116	4,7561	4,7847	32,1950	32,3880	2,6221	2,6378	2,6774	2,6935
Mai	1,4622	1,4710	8,2523	8,3019	21,033	21,160	4,7906	4,8194	32,3760	32,5710	2,6441	2,6600	2,6999	2,7162
Juin	1,4635	1,4723	8,1982	8,2474	21,086	21,213	4,8151	4,8441	32,6180	32,8140	2,6674	2,6835	2,7239	2,7403
Juil.	1,4628	1,4716	8,2003	8,2496	20,887	21,012	4,6766	4,7047	31,9970	32,1890	2,6030	2,6186	2,6579	2,6739
Août	1,4550	1,4637	8,1353	8,1842	21,028	21,155	4,6327	4,6606	32,1330	32,3260	2,6128	2,6285	2,6679	2,6839
Sept.	1,4528	1,4615	8,1600	8,2091	21,174	21,301	4,5858	4,6134	32,0470	32,2390	2,5918	2,6074	2,6463	2,6622
Oct.	1,4461	1,4548	8,1937	8,2429	21,478	21,607	4,5930	4,6206	32,2980	32,4920	2,6125	2,6282	2,6675	2,6836
Nov.	1,4508	1,4595	8,0882	8,1368	21,740	21,871	4,6446	4,6725	33,0060	33,2050	2,6785	2,6946	2,7350	2,7515
Déc.	1,4501	1,4588	7,9964	8,0445	21,775	21,906	4,5041	4,5312	33,0540	33,2530	2,6818	2,6979	2,7383	2,7548
2000 Janv.	1,4443	1,4529	8,0072	8,0553	22,045	22,177	4,5570	4,5844	33,4270	33,6280	2,7238	2,7402	2,7812	2,7979
Fév.	1,4250	1,4336	7,9853	8,0333	20,879	21,004	4,4826	4,5095	33,6370	33,8390	2,7524	2,7689	2,8105	2,8274
Mars	1,4050	1,4134	7,8838	7,9312	20,959	21,085	4,4651	4,4919	33,7750	33,9780	2,7526	2,7692	2,8106	2,8275
Avril	1,3939	1,4023	7,7861	7,8329	21,343	21,471	4,5067	4,5338	34,5710	34,7790	2,8384	2,8555	2,8985	2,9159
Mai	1,4025	1,4109	7,6960	7,7423	20,891	21,016	4,3551	4,3813	34,3250	34,5320	2,8099	2,8268	2,8693	2,8866
Juin	1,4058	1,4143	7,7691	7,8158	20,825	20,951	4,3028	4,3287	33,8830	34,0870	2,7660	2,7826	2,8244	2,8414
Juil.	1,4030	1,4114	7,7420	7,7885	21,066	21,192	4,3943	4,4207	34,4350	34,6420	2,8246	2,8416	2,8844	2,9017
Août	1,4008	1,4092	7,6768	7,7229	21,338	21,466	4,4765	4,5034	35,0600	35,2710	2,8797	2,8970	2,9408	2,9584
Sept.	1,3959	1,4043	7,5995	7,6452	20,013	20,133	4,3761	4,4024	35,3840	35,5960	2,8951	2,9125	2,9565	2,9743
Oct.	1,3821	1,3904	7,5269	7,5721	20,133	20,254	4,4395	4,4662	36,0460	36,2620	2,9604	2,9782	3,0233	3,0414
Nov.	1,3827	1,3910	7,5262	7,5714	19,903	20,023	4,3806	4,4070	35,7300	35,9450	2,9270	2,9446	2,9891	3,0071
Déc.	1,4082	1,4166	7,6462	7,6921	19,621	19,739	4,2186	4,2439	34,6500	34,8580	2,8224	2,8394	2,8823	2,8996

Source : Bank Al-Maghrif.

XI - 2 - COURS INDICATIFS DES MONNAIES DE LA ZONE EURO ^(*)

- Cours de virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 franc français		1 deutschemark		1 florin hollandais		100 francs belges		1000 liras italiennes		100 pesetas espagnoles		100 escudos portugais		100 shillings autrichiens		1 mark finlandais	
	FRF		DEM		NLG		BEF		ITL		ESP		PTE		ATS		FIM	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1995	1,7251	1,7355	5,8925	5,9399	5,2632	5,3054	28,6790	28,9090	5,3338	5,3766	6,9581	7,0139	5,6509	5,6963	83,756	84,428	1,9440	1,9596
Déc. 1996	1,6752	1,6853	5,6473	5,6813	5,0318	5,0621	27,4140	27,5780	5,7369	5,7713	6,6991	6,7394	5,6109	5,6446	80,258	80,740	1,8906	1,9020
Déc. 1997	1,6163	1,6260	5,4081	5,4406	4,7985	4,8274	26,2180	26,3760	5,5030	5,5360	6,3875	6,4259	5,2880	5,3198	76,863	77,325	1,7857	1,7965
Déc. 1998	1,6500	1,6599	5,5332	5,5664	4,9107	4,9402	26,8260	26,9870	5,5889	5,6225	6,4991	6,5381	5,3987	5,4312	78,648	79,121	1,8201	1,8311
1999 Janv.	1,6323	1,6421	5,4745	5,5074	4,8588	4,8879	26,5430	26,7020	5,5298	5,5631	6,4352	6,4739	5,3408	5,3729	77,813	78,280	1,8008	1,8117
Fév.	1,6135	1,6233	5,4115	5,4442	4,8028	4,8319	26,2370	26,3960	5,4662	5,4992	6,3611	6,3996	5,2793	5,3112	76,917	77,382	1,7801	1,7909
Mars	1,6001	1,6097	5,3665	5,3987	4,7629	4,7915	26,0190	26,1750	5,4207	5,4533	6,3082	6,3461	5,2354	5,2668	76,277	76,735	1,7653	1,7759
Avril	1,5910	1,6004	5,3358	5,3675	4,7357	4,7638	25,8700	26,0240	5,3897	5,4218	6,2722	6,3094	5,2055	5,2364	75,841	76,292	1,7552	1,7656
Mai	1,5835	1,5931	5,3108	5,3430	4,7134	4,7420	25,7490	25,9049	5,3644	5,3970	6,2427	6,2806	5,1810	5,2124	75,485	75,943	1,7470	1,7576
Juin	1,5754	1,5849	5,2837	5,3154	4,6894	4,7175	25,6170	25,7710	5,3371	5,3691	6,2109	6,2481	5,1546	5,1855	75,100	75,551	1,7381	1,7485
Juil.	1,5923	1,6018	5,3404	5,3721	4,7397	4,7679	25,8920	26,0460	5,3944	5,4264	6,2776	6,3148	5,2776	5,3148	75,907	76,357	1,7567	1,7672
Août	1,5814	1,5908	5,3036	5,3353	4,7071	4,7352	25,7140	25,8680	5,3572	5,3892	6,2343	6,2716	5,1740	5,2050	75,384	75,834	1,7446	1,7550
Sept.	1,5817	1,5911	5,3047	5,3364	4,7080	4,7361	25,7190	25,8730	5,3582	5,3903	6,2355	6,2728	5,1750	5,2060	75,398	75,849	1,7449	1,7554
Oct.	1,5707	1,5801	5,2678	5,2995	4,6753	4,7034	25,5400	25,6940	5,3211	5,3531	6,1922	6,2295	5,1391	5,1700	74,875	75,325	1,7328	1,7433
Nov.	1,5411	1,5504	5,1686	5,1998	4,5873	4,6149	25,0600	25,2110	5,2209	5,2524	6,0756	6,1123	5,0423	5,0728	73,465	73,908	1,7002	1,7105
Déc.	1,5384	1,5477	5,1594	5,1906	4,5791	4,6068	25,0150	25,1662	5,2116	5,2431	6,0648	6,1015	5,0334	5,0638	73,334	73,777	1,6972	1,7074
2000 Janv.	1,5271	1,5362	5,1216	5,1523	4,5455	4,5727	24,831	24,9800	5,1733	5,2043	6,0203	6,0564	4,9965	5,0264	72,796	73,232	1,6847	1,6948
Fév.	1,5221	1,5312	5,1047	5,1354	4,5305	4,5578	24,750	24,8980	5,1563	5,1873	6,0005	6,0366	4,9800	5,0099	72,557	72,993	1,6792	1,6893
Mars	1,5073	1,5164	5,0554	5,0857	4,4867	4,5137	24,510	24,6580	5,1064	5,1371	5,9425	5,9782	4,9318	4,9614	71,855	72,286	1,6629	1,6729
Avril	1,4789	1,4877	4,9600	1,9897	4,4021	4,4284	24,048	24,1920	5,0101	5,0401	5,8304	5,8653	4,8388	4,8678	70,500	70,921	1,6316	1,6413
Mai	1,4980	1,5070	5,0240	5,0541	4,4588	4,4856	24,358	24,5040	5,0747	5,1052	5,9055	5,9410	4,9012	4,9306	71,408	71,837	1,6526	1,6625
Juin	1,5112	1,5203	5,0685	5,0990	4,4984	4,5254	24,574	24,7220	5,1197	5,1505	5,9579	5,9937	4,9446	4,9744	72,041	72,474	1,6673	1,6773
Juil.	1,4924	1,5014	5,0053	5,0354	4,4423	4,4690	24,268	24,4140	5,0559	5,0863	5,8836	5,9190	4,8830	4,9124	71,143	71,571	1,6465	1,6564
Août	1,4671	1,4759	4,9204	4,9499	4,3669	4,3931	23,856	23,9990	4,9701	4,9999	5,7838	5,8185	4,8001	4,8290	69,936	70,356	1,6185	1,6283
Sept.	1,4594	1,4682	4,8948	4,9241	4,3442	4,3703	23,732	23,8740	4,9442	4,9739	5,7537	5,7882	4,7751	4,8038	69,572	69,990	1,6101	1,6198
Oct.	1,4337	1,4423	4,8085	4,8374	4,2676	4,2933	23,313	23,4530	4,8571	4,8863	5,6523	5,6862	4,6910	4,7192	68,346	68,756	1,5817	1,5912
Nov.	1,4529	1,4617	4,8730	4,9022	4,3248	4,3508	23,626	23,7680	4,9222	4,9517	5,7281	5,7624	4,7539	4,7824	69,262	69,678	1,6029	1,6126
Déc.	1,4997	1,5088	5,0299	5,0602	4,4641	4,4910	24,387	24,5340	5,0807	5,1113	5,9125	5,9481	4,9070	4,9365	71,493	71,923	1,6546	1,6645

(*) Cours calculés sur la base des taux de conversion arrêtés par le Conseil Européen le 31 décembre 1998.

(voir note circulaire N°7.255/DAI/98 de Bank AL-Maghrib publiée dans le Bulletin Trimestriel N°81).

Source : Bank Al-Maghrib.

XII - COMPTES DE LA NATION

**XII - 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix constants de 1980)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997 ^(*)	1998 ^(*)	1999 ^(**)	2000 ^(***)
Activités primaires	23 280	17 120	21 354	17 120	14 261
Agriculture, sylviculture et pêche	23 280	17 120	21 354	17 120	14 261
Activités secondaires	36 463	38 484	39 183	40 146	41 586
Industrie extractive.....	3 544	4 088	3 951	3 863	3 925
Énergie et eau ⁽¹⁾	5 849	6 225	6 301	6 527	6 750
Industrie manufacturière.....	22 058	22 806	23 345	23 922	24 640
Bâtiment et travaux publics.....	5 012	5 365	5 586	5 834	6 271
Activités tertiaires	45 992	46 824	49 656	51 440	53 256
Transports et communications.....	7 777	7 961	8 655	9 158	9 635
Autres services ⁽²⁾	13 747	14 200	14 446	14 735	15 094
Commerce ⁽³⁾	24 468	24 663	26 555	27 547	28 527
Produit intérieur brut marchand	105 735	102 428	110 193	108 706	109 103
Administrations publiques	21 292	21 769	22 465	23 027	23 856
Produit intérieur brut	127 027	124 197	132 658	131 733	132 959

(***) Chiffres estimés.

**XII - 2 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHES
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997 ^(*)	1998 ^(*)	1999 ^(**)
Activités primaires	61 634	49 140	58 069	50 634
Agriculture, sylviculture et pêche	61 634	49 140	58 069	50 634
Activités secondaires	99 120	104 975	109 364	112 163
Industrie extractive.....	5 603	7 132	7 335	7 414
Énergie et eau ⁽¹⁾	25 568	26 867	28 112	28 935
Industrie manufacturière.....	54 500	56 212	58 470	59 531
Bâtiment et travaux publics.....	13 449	14 764	15 447	16 283
Activités tertiaires	117 848	120 836	127 891	130 910
Transports et communications.....	17 980	18 555	19 796	20 757
Autres services ⁽²⁾	38 372	40 212	41 991	43 463
Commerce ⁽³⁾	61 496	62 069	66 104	66 690
Produit intérieur brut marchand	278 602	274 951	295 324	293 707
Administrations publiques	40 738	43 391	47 234	49 424
Produit intérieur brut	319 340	318 342	342 558	343 131

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

XII - 3 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES

(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997 ^(*)	1998 ^(*)	1999 ^(**)
RESSOURCES				
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	342 558	343 131
Déficit en ressources.....	12 376	11 998	15 782	15 795
Importations de biens et services non facteurs	82 020	85 553	93 500	99 598
Exportations de biens et services non facteurs	69 644	73 555	77 718	83 803
Total des ressources disponibles	331 716	330 340	358 340	358 926
EMPLOIS				
Consommation finale nationale	269 179	264 439	281 180	276 007
Ménages résidents.....	215 361	207 831	219 179	209 702
Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 305
Investissement	62 537	65 901	77 160	82 919
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	76 652	83 489
Variation des stocks.....	+596	+115	+508	-570
Total des emplois	331 716	330 340	358 340	358 926

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

**XII - 4 - REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE
ET SON AFFECTATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997 ^(*)	1998 ^(*)	1999 ^(**)
Produit intérieur brut.....	319 340	318 342	342 558	343 131
Revenus nets de l'extérieur.....	12 682	11 167	14 401	13 161
Revenu national brut disponible	332 022	329 509	356 959	356 292
Consommation finale nationale	269 179	264 439	281 180	276 007
- Ménages résidents.....	215 361	207 831	219 179	209 702
- Administrations publiques.....	53 818	56 608	62 001	66 305
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	75 779	80 285
Affectation du revenu national brut disponible.....	332 022	329 509	356 959	356 292

**XII - 5 - COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1996	1997 ^(*)	1998 ^(*)	1999 ^(**)
Épargne nationale brute.....	62 843	65 070	75 779	80 285
Transferts nets en capital reçus du reste du monde	+639	-43	-96	-83
Besoin de financement	-	874	1 477	2 717
Total des ressources	63 482	65 901	77 160	82 919
Formation brute de capital fixe.....	61 941	65 786	76 652	83 489
Variation des stocks	+596	+115	+508	-570
Capacité de financement	945	-	-	-
Total des emplois	63 482	65 901	77 160	82 919

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de la prévision économique et du plan.

Ce bulletin a été réalisé sur les presses de
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB
Km 8 Route de Salé à Meknès
B.P. 445 RABAT (MAROC)